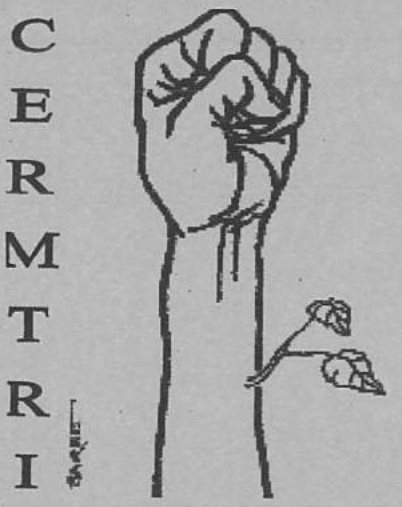
Cahiers du mouvement ouvrier

La fondation de l'Internationale communiste
La révolution allemande
La révolution hongroise
La fusillade de Lwow



C.E.R.M.T.R.I.
Centre d'Etudes et de Recherches
sur les Mouvements Trotskyste et Révolutionnaires Internationaux

N° 41 - Premier trimestre 2009 (janvier-février-mars) - REVUE TRIMESTRIELLE - PRIX : 8 euros

Cahiers du mouvement ouvrier

Fondés par Jean-Jacques Marie et Vadim Rogovine
Assistant pour la partie russe et soviétique : Marc Goloviznine, collaborateur scientifique de l'Institut de sociologie de l'Académie des sciences de Russie

Directeur de la publication : Jean-Jacques Marie
Comité de rédaction : Nicole Bossut-Perron, Odile Dauphin, Marc Goloviznine, Frank Labrasca, Pierre Levasseur, Jean-Jacques Marie, Pierre Roy, Jean-Marc Schiappa.

CERMTRI, 28, rue des Petites-Ecuries, 75010 Paris
Imprimerie ROTINFED 2000, 87, rue du Faubourg-Saint-Denis, 75010 Paris
Internet : http://assoc.wanadoo.fr/cermtri
E-mail : cermtri@wanadoo.fr.

SOMMAIRE

- **Présentation ..... p. 5**
- **La fuite à Varennes et les IPR de Paris ..... p. 7**
- **L'unification socialiste en France : la déclaration commune de décembre 1904 ..... p. 23**
- **Vers la III^e Internationale : textes de Lénine et Trotsky ... p. 27**
- **Rosa Luxemburg : Pour une nouvelle Internationale ..... p. 33**
- **La plate-forme politique de la III^e Internationale (auteur : Boukharine) ..... p. 41**
- **Le manifeste de la III^e Internationale (auteur : Léon Trotsky) ..... p. 47**
- **Christian Coudène : La révolution allemande (1. 1918. 2. Les raisons d'une défaite) ..... p. 57**
- **Karl Radek et Leo Jogisches : Où en est la révolution allemande ? ..... p. 80**
- **Julien Papp : Les communistes hongrois et la III^e Internationale ..... p. 89**
- **Ryszard Rauba : La grève de Lwow (1936) ..... p. 105**
- **Chronique des falsifications ..... p. 111**
- **Courrier des lecteurs : à propos des *Bienveillantes* ..... p. 117**
- **Notes de lecture ..... p. 127**
- **Perles ..... p. 137**

Présentation

"CACHER AUX ENFANTS LA LUTTE DES CLASSES QUI S'EST DEVELOPPEE, SOUS DES FORMES DIVERSES, TOUT AU LONG DE L'HISTOIRE, ET QUI PREND FORME AUJOURD'HUI DANS LA LUTTE DU CAPITALISME ET DU PROLETARIAT, CE SERAIT SUPPRIMER POUR EUX UN DES ASPECTS ESSENTIELS DE L'HISTOIRE HUMAINE"

(JEAN JAURES, *La Revue des maîtres*, revue de l'enseignement primaire, 25 octobre 1908)

Le CERMTRI dispose de collections pas tout à fait complètes de l'hebdomadaire *La Vérité* des années 1956, 1957 et 1958. II peut en céder à ceux que cet hebdomadaire — alors régulièrement saisi par la justice pour son opposition à la guerre coloniale en Algérie —intéresse pour la somme de 7 euros (port compris) par groupe de 14 numéros (il y a en gros 45 numéros disponibles par an).

Cahiers du mouvement ouvrier

(volume de 144 pages)

Prix du numéro : **8 euros**

Abonnement annuel (quatre numéros) :

— France : **30 euros** ;

— Etranger : Europe : **35 euros** ; Asie, Amérique, Afrique : **40 euros**.

Nom, prénom : .....

Adresse : .....

.....

Chèques à l'ordre du CERMTRI

(préciser : *Cahiers du mouvement ouvrier*)

A renvoyer au CERMTRI, 28, rue des Petites-Ecuries, 75010 Paris

Les IPR d'histoire de Paris et la fuite à Varennes... ou l'histoire "revisitée"

France 2 a présenté le mardi 24 février le docufiction *L'évasion du roi*, consacré à la fuite de Louis XVI à Varennes le 21 juin 1790. Auparavant, les inspecteurs pédagogiques régionaux avaient proposé aux professeurs d'histoire de l'académie de Paris de se porter volontaires pour que quatre ou cinq d'entre eux puissent venir assister à une préprojection pédagogique dudit docufiction à France 2. Leur lettre d'invitation reproduite dans le dossier qui suit comporte une présentation du téléfilm qui déforme outrageusement la réalité, soit par ce qu'elle dit, soit par ce qu'elle tait. En réaction, Nicole Bossut-Perron, Odile Dauphin et Jean-Jacques Marie ont rédigé et diffusé une lettre ouverte, qu'ils ont soumise à la signature de quelques centaines de collègues. On verra dans le dossier présenté ci-après que le conseiller historique du docufiction a affirmé n'avoir rien à voir avec la présentation de ce dernier validée par les trois IPR. Ces derniers ont répondu à la lettre ouverte par une longue lettre reproduite ci-après.

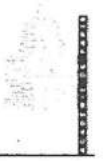
Le dossier comporte aussi une prise de position de la commission d'histoire de la section académique du SNES de Paris.

La lettre ouverte ne se prononce pas sur le contenu du docufiction… pour la bonne raison, d'abord, que personne ne l'avait encore vu. Et il ne saurait être question pour les auteurs de la lettre ouverte de mener campagne sur et moins encore contre les programmes de télévision. Mais dans la mesure où les IPR d'histoire ont jugé bon d'en conseiller la vision comme acte pédagogique à des classes des lycées et collèges, il faut bien noter que ce téléfilm a des rapports assez lointains avec l'histoire telle qu'elle se déroula réellement. L'hebdomadaire *Télérama* de la dernière semaine de février conclut ainsi sa présentation du téléfilm : *"Raconté essentiellement du point de vue de Louis XVI, le film donne une image du roi guillotiné que nombre d'historiens de la Révolution française trouveront exagérément positive."* C'est gentiment dit…

Et selon Pierre Lemoine, dans *L'Histoire* (mars 2009, p. 24), ce docufiction est *"un monument de niaiserie et de vulgarité superbement indifférent à la vérité historique"*.

académie Paris
MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE

Inspection Pédagogique Régionale d'Histoire et de Géographie



Lettre Académique d'Histoire et de Géographie
Année scolaire 2008-2009 n°7- 30/12/2008

Chèr(e)s Collègues,
Cette lettre est la dernière de l'année. Au retour des vacances de Noël, elle paraîtra dans une autre maquette, plus proche du nouvel habillage du site académique histoire et géographie que vous pourrez également découvrir. D'ici là, nous vous souhaitons d'agréables fêtes de fin d'année et des vacances reposantes.

Jean-Louis Carnat, Jacqueline Jalta, Jean-Pierre Lauby

Recherche de classes pour une projection.

France 2 souhaite organiser pour quatre à cinq classes et leurs professeurs des collèges ou lycées parisiens la projection du documentaire fiction *"L'évasion de Louis XVI"* le mercredi 11 février 2009 à 15 heures au siège de France 2.

Cette œuvre fait partie de la collection *"Ce jour-là, tout a changé"*, qui privilégie le récit d'une journée de 24 heures qui ont fait notre histoire. La projection sera suivie d'un échange entre professeurs, lycéens et le producteur, Frédéric Fougea, et Patricia Boutinard Rouelle, directrice de l'unité magazines et documentaires de France 2. La journée se terminera par un goûter vers 17 h 30/18 heures.

Ce jour-là, tout a changé...

Une collection de docu-fiction (3 x 90') de première partie de soirée : 24 heures qui ont fait notre histoire, heure par heure, comme si vous y étiez...

Une coproduction **Boréales/Expand-Drama, en association avec Télécran.**
Avec la participation de France 2 et France 5.

"L'évasion de Louis XVI"
Réalisateur : Arnaud Sélignac.
Conseiller historique : Jean-Christian Petitfils.

PARIS - 21 JUIN 1791 – 00 H 30
LOUIS XVI S'ENFUIT POUR ECHAPPER À LA REVOLUTION.
Pour sauver ses enfants de la terreur, et sa femme Marie-Antoinette de la vindicte populaire, le roi Louis XVI, déguisé en bon bourgeois, s'enfuit incognito du palais des Tuileries, où il est prisonnier. Mais rien ne va se passer comme prévu.
L'échec de sa fuite se soldera un an plus tard par la décapitation du roi et de la reine de France.

⇒ Contacter rapidement : Valérie Derouiche
Chargée de communication
Rectorat de l'académie de Paris
47, rue des Ecoles - 75 230 PARIS Cedex 05.
Tél. : 01 40 46 20 87 - Fax : 01 40 46 20 10.

Lettre ouverte à Madame Jalta, Messieurs Carnat et Lauby, Inspecteurs pédagogiques régionaux d'histoire et de géographie de l'Académie de Paris

Nous avons pris connaissance de votre lettre académique d'histoire et de géographie du 12 décembre 2008. Non sans effarement !

Les collègues qui enseignent nos disciplines dans les collèges et les lycées parisiens y sont invités à assister à la projection d'un docu-fiction intitulé *« L'évasion de Louis XVI »*, projection programmée pour le 11 février et qui sera suivie d'un débat entre les jeunes, leurs professeurs et le producteur du film, ainsi que la directrice de l'unité magazines et documentaires de France 2...

Le « conseiller historique » de ce docu-fiction, Jean Christian Petitfils, a-t-il rédigé ou ratifié les quatre lignes de présentation destinées à convaincre les enseignants d'emmener leurs élèves voir ce film ? Quatre lignes ahurissantes :

« Pour sauver ses enfants de la terreur, et sa femme Marie-Antoinette de la vindicte populaire, le roi Louis XVI, déguisé en bon bourgeois, s'enfuit incognito du palais des Tuileries, où il est prisonnier. Mais rien ne va se passer comme prévu. L'échec de sa fuite se soldera un an plus tard par la décapitation du roi et de la reine de France. »

Ignorance ou falsification ?

Quelles que soient les divergences d'appréciation sur les intentions du roi Louis XVI, ce roi incertain et secret, tous les historiens sont d'accord sur les faits suivants : la terreur comme système de gouvernement usant de moyens de coercition terribles sur les contre-révolutionnaires a été mise en œuvre à partir de septembre 1793, pour atteindre son plein déploiement en mai-juin 1794, soit plus de deux ans après la fuite de Varennes. Elle n'est donc pas la cause de cet événement majeur, elle en est la conséquence différée !

Citons les historiens les moins suspects de partialité en faveur des Jacobins, tant vilipendés aujourd'hui : l'historien Edgar Quinet évoque en ces termes le plan de Mirabeau devenu conseiller de la Cour jusqu'à sa mort, survenue le 2 avril 1791 :

« Le roi se réfugiera dans une place forte au milieu des régiments fidèles. De là, proclamation pour dissoudre l'Assemblée, convocation du ban et de l'arrière-ban de la noblesse, Paris investi, réduit à capituler, ainsi que la Révolution (...). L'effet de la mort de Mirabeau sur le roi fut de le convaincre qu'il n'y avait plus de salut pour lui au-dedans du royaume. Dès lors, toutes ses pensées se tournèrent vers des projets de fuite (vers les Pays-bas autrichiens — l'actuelle Belgique —, qui appartenaient à son beau-frère Léopold, l'empereur Habsbourg dont le secours financier et militaire apparut désormais indispensable). *C'est pour reprendre les concessions politiques et non pour autre chose que Louis XVI, sur le chemin de Varennes, allait chercher une armée aux frontières et des alliés sur les trônes d'Europe. »*

Une génération plus tard, un autre historien, celui qui a obtenu la création d'une chaire d'histoire de la Révolution française, Alphonse Aulard, écrit :

« Dès le mois d'octobre, le projet était arrêté de partir secrètement pour Montmédy. L'empereur ferait sur nos frontières une démonstration militaire qui effraierait les patriotes. Louis XVI marcherait sur Paris avec l'armée de Bouillé. » Puis, il cite la lettre mensongère du roi lue à l'Assemblée le 19 avril pour endormir la vigilance des Parisiens : *« J'ai accepté et juré de maintenir cette Constitution dont la Constitution civile* (du clergé) *fait partie et j'en maintiens l'exécution de tout mon pouvoir. »* Aulard poursuit : *« Au même moment, Louis XVI se concertait avec l'étranger et avec Bouillé pour sa fuite et son coup d'Etat. »*

Veut-on des analyses plus récentes ? Voici celle de Frédéric Bluche, auteur d'une biographie de Danton, qu'on ne soupçonnera pas de sympathie excessive à l'égard des Jacobins :

« Louis XVI, prisonnier de Paris depuis le 18 avril, ulcéré d'avoir dû accorder sa sanction à la Constitution civile du clergé votée le 12 juillet 1790 et condamnée par le pape le 10 mars 1791, est décidé à ne plus jouer le rôle que les circonstances lui imposaient depuis presque deux ans. Il est résolu à fuir la capitale, à se réfugier en province à Montmédy, afin de retrouver au moins *la plénitude de ses attributions constitutionnelles. »*

En fuyant vers la frontière dans l'espoir de trouver des troupes fidèles à Montmédy loin de la fournaise révolutionnaire, le roi espérait mettre un terme à la Révolution, retrouver l'intégralité de ses pouvoirs, c'est-à-dire déchirer le mensonge de la monarchie constitutionnelle espérée par l'Assemblée nationale, mais à laquelle il n'avait consenti que sous la pression du peuple parisien manifestée le 14 juillet lors de la prise de la Bastille, puis le 6 octobre 1789 lors de la marche des femmes sur Versailles : elles y étaient allées chercher du pain, mais aussi la ratification (on disait alors la sanction) de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen jusqu'alors différée par le roi.

L'affrontement du 18 avril 1791 allait accélérer la mise en œuvre du plan de fuite parce qu'elle révélait au roi la force croissante des révolutionnaires : le roi très chrétien aurait voulu célébrer la semaine pascale à Saint-Cloud en compagnie d'un curé « non jureur », n'ayant pas prêté le serment de respecter la Constitution civile du clergé. Le peuple ainsi que les gardes nationaux affectés à la garde du palais lui avaient interdit le passage, jugeant suspecte cette sympathie affichée à l'égard d'un clergé non jureur, dès cette date assimilé à la contre-révolution militante. Conflit où le facteur religieux se mêlait inextricablement au conflit politique. Cet événement met fin aux hésitations du roi, qui décide de suivre le plan d'évasion mis au point par le marquis de Bouillé et Fersen.

Il quitte les Tuileries au soir du 20 juin 1791, est arrêté à Varennes le lendemain soir par l'intervention conjointe du maître de poste Drouet et de la municipalité : le plan hasardeux du roi s'effondrait, tandis que les citoyens découvraient avec stupeur le roi « fuyard » et « menteur ».

Ils avaient accueilli avec joie la Révolution et ses changements institutionnels, ils avaient pris conscience de leur qualité de citoyens membres adultes d'une nation proclamée apte à se gouverner elle-même en administrant ses communes, ses départements. Aventure prodigieuse, mais troublante par sa nouveauté, si bien qu'ils avaient placé leur confiance dans une figure tutélaire à peine retouchée : ils avaient imaginé une paisible mutation de la fonction royale, un roi de droit divin transformé en roi constitutionnel jouant loyalement le jeu.

Cette illusion majoritairement partagée s'effondrait sous le choc des faits : le roi avait laissé derrière lui une *Déclaration aux Français*, que nous citons d'après le résumé détaillé qu'en donne Mona Ozouf (*Varennes, la mort de la royauté,* Gallimard 2005).

« Louis XVI a fait une description très exacte des accrocs faits à la prérogative royale par des Constituants qu'obsédait le désir de subordonner l'exécutif jusqu'à la paralysie. Le roi commande toujours l'armée, mais celle-ci refuse d'être commandée. C'est en son nom qu'on rend la justice, mais qu'est-ce que ce pouvoir judiciaire s'il ne peut refuser son consentement aux juges que le peuple aura élus ? Il dirige l'administration, mais le pouvoir administratif appartient désormais aux départements, aux districts, aux municipalités, tous corps délibérants qui nuisent à l'unité et à la rapidité d'exécution. Que peut l'influence d'un roi qui n'a plus ni places ni récompenses à distribuer ? Qu'est-ce enfin et surtout qu'un roi écarté de l'élaboration des lois ? »

Jaurès cite cet autre passage fort éclairant :

« Revenez à votre roi, il sera toujours votre père. Quel plaisir n'aura-t-il pas à oublier toutes les injures personnelles et à se revoir au milieu de vous lorsqu'une Constitution qu'il aura acceptée librement fera que notre sainte religion sera respectée... »

Aucune allusion, et pour cause, à la terreur dans ce texte, mais une énumération précise des innovations révolutionnaires auxquelles le roi très chrétien ne peut consentir.

Le traumatisme vécu fut tel qu'il donna naissance au premier courant républicain, à Paris, mais aussi plus timidement en province. Et c'est cet immense bouleversement des consciences, cette modification fondamentale des rapports de force qu'on voudrait ramener à la dimension d'un drame domestique ? Louis XVI avait une plus haute idée de sa fonction, de ses responsabilités ! N'en déplaise à France 2 et à sa directrice des magazines et documentaires !

Grotesque, cette façon de présenter l'aventure du 21 juin 1791 s'inscrit également dans un courant historiographique bien précis : celui qui a envahi les médias et produit toutes sortes de « Livres noirs », dont *Le livre noir de la Révolution française* publié par les éditions catholiques du Cerf : parmi les auteurs de cet ouvrage collectif, on relève les noms de Jean Christian Petitfils, « le conseiller historique » associé à la production de ce docu-fiction recommandé par votre lettre académique de décembre !

Jean Christian Petitfils a multiplié les biographies de « nos rois », ce qui relève de sa liberté intellectuelle, mais ne le qualifie nullement pour trancher sur l'histoire révolutionnaire. Sa monumentale biographie de Louis XVI (1 114 pages) reprend avec une éloquence digne du vicomte de Chateaubriand les images noires mises en circulation par les libellistes royalistes : la prise de la Bastille ? Pratiquement rien sur la dureté du combat, mais une complaisante évocation du *« peuple violent, barbare, carnassier, bouillonnant de pulsions sadiques »*...

La marche des femmes sur Versailles ? *« Des amazones déguenillées, dépoitraillées, des harengères, des marchandes de vin, des blanchisseuses, des filles de chambre, des catins... »* Suit la scène fameuse par laquelle La Fayette réussit à faire acclamer la reine au balcon du château. Elle inspire ce jugement vengeur : *« Versatilité de cette foule irrationnelle et impulsive, qui s'apprêtait quelques instants auparavant à égorger la malheureuse et à faire des cocardes de ses boyaux »* (?).

L'insurrection du 10 août 1792, d'où naquit la première République fondée sur le suffrage universel masculin ? Due aux *« démagogues de la Commune »*, elle donna naissance à la *« démocratie totalitaire »* !

Le procès du roi ? Une anticipation des procès staliniens !

« Portée par une minorité agissante animée d'une utopie totalisante, sinon totalitaire, la république mettra plus d'un siècle à s'en remettre. »

D'où vient la violence, qui, selon Petitfils, est consubstantielle à toute l'histoire révolutionnaire et disqualifie toutes ses institutions ? Du 20 juin 1789, quand les états généraux s'instituent Assemblée nationale !

« Une assemblée unique omnipotente vite livrée à la démagogie et à la surenchère des factions... Un pouvoir détenteur par principe de toute autorité exécutive, législative judiciaire et enclin par son origine comme par sa nature au totalitarisme... Tous les maux ultérieurs de la révolution, les désordres, la violence sauvage et collective ont trouvé leur origine dans cette appropriation de la souveraineté sans partage par une assemblée unique. »

Les quatre lignes citées plus haut prennent alors tout leur sens : la fuite du roi expliquée par son souci de « sauver ses enfants de la terreur »... qui n'interviendra que deux ans plus tard dans le contexte de la guerre civile et étrangère ! Le tripatouillage de la chronologie ne révèle pas seulement le mépris des faits, il signe la volonté de s'inscrire dans un courant politique qui a la faveur des médias et qui vise à déconsidérer la Révolution dès son origine !

Libre à J.-C. Petitfils de cultiver cette veine politico-littéraire prometteuse de succès médiatique. Mais nous sommes surpris et choqués de découvrir que l'Inspection régionale d'histoire de l'Académie de Paris a jugé bon d'accorder à cette entreprise la caution de son autorité pédagogique. N'y a-t-il pas là abus de fonction ?

Veuillez agréer, Madame l'Inspectrice, Messieurs les Inspecteurs, l'assurance de notre attachement à un enseignement honnête de l'histoire.

Nicole Bossut, historienne de la Révolution française ayant enseigné dans l'académie de Paris jusqu'à ma retraite.

Epouse Perron, 71 A, rue de Talant, 21000 Dijon lucienperron@wanadoo.fr

Odile Dauphin, professeur agrégée enseignant au lycée Montaigne, qui nous a communiqué cette lettre académique de l'Inspection d'histoire-géographie de l'académie de Paris.

Odile Dauphin, 38, rue Vellefaux, 75010 Paris odile.dauphin@laposte.net

Jean-Jacques Marie, agrégé, historien de la révolution russe, responsable du CERMTRI, qui nous propose d'imprimer et de diffuser cette lettre que nous soumettrons à la réflexion et à la discussion de nos collègues (et pas seulement historiens).

CERMTRI, 28, rue des Petites-Ecuries 75010 Paris cermtri@wanadoo.fr

---

Premiers signataires :

Pierre Serna, professeur à Paris-I, directeur de l'Institut d'histoire de la Révolution française.
Michel Biard, professeur à l'université de Rouen.
Michel Vovelle, professeur émérite université de Paris-I Panthéon-Sorbonne.
Philippe Bourdin, professeur d'histoire moderne université Clermont-II, président de la Société des études robespierristes.
Frank Labrasca, professeur à l'université Rabelais, Tours.
Michel Barbe, agrégé d'histoire et géographie retraité, académie d'Aix-Marseille.
Rémy Jeanneau, agrégé retraité, académie de Caen.
Gérard Bourdin, historien (Orne).
Maurice Martin, professeur retraité, académie de Versailles.
Lluis Roura, professeur d'histoire moderne (université autonome Barcelone, Espagne).
Jean-Paul Rothiot, maître de conférence, université de Nancy-II (retraité).
Eric Saunier, enseignant-chercheur historien, université du Havre.
Jeff Horn, Manhattan College, New York.
Jacques Guilhaumou, chercheur CNRS.
Pascal Dupuy, maître de conférence histoire moderne, université de Rouen.
Jean-Numa Ducange, ATER histoire moderne, université de Rouen.
Edouard Le Moigne, agrégé d'histoire-géographie, Saint-Brieuc.
Jean Salem, professeur UFR de philosophie, directeur du Centre histoire des systèmes de pensée moderne, Paris-I Panthéon-Sorbonne.
Claude Coquard, agrégé de lettres, docteur en histoire, retraité.
Martine Lapied, professeur, université de Provence.
Annie Crépin, maître de conférence en histoire contemporaine, université d'Artois, retraitée.
Claude Mazauric, professeur émérite, université de Rouen, chevalier de la Légion d'honneur.
Jean Hubac, agrégé d'histoire, doctorant en histoire moderne, chargé de TD en histoire moderne, université Paris-X Nanterre.
Françoise Brunel, maître de conférence en histoire moderne, université Paris-I Sorbonne.
Pierre Roy, enseignant du secondaire retraité.
Jean Marc Schiappa, docteur en histoire, enseignant.
Liliane Fraysse, professeur histoire-géographie retraitée, académie de Versailles.
Nicole Aurigny, professeur de lettres, académie d'Amiens.
Marcel Picquier, enseignant retraité, académie de Lyon.
Marc Belissa, enseignant à Paris-X Nanterre.
Hervé Leuwers, professeur, université Lille-III.
Nicole Dorey, professeur agrégée d'histoire, retraitée.

Marc Olivier Gavois, professeur d'histoire-géographie, académie Aix-Marseille.
Daniel Letouzey, professeur d'histoire.
Natacha Coquery, professeur d'histoire moderne à l'université de Tours.

Cette lettre ouverte installée sur le site du CERMTRI a été imprimée à mille exemplaires pour être portée à la connaissance du plus grand nombre possible d'enseignants.

Nous invitons tous ceux qui veulent participer aux frais d'impression et d'envoi à faire parvenir leur contribution à l'adresse du CERMTRI, 28, rue des Petites-Ecuries, 75010 Paris (chèques à l'ordre du CERMTRI).

Lettre ouverte à Madame Jalta, Messieurs Carnat et Lauby, Inspecteurs pédagogiques régionaux d'histoire et de géographie de l'Académie de Paris

N° 2 **25 janvier 2009**

Nous avons reçu de M. Jean-Christian Petitfils la lettre suivante.

Jean-Christian Petitfils

Paris, le 20 janvier 2009

"L'évasion de Louis XVI"

"Monsieur,

Je n'ai ni écrit ni validé le texte de présentation dont vous parlez. D'après la société productrice du film, que j'ai contactée, celle-ci s'étant rendu compte de son erreur, avait déjà supprimé l'expression que vous condamnez à juste titre "pour sauver ses enfants de la terreur".

Je suis étonné que vous ayez pu croire que je cautionnais une erreur aussi monumentale puisque, semble-t-il, vous avez lu mon livre.

Avec mes salutations distinguées."

•
• •

Cette précision de M. Jean-Christian Petitfils ne peut qu'amener à s'interroger : d'où vient donc cette "monumentale erreur" ou contre-vérité qu'il rejette, et qui remplace par un mobile inventé les mobiles réels de la fuite du roi et dissimule donc ces mobiles réels ? Quelle est son origine ? Si la société productrice a retiré ce membre de phrase, pourquoi les enseignants invités à venir avec leurs élèves assister à la projection du docu-fiction sur la fuite de Louis XVI ont-ils reçu une invitation qui l'introduit ou le maintient, pourquoi, à la date du 25 janvier, le texte qui figure sur le site du rectorat de Paris est-il inchangé ?

Nous ne pouvons donc que répéter la question sur laquelle se conclut la lettre ouverte adressée par nos soins à Madame et Messieurs les IPR d'histoire-géographie de Paris : accorder à une contre-vérité historique aussi manifeste et grave la caution de l'autorité pédagogique de l'Inspection pédagogique régionale d'histoire de Paris, n'est-ce pas un abus de pouvoir ?

Nicole Bossut-Perron, Odile Dauphin, Jean-Jacques Marie

Deuxième liste de signataires de la lettre ouverte aux Inspecteurs pédagogiques régionaux (histoire géographie) de l'Académie de Paris

Christine Le Bozec, enseignante à l'université de Rouen, ancien doyen de la faculté de lettres de Rouen.
Martin Waldman, professeur émérite d'histoire, City University of New York.
Christine Fauré, directrice de recherches, CNRS.
Jacques Girault, professeur émérite, université de Paris XIII.
Alain Dalançon, professeur honoraire de chaire supérieure.
Marie-Claude Bartholy, agrégée de philosophie, retraitée.
Jean Vigreux, professeur d'histoire contemporaine, université de Franche-Comté.
Louis Couturier, professeur d'histoire retraité, académie de Versailles.
Annie Lacroix Riz, professeur d'histoire contemporaine, université de Paris-VII.
Michel Eliard, professeur de sociologie retraité, Toulouse Le Mirail.
Louis Weber, ancien président de l'Institut de recherches de la FSU.
Julien Papp, historien.
Soizik Moreau, professeur agrégé, retraitée.
Françoise Rousseau, professeur d'histoire-géographie en retraite, académie de Versailles.
Jean-Guillaume Lanuque, professeur d'histoire-géographie, académie de Nancy.
Nathalie Lutaud, professeur de gestion, académie de Toulouse.
Roland Corominas, agrégé d'espagnol, retraité.
Lucien Perron, professeur d'histoire-géographie en retraite.
Christian Beuvain, professeur d'histoire-géographie, académie de Dijon.
André Yon, professeur d'histoire, académie de Créteil.
Pierre Lévêque, professeur honoraire d'histoire contemporaine, université de Bourgogne.
Jean-Paul Eude, professeur d'histoire-géographie retraité, Paris.
Christian Coudène, enseignant en sciences économiques, retraité.
Dominique Briand professeur d'histoire-géographie, IUFM Basse-Normandie.
Stanislas Hommet, professeur d'histoire-géographie, IUFM-UCBN Basse-Normandie.
Pierre Cize, économiste.
Daniel Jouteu, directeur d'école retraité.
Mathilde Roux, vacataire histoire-géographe, université du Maine.
Marie-France Sale, coordonnatrice enfance MDPH, Sarthe.
Michel Colin, professeur de lettres retraité.
Philippe Icard, professeur de droit public, université de Bourgogne.
Anne Herbin, professeur d'histoire-géographie.
Elsa Forey, professeur de droit public, université de Franche-Comté.
Franck Laidié, professeur d'histoire du droit, université de Franche-Comté.
Jeannine Jouvet, professeur de philosophie honoraire.
Guy Jouvet, professeur de philosophie honoraire.
Georges Prautoy, professeur de mathématiques en retraite.
Patrick Gand-Roy, rectorat de Dijon.
Gordana Djurovic, documentaliste.
Jacques Gaillard, professeur de lettres, académie de Dijon.
Danielle Roy, professeur en retraite (Loire).
Jean-Claude Vanier, enseignant (Côte-d'Or).
Michel Pétrequin, professeur certifié de lettres (Montpellier).

Lettre ouverte à Madame Jalta, Messieurs Carnat et Lauby, Inspecteurs pédagogiques régionaux d'histoire et de géographie de l'Académie de Paris

N° 3 **2 février 2009**

De nombreux signataires de cette lettre ouverte se disent très surpris que l'Inspection pédagogique régionale d'histoire-géographie de Paris ait validé de son autorité pédagogique la dernière phrase de son invitation à la projection du docu-fiction *L'évasion du roi* : *"L'échec de sa fuite se soldera un an plus tard par la décapitation du roi et de la reine de France."* Un an plus tard, cela voudrait donc dire en juin 1792, donc **avant** le Manifeste du duc de Brunswick du 25 juillet 1792. Rappelons que ce dernier menaçait en ces termes les *"habitants de la France"*, et surtout les Parisiens : *"S'il était fait la moindre violence à la famille royale"*, (les souverains étrangers) *"en tireront une vengeance exemplaire (...) en livrant la ville de Paris à une exécution militaire et à une subversion totale, et les révoltés coupables aux supplices qu'ils auront mérités"*. Ce Manifeste provoque en réaction l'insurrection du 10 août 1792. Cautionner ou valider ce "un an plus tard", c'est manifester pour le moins une grande désinvolture avec la chronologie.

Nicole Bossut-Perron, Odile Dauphin, Jean-Jacques Marie

Troisième liste de signataires de la lettre ouverte aux Inspecteurs pédagogiques régionaux (histoire géographie) de l'Académie de Paris

Jean-Marc Berlières, professeur d'histoire contemporaine, université de Bourgogne.
Céline Borello, maître de conférence en histoire moderne, université de Haute-Alsace.
Olivier Coquard, docteur en histoire, professeur de chaire supérieure, lycée Henri-IV, Paris.
Bernard Gainot, université Paris-I, Panthéon-Sorbonne.
Jean-Clément Martin, professeur émérite à Paris-I.
Alain Chevalier, conservateur en chef du Patrimoine, directeur du Musée de la Révolution française, domaine de Vizille (38).
François Godicheau, maître de conférence en histoire contemporaine, université de Bordeaux.
Yann-Arzel Durelle-Marc, professeur d'histoire du droit, université de Franche-Comté.
Jean-Pierre Debourdeau, professeur d'histoire-géographie retraité (académie de Dijon).
Loïc Lebars, professeur d'histoire retraité, académie de Nantes.
Philippe de Carbonnières, assistant de conservation chargé des collections Révolution-Empire au musée Carnavalet.
Jacky Gélis, professeur émérite d'histoire moderne, université Paris-VIII.
Henri Hassan, professeur de SES (académie de Lyon).
Christian Coudène, enseignant SES retraité (académie de Lyon).
Jacques Chatillon, professeur retraité d'histoire-géographie (Côtes-d'Armor).
Catherine Giappiconi agrégée de lettres, ex-PLP lettres-histoire (Paris).
Christine Schimmer, agrégée de lettres classiques (Paris).
Marianne Darras, agrégée de lettres classiques (Paris).
Edith Danry, professeur de lettres modernes (académie de Dijon).
Jean-Pierre Doujon, maître de conférence économie, histoire des faits économiques et sociaux (retraité), Grenoble.
Jean-Louis Grappin, agrégé de mathématiques (CPGE), Paris.

Alain Cuénot, professeur d'histoire, docteur en histoire, académie de Versailles
Dominique Gros, maître de conférence retraité, droit public, université de Bourgogne.
Nadine Marie-Schwartzenberg, chercheur CNRS.
Yannick Delpoux, professeur d'histoire (académie de Toulouse).
Claude Palacios, agrégée de lettres classiques, académie de Paris.
Martine Lannaud , professeur de chaire supérieure retraitée, Paris.
Reynold Humphries, agrégé, professeur d'université, retraité.

Mais qu'est-ce qu'un sans-culotte ?

(texte anonyme)

"Un sans-culotte, messieurs les Coquins ? C'est un être qui va toujours à pied, qui n'a point de millions, comme vous voudriez tous en avoir, point de châteaux, point de valets pour le servir, et qui loge tout simplement avec sa femme et ses enfants, s'il en a, au quatrième ou cinquième étage.

Il est utile, car il sait labourer un champ, forger, scier, limer, couvrir un toit, faire des souliers et verser jusqu'à la dernière goutte de son sang pour le salut de la République.

Et ensuite, comme il travaille, on est sûr de ne rencontrer sa figure ni au Café de Chartres ni dans les tripots où l'on conspire, où l'on joue, ni au théâtre de la Nation quand on donne *L'Ami des lois*, ni au théâtre du Vaudeville, à la représentation de *La Chaste Suzanne,* ni dans ces cabinets littéraires où, pour deux sols, qui sont si précieux, on vous offre l'ordure de Gorsas avec *La Chronique* et *Le Patriote français*.

Le soir, il se présente à sa section, non pas poudré, musqué, botté dans l'espoir d'être remarqué de toutes les citoyennes des tribunes, mais bien pour appuyer de toute sa force les bonnes motions, et pulvériser celles qui viennent de la faction abominable des hommes d'Etat.

Au reste, un sans-culotte a toujours son sabre avec le fil : pour fendre les oreilles de tous les malveillants, quelquefois il marche avec sa pique ; mais au premier son du tambour, on le voit partir pour la Vendée, pour l'armée des Alpes ou pour l'armée du Nord" (extrait des *Cahiers du CERMTRI*, n° 109, *"1793" : documents, textes et discours*.)

Le Nouvel Observateur (21 février)

20h35 - France 2 ● Téléfilm. "Ce jour-là, tout a changé" : "l'Evasion de Louis XVI", d'Arnaud Sélignac.

La fuite des cerveaux

Le récit enlevé de la tentative d'évasion de Louis XVI et de sa famille.

La baronne de Korff, son intendant monsieur Durand, une gouvernante, une femme de chambre et une petite fille, serrés dans une berline, se rendent à un bal costumé. Ce monsieur Durand, homme aux joues rondes et au nez un peu fort, ressemble étrangement à Louis XVI. Mais que ferait le monarque, retenu aux Tuileries depuis deux ans, dans ce bourg de Varennes, à plus de 200 kilomètres de Paris ? Pour le moment, il se restaure à la table de l'épicier Sauce, procureur-syndic de la commune, sous les regards interrogateurs d'une troupe de citoyens. *« Sire ! »*, s'exclame un juge qui, seul, a déjà vu le souverain à Versailles. *« Eh bien oui ! Je suis le roi, voilà la reine et la famille royale »*, concède Louis.

Le roi paiera de sa tête cette escapade de vingt-trois heures haletantes, qu'Arnaud Sélignac met en scène dans cette fiction documentée. Réhabilitation d'un roi souvent perçu comme un benêt ? Antoine Gouy campe avec détermination un Louis XVI subtil, loyal et aimant, aux antipodes de l'historiographie de la Révolution : jeune homme impuissant puis monarque sans majesté qui passait son temps à limer des serrures. *« Pour servir les idées nouvelles, il a fallu casser ce roi. Même ses portraits ont été retouchés : jeune homme élégant et sportif, il apparaîtra ensuite comme adipeux, âgé de plus de 50 ans, alors qu'il est mort à 37 ans »*, analyse Jacques Malaterre, directeur de la collection. *« C'était de surcroît un roi visionnaire, tolérant, intéressé par les sciences : il a envoyé La Pérouse en expédition maritime autour de la Terre, Lafayette en Amérique* [prêter main-forte aux insurgés lors de la guerre d'indépendance, NDLR] », renchérit Frédéric Fougea, producteur.

Quand Louis XVI fuit la capitale, c'est pour se rendre à Montmédy, où il projette de rédiger une nouvelle Constitution qu'il soumettrait à l'Assemblée nationale. *« Il avait tout accepté : les droits de l'homme, les réformes. On lui avait enlevé tout pouvoir, même le droit de grâce. Il voulait un texte plus équilibré. Il ne cherchait pas à quitter le territoire »*, explique Jean-Christian Petitfils, conseiller historique du film (auteur de « Louis XVI », édition Perrin). Mais cette journée sera jalonnée de rendez-vous ratés. Réformateur, Louis XVI, mais sûrement trop conciliant pour être un fin stratège, donc. ■ **Cécile Deffontaines**

académie Paris

MINISTÈRE DE
L'ÉDUCATION NATIONALE

Inspection pédagogique régionale
d'Histoire et de Géographie
Jean-Louis CARNAT, I.A.-I.P.R.
Jacqueline JALTA, I.A.-I.P.R.
Jean-Pierre LAUBY, I.A.-I.P.R.
Téléphone : 01.44.62.47.49
Fax : 01.44.62.47.57
Mél : ce.inspection@ac-paris.fr

Les inspecteurs d'académie, inspecteurs pédagogiques régionaux d'histoire et de géographie
à
Madame Nicole BOSSUT
Madame Nicole DAUPHIN
Monsieur Jean-Jacques MARIE
Centre d'études et de recherches sur les mouvements trotskystes et révolutionnaires internationaux

Paris, le 26/01/2009

Mesdames, Monsieur,

Suite à votre courrier en date du 14/01/2009, qui se veut le témoignage de votre "effarement" à propos de la diffusion de l'annonce du film de France 2 "*L'évasion de Louis XVI*" dans la lettre académique de l'inspection régionale d'histoire et de géographie du 07 décembre 2008, nous voudrions vous faire part de quelques rapides observations, non dans l'objectif de nouer et d'entretenir une vaine et déplacée polémique - des tâches plus importantes et pressantes ne nous font pas défaut -, mais de rectifier les erreurs d'interprétation grossières que ce courrier contient et qui trahissent au mieux une lecture rapide, au pire des intentions peu honorables. Nous tenons donc à vous exprimer notre consternation à la lecture de votre lettre et au regard de la démarche qui est la vôtre.

Vous nous prêtez en premier lieu des objectifs erronés, et faites dire à cette annonce ce qu'elle ne dit pas, ce qui pour des professionnels de la lecture de documents est pour le moins étrange. Ainsi, contrairement à votre propos, ce ne sont pas les enseignants "des collèges et des lycées parisiens qui sont invités à assister à la projection du docu-fiction", mais seulement « quatre ou cinq classes et leurs professeurs » (texte du communiqué), conviés à visionner et à faire part de leur sentiment et de leurs observations sur cette production, le 11 février 2009 à 15 heures au siège de France 2. Le court texte de présentation, objet central de votre diatribe, n'est pas destiné comme vous l'affirmez à "convaincre les enseignants d'emmener leurs élèves voir ce film" - projection réservée, on le répète, à cinq professeurs candidats au maximum : il s'agit d'un extrait de communiqué de presse qui reprend en quelques termes rapides, "pitch" en langage technique, le ressort dramatique d'un film destiné à un public large pour une heure de très grande écoute. L'énoncé exact est le suivant : « Pour sauver ses enfants de la terreur et sa femme Marie-Antoinette de la vindicte populaire, le roi Louis XVI, déguisé en bon bourgeois, s'enfuit incognito du palais des Tuileries où il est prisonnier. Mais rien ne va se passer comme prévu. L'échec de sa fuite se soldera un an plus tard par la décapitation du roi et de la reine de France ». Vous ne pouvez inférer de cette brève présentation l'interprétation qui est la vôtre, sauf à en tordre les phrases, sur un prétendu « tripatouillage de la chronologie ». Le terme "terreur" ne comporte pas de majuscule ; même si sa polysémie en rend ici l'usage maladroit, il ne saurait conduire à la suite d'amalgames à laquelle vous vous livrez ensuite pour mettre en cause les auteurs du film, en associant allègrement ce dernier à l'expression « d'un courant politique », sans l'avoir vous-même visionné, ce qui est le comble de la mauvaise foi. Nous ajoutons que sur le carton d'invitation reçu en même temps ce mot ne figure pas.

Pour toutes les informations de ce type concernant des films à caractère historique, nous avons fait le choix (voir à cet égard la récente lettre annonçant les deux films sur la vie de Che Guevara de Steven Soderbergh) de nous en tenir au communiqué de presse tel qu'il nous est transmis, en faisant entière confiance aux enseignants, à leur sens critique quand cela est nécessaire, pour apprécier l'intérêt historique et pédagogique de tels supports, sous réserve, cela va de soi (sauf pour vous), de l'avoir vu auparavant. De toute évidence vous n'accordez pas un tel crédit à nos collègues et ne faites pas confiance à leurs compétences professionnelles, vous préférez certainement édicter ce qu'ils doivent voir ou ne pas voir. N'étant pas doué comme vous de la faculté de divination, nous nous rendrons nous-même à l'invitation de l'avant-première de France 2 pour apprécier qualités et défauts de cette production, et éviter ainsi de condamner avant de juger. Nous sommes au regret d'ajouter une contre-vérité supplémentaire énoncée dans votre lettre, qui affirme que « l'inspection régionale d'histoire et de géographie de l'académie de Paris a jugé bon d'accorder à cette entreprise la caution de son autorité pédagogique ». Où avez-vous lu cela ? Encore une interprétation fallacieuse de votre part.

Nous sommes également choqués, et pour tout dire affligés, par le ton de votre lettre et son parti pris « donneur de leçon » insupportable, qui énonce sur trois pages un cours biaisé d'historiographie de la Révolution. Mais nous vous savons gré toutefois d'avoir omis de citer toutes les références et tous les auteurs sur cette période, en nous économisant ainsi de nombreuses pages supplémentaires de lecture.

Sur le fond nous avons du mal à comprendre votre « entreprise ». Si on ne saurait mettre en doute votre volonté affichée « d'enseigner une histoire honnête (sic) », nous constatons a contrario que vous n'hésitez pas vous-même à jeter le soupçon sur notre probité professionnelle en falsifiant nos intentions et propos. Circonstance aggravante vous n'avez aucune retenue à susciter des pétitions et jeter en pâture sur l'internet de telles interprétations erronées, en sachant très bien combien ce mode de communication se prête à toutes les dérives. Vous trouverez facilement dans ce domaine des relais complaisants. Cela, sans avoir tenté de nous joindre en préalable pour vérifier vos informations et entendre nos explications. Est-ce une démarche intellectuelle scrupuleuse et « honnête » ? Poser la question c'est y répondre. Du procès d'intention au procès tout court, la marge est faible ; nombreux sont dans l'histoire ceux qui ont manipulé les informations à des fins peu avouables. Nous vous épargnerons quant à nous de vous donner à lire trois pages d'exemples.

Nos disciplines ne peuvent trouver un quelconque intérêt dans des polémiques dérisoires Vos propos et votre démarche ne servent pas la cause que vous prétendez défendre. Ils se terminent dans votre courrier par l'inévitable sentence de procureur : « N'y a-t-il pas là abus de fonction ? » à propos de la soi-disant « caution de l'inspection ». Cette phrase, irrespectueuse, est inacceptable. Sachez que nous avons l'habitude de prendre nos responsabilités, que nous rendons compte régulièrement de nos activités, auprès de nos seuls supérieurs hiérarchiques. Ce sont là des règles de la fonction publique et une conception de la responsabilité que vous semblez avoir perdu de vue, en vous enfermant, sous couvert d'objectifs scientifiques, dans la dénonciation facile et factice, en vous abandonnant à une liberté de ton qui porte préjudice à notre intégrité professionnelle.

Faut-il à ce point rechercher des raisons d'exister, faut-il avoir tant de rancunes et des frustrations rentrées, faut-il avoir le goût des querelles rances pour susciter à partir de rien une agitation vide de sens ? Seul l'intérêt pour la falsification, la manipulation et l'intimidation semble constituer le moteur pathétique de votre lettre, diffusée à l'envi afin que son funeste objectif soit davantage assuré.

Veuillez croire, Mesdames, Messieurs, à notre attachement à un enseignement de l'histoire assuré avec passion, et dépassionné des querelles idéologiques.

Jean-Louis CARNAT **Jacqueline JALTA** **Jean-Pierre LAUBY**

Lettre ouverte à Madame Jalta, Messieurs Carnat et Lauby, Inspecteurs pédagogiques régionaux d'histoire et de géographie de l'Académie de Paris

N° 4 **8 février 2009**

Quatrième liste de signataires de la lettre ouverte aux Inspecteurs pédagogiques régionaux (histoire géographie) de l'Académie de Paris

Thierry Aprile, professeur agrégé, Créteil.
Sylvie Aprile, professeur d'histoire moderne, Lille-III.
Marc Ferro, directeur d'études à l'EHESS, codirecteur des Annales.
Daniel Roche, professeur au Collège de France.
Jean-Luc Chappey, maître de conférence histoire contemporaine, Paris-I Panthéon-Sorbonne.
Bernard Vinot, professeur agrégé retraité (académie d'Amiens).
Marie-Claude Vitoux, maître de conférence histoire contemporaine, université de Haute-Alsace.
Laurence Favier, maître de conférence, université de Bourgogne.
Jacques Gleyze, professeur d'université (STAPS) Santhesih Montpellier IUFM.
Michel Aurigny, professeur de mathématiques, président de l'association Les Amis de Gracchus Babeuf.
Jean Bart, historien du droit, université de Bourgogne.
Jacqueline Baynac, professeur d'histoire retraitée (académie de Dijon).
Francis Blanchet, professeur agrégé de mathématiques (Paris).
Olivier Dumoulin, professeur des Universités, histoire contemporaine (université de Caen).
Georges Epitalon, professeur d'histoire retraité (académie de Nice).
Boris Ernult, professeur de géographie, CPGE, Caen.
Xavier Giovannetti, professeur de lettres classiques retraité (académie de Nice).
Anne Girollet, maître de conférence en histoire du droit, université de Bourgogne.
Béatrice Grassias, agrégée de lettres classiques (Paris).
Jacques Lelong, professeur d'histoire agrégé retraité, historien.
Hélène Lézaud, agrégée d'histoire-géographie, retraitée (Aix-Marseille)
André Paris, professeur d'histoire retraité (académie de Dijon), historien.
Jean-Jacques Petit, professeur d'histoire retraité (Nantes).
Stéphane Kotovtchikhine, maître de conférence en histoire du droit et des institutions, ancien vice-président de l'université de Bourgogne.
Françoise Roussel, professeur agrégée de philosophie, CPGE Paris.
Alain Sauvage, professeur d'histoire (académie de Besançon).
Philippe Salvadori, maître de conférence histoire moderne, directeur du département d'histoire de l'université de Bourgogne.
Claude Singer, professeur de lettres modernes (académie de Versailles).
Jean-François Dormois, professeur de lettres-histoire en lycée professionnel (Autun).
Jean-Pierre Molénat, historien, directeur de recherche émérite CNRS.
Jean-Pierre Peyrard, professeur d'histoire retraité (Clermont-Ferrand).
Michel Delamotte, professeur d'histoire retraité (Rouen).
Pascal Le Mao, professeur agrégé de géographie (Paris).
Jean-Claude Blanchetière, professeur d'histoire retraité (Caen).
Bernard Daniel, professeur de philosophie (Le Mans).
Michel Pageard, directeur d'école retraité (Le Mans).
Audrey Marc, professeur d'histoire (Montpellier).
Martine Coulon, professeur de lettres classiques.
Jean-Pierre Cassard, professeur agrégé d'histoire-géographie, lycée Jules-Ferry, Saint-Dié (88).
Maurice Stobnicer, professeur honoraire d'allemand (Créteil).
Nada Chaar, professeur agrégé d'histoire-géographie, lycée Saint-Saëns, Deuil-la-Barre (95).

Lettre ouverte à Madame Jalta, Messieurs Carnat et Lauby, Inspecteurs pédagogiques régionaux d'histoire et de géographie de l'Académie de Paris

N° 5 **15 février 2009**

Cinquième liste de signataires de la lettre ouverte aux Inspecteurs pédagogiques régionaux (histoire géographie) de l'Académie de Paris

Laurence Favier, maître de conférence, université de Bourgogne.
Paul Pasteur, professeur d'histoire contemporaine, université de Rouen.
Maurice Carrez, maître de conférence histoire contemporaine, université de Bourgogne.
Sylvain Excoffon, agrégé d'histoire, maître de conférence, faculté des sciences humaines de Saint-Etienne.
Michel Simonot, agrégé d'histoire, université de Bourgogne, retraité.
Luc Delmas, professeur agrégé d'histoire, docteur en histoire contemporaine (Nancy).
Laurent Lopez, professeur d'histoire-géographie, doctorant en histoire contemporaine (94).
Louis Chagnon, professeur d'histoire-géographie (95).
Alain Veysset, professeur d'histoire-géographie (91).
Jean-Luc Lesecque, professeur d'histoire (Grenoble).
Christophe di Bernardo Dos Santos, professeur d'histoire-géographie (13).
Christine Bourne-Chastel, agrégée de lettres classiques (13).
Rosine Habert, agrégée de SVT (Paris).
Pascal Polisset, professeur des écoles (81).
Gérard Clément, chef d'établissement retraité.
Marie-Reine Rousselet, institutrice (21).
Jacqueline Trinquet, professeur d'espagnol, retraitée (Paris).
Michel Macon, instituteur retraité (72).
Maud Desiles, institutrice retraitée (72).
Annie Pottier, institutrice retraitée (72).
Annick Janneau, institutrice (RASED) retraitée.
Françoise Pageard, institutrice spécialisée (72).
Michèle Juan i Cortada, institutrice retraitée (13).
Gérard Lorigny, directeur d'école retraité (91).
René Carruge, professeur de mathématiques retraité (21).
Jean-Luc Berthon, professeur de lettres classiques, retraité (13).
Renée Clément, chargée de mission pour l'insertion des jeunes, retraitée.
François Muller, professeur de lettres modernes retraité (21).
Anne Sautereau, institutrice retraitée (94).
Jeanne Stainmesse, professeur d'allemand retraitée (Nevers).
Nicole De La Dessa, professeur de philosophie honoraire (Rambouillet).
Sandrine Excoffon, agrégée d'histoire, lycée Albert-Camus, Firminy (42).
Yvan Labaye, maître de conférence, université du Maine.
Silvia Lassauque, agrégée d'histoire-géographie (académie de Nice).
Jean-Jacques Clere, professeur d'histoire du droit, université de Bourgogne.
Jean-Pïerre Zalewski, agrégé de lettres modernes (Paris).
André Markowicz, professeur d'université, traducteur.
Françoise Morvan, professeur d'université, auteur.

La réaction du groupe histoire-géographie du SNES

"Suite à la *Lettre académique des IPR* de Paris en décembre 2008, Louis XVI défraie la chronique dans l'académie de Paris..."

26 janvier 2009

La *Lettre académique d'histoire et de géographie*, n° 7, envoyée par les Inspecteurs pédagogiques régionaux (IPR) de Paris (1), est lapidaire — 1 page —, mais elle n'en suscite pas moins des interrogations légitimes, voire de fortes réactions, comme en témoigne une "lettre ouverte" rédigée par un groupe d'universitaires et de chercheurs sur la Révolution française (2).

Quel est l'objet ?

En fait, après quelques mots circonstanciés des IPR à la veille de Noël, l'objet de cette "lettre" est clairement affiché : *"recherche de classes pour une projection"*. Il s'agit d'une "invitation" de France 2, qui cherche 4 à 5 classes pour assister à la projection d'un "docu-fiction" avec échanges et goûter à la clé. Rien de bien méchant ? Quoi qu'on puisse s'étonner que les IPR se fassent les relais d'une opération de remplissage de salle à des fins promotionnelles. C'est sûrement cela, la "démarche partenariale" qui est à la mode...

Où est le problème ?

Le "docu-fiction" fait partie de la collection *"Ce jour-là, tout a changé"* comme celui diffusé le 13 janvier dernier sur *"L'assassinat d'Henri IV"*. Autant dire qu'il s'agit de faire de l'audience : *"24 heures qui ont fait notre histoire, heure par heure, comme si vous y étiez"*... Le nouveau "docu-fiction" porte sur *"L'évasion de Louis XVI"*. Outre le choix de cet événement, c'est surtout le synopsis qui pose problème. Le voici tel qu'écrit (enfin copié/collé) par les IPR de Paris :

"PARIS - 21 JUIN 1791 – 00 H 30 - LOUIS XVI S'ENFUIT POUR ECHAPPER À LA REVOLUTION. Pour sauver ses enfants de la terreur et sa femme Marie-Antoinette de la vindicte populaire, le roi Louis XVI, déguisé en bon bourgeois, s'enfuit incognito du palais des Tuileries, où il est prisonnier. Mais rien ne va se passer comme prévu. L'échec de sa fuite se soldera un an plus tard par la décapitation du roi et de la reine de France."

Que reprocher ?

Le résumé est approximatif, confus, voire tendancieux : la "terreur" (certes sans majuscule) en 1791 ; la décapitation du roi *"un an plus tard"* (en fait, en janvier 1793)... On s'attendrait à un argumentaire un peu plus solide — au moins exact — à destination d'un "public" enseignant et scolaire. Pourtant, France 2 avait un "conseiller historique" (Jean-Christian Petitfils), qui n'a peut-être pas relu le synopsis... Mais les IPR ont dû le relire, non ? Ou bien tout cela n'est que l'œuvre de conseillers en communication à France 2 et au rectorat de Paris ?

Sans entrer dans le débat historiographique (entre Michel Vovelle et François Furet) ou partisan (Jean-Christian Petitfils cristallise une bonne partie des réactions universitaires), on peut regretter que des IPR d'histoire-géographie se contentent de relayer des informations à la profession sans prendre un peu de temps pour les lire et/ou faire preuve du plus élémentaire recul critique, voire d'une certaine conscience politique. En effet, le "bon bourgeois" face à la "vindicte populaire", ça devrait faire bondir n'importe quel républicain, même ignorant des débats entre historiens... A fortiori des IPR... d'histoire-géographie !

En outre, est-ce bien notre rôle de jouer avec les approximations et les bons sentiments (*"pour sauver ses enfants..."*) pour enseigner l'histoire à nos élèves ?

Groupe national histoire-géographie du SNES-FSU, janvier 2009

(1) Lettre académique sur http://clioweb.free.fr/debats/1791evasion.pdf

(2) A propos de la lettre aux IPR d'histoire-géo de Paris, Serge Sebban précise qu'il n'est pas l'un des signataires, contrairement à ce qui avait été indiqué.

L'unification socialiste en France : la déclaration commune de décembre 1904

Dans leur effort pour retracer les grandes lignes de l'histoire du mouvement ouvrier et socialiste avant la Première Guerre mondiale, les *Cahiers du mouvement ouvrier* ont publié dans leur n° 39 le programme du Parti ouvrier français (1880) rédigé par Karl Marx, Frédéric Engels, Jules Guesde et Paul Lafargue, puis, dans leur n° 40, le programme présenté par le Parti socialiste français de Jean Jaurès, dans le processus d'unification qui devait mener, l'année suivante, à la proclamation de la SFIO.

Ce numéro publie le texte programmatique établi fin décembre 1904 par la commission d'unification, qui rassemblait tous les courants et organisations engagés dans ce processus, et qui fait l'accord de tous les participants. On ne saurait manquer de souligner la continuité entre ces trois textes.

L'unification socialiste en France

LA commission d'unification siégea quatre fois, du 19 au 30 décembre. A cette dernière séance, elle adopta un projet de déclaration commune :

"Les délégués des organisations françaises : Parti ouvrier socialiste révolutionnaire, Parti socialiste de France, Parti socialiste français, fédérations autonomes des Bouches-du-Rhône, de Bretagne, de l'Hérault, du Nord, de la Somme et de l'Yonne, mandatés par leurs partis respectifs et leurs fédérations pour réaliser l'unité sur les bases indiquées par le Congrès international d'Amsterdam, déclarent que l'action du Parti socialiste unifié doit être dirigée par les principes qu'ont établis les congrès internationaux, en particulier les plus récents, ceux de Paris, en 1900, et d'Amsterdam, en 1904.

Ils constatent que les divergences de vues et les interprétations de tactiques différentes, qui ont pu se produire jusqu'à présent, sont dues surtout à des circonstances particulières à la France et à l'absence d'une organisation générale.

Ils affirment leur commun désir de fonder un parti de lutte de classe, qui, même lorsqu'il utilise au profit des travailleurs les conflits secondaires des possédants, ou se trouve combiner accidentellement son action avec celle d'un parti politique pour la défense des droits et des intérêts du prolétariat, reste toujours un parti d'opposition fondamentale et irréductible à l'ensemble de la classe bourgeoise et à l'Etat qui en est l'instrument.

En conséquence, les délégués déclarent que leurs organisations sont prêtes à collaborer immédiatement à cette œuvre d'unification des forces socialistes sur les bases suivantes, fixées et acceptées d'un commun accord :

1° Le *Parti socialiste est un parti de classe,* qui a pour but de socialiser les moyens de production et d'échange, c'est-à-dire de transformer la société capitaliste en société collectiviste ou communiste, et pour moyen l'organisation économique et politique du prolétariat. Par son but, son idéal, par les moyens qu'il emploie, le Parti socialiste, tout en poursuivant la réalisation des réformes immédiates revendiquées par la classe ouvrière, n'est pas un parti de réforme, mais un parti de lutte de classe et de révolution.

2° Les élus au Parlement forment un *groupe unique,* en face de toutes les fractions politiques bourgeoises. Le groupe socialiste au Parlement doit refuser au gouvernement tous les moyens qui assurent la domination de la bourgeoisie et son maintien au pouvoir, *refuser,* en conséquence, les crédits militaires, les crédits de conquête coloniale, les fonds secrets et *l'ensemble du budget.*

Même en cas de circonstances exceptionnelles, les élus ne peuvent engager le parti sans son assentiment.

Au Parlement, le groupe socialiste doit se consacrer à la défense et à l'extension des libertés politiques et des droits de travailleurs, à la poursuite et à la réalisation des réformes qui améliorent les conditions de vie et de lutte de la classe ouvrière.

Les députés, comme tous les élus, doivent se tenir à la disposition du parti pour son action dans le pays, sa propagande générale sur l'organisation du prolétariat et le but final du socialisme.

3° L'élu relève individuellement, comme chaque militant, du contrôle de sa fédération.

L'ensemble des élus, en tant que groupe, relève de l'organisme central. Dans tous les cas, le congrès juge souverainement.

4° La liberté de discussion est entière dans la presse pour toutes les questions de doctrine et de méthode, mais pour l'action, tous les journaux socialistes doivent se conformer strictement aux décisions du congrès interprétées par l'organisme central du parti.

Les journaux, qui sont ou seront la propriété du parti soit dans son ensemble, soit dans ses fédérations, sont ou seront naturellement placés sous le contrôle et l'inspiration de l'organisme permanent établi respectivement par le parti ou les fédérations.

Les journaux qui, sans être la propriété du parti, se réclament du socialisme, devront se conformer strictement, pour l'action, aux décisions du congrès interprétées par l'organisme fédéral ou central du parti, dont ils devront insérer les communications officielles.

L'organisme central pourra rappeler ces journaux à l'observation de la politique du parti et, s'il y a lieu, proposer au congrès de déclarer rompus tous rapports entre eux et le parti.

5° Les élus parlementaires ne pourront individuellement être délégués à l'organisme central, mais ils y seront représentés par une délégation collective égale au dixième du chiffre des délégués et qui ne sera pas, en tout cas, inférieure à cinq.

S'il y a une commission exécutive, ils ne pourront en faire partie.

Les fédérations ne pourront déléguer comme titulaires à l'organisme central que des militants résidant dans les limites de la fédération.

6° Le parti prendra des mesures pour assurer de la part de ses élus le respect du mandat impératif. Il fixera leur cotisation obligatoire.

7° Un congrès chargé de l'organisation définitive du parti sera convoqué dans le plus bref délai sur la base d'une représentation proportionnelle aux forces socialistes constatées lors du Congrès d'Amsterdam, et calculées, d'une part, sur le nombre des cotisants, et, d'autre part, sur le chiffre des voix obtenues au premier tour de scrutin dans les élections générales législatives de 1902, étant admis que le nombre des mandats représentant les voix électorales ne pourra dépasser le cinquième du total des mandats.

Il ne sera attribué aux fédérations de mandats représentant les voix électorales qu'à partir de 1 000 suffrages obtenus, et le nombre des autres mandats sera déterminé suivant une progression décroissante.

Ce texte ne deviendra définitif qu'après avoir été accepté au sein de la commission d'unification par les délégués des organisations contractantes au nom de ces organisations."

Vers la IIIe Internationale : textes de Lénine et Trotsky

Nous reproduisons ci-après deux textes de Lénine et Trotsky définissant dès 1914 la nécessité d'une nouvelle Internationale. Ils seront suivis d'un document en ce sens rédigé en mars 1916 par Rosa Luxemburg et soumis par elle à la discussion et au vote de délégués ouvriers d'une vingtaine de villes allemandes.

Les conférences contre la guerre de Zimmerwald (5-8 septembre 1915) et de Kienthal (24-30 avril 1916) constituent deux étapes du regroupement qui prépare la nouvelle Internationale, mais la majorité de leurs participants ne s'étaient pas prononcés en ce sens.

Lénine : La situation et les tâches de l'Internationale socialiste

CE qu'il y a de plus pénible dans la crise actuelle, c'est la victoire remportée par le nationalisme bourgeois, le chauvinisme, sur la plupart des représentants officiels du socialisme européen. Ce n'est pas sans raison que les journaux bourgeois de tous les pays distillent tour à tour, à leur égard, les sarcasmes et les flatteries condescendantes. Et rien n'est plus important, pour un socialiste qui désire rester tel, que de rechercher les causes de la crise socialiste et d'analyser les tâches de l'Internationale.

Certaines gens ont peur de reconnaître cette vérité que la crise ou, plus exactement, la faillite de la IIe Internationale, est celle de l'opportunisme (...).

La position de la bourgeoisie est claire. Il n'est pas moins clair que les opportunistes se bornent à reprendre aveuglément ses arguments. On pourrait encore compléter l'éditorial de ce numéro en signalant simplement la cruelle dérision des articles de la *Neue Zeit,* pour qui l'internationalisme consiste précisément dans le fait que les ouvriers des différents pays s'entretuent au nom de la défense de la patrie !

La question de la patrie, répondrons-nous aux opportunistes, ne peut pas être posée en ignorant le caractère historique concret de la guerre actuelle. C'est une guerre impérialiste, c'est-à-dire une guerre de l'époque du capitalisme le plus développé, de l'époque de la *fin* du capitalisme. La classe ouvrière doit d'abord *"s'organiser dans le cadre de la nation"*, dit le *Manifeste communiste,* qui indique à quelles conditions et dans quelles *limites* nous reconnaissons la nationalité et la patrie comme des formes nécessaires de la société bourgeoise et aussi, par conséquent, de la patrie bourgeoise. Les opportunistes dénaturent cette vérité en prenant ce qui est juste à l'époque de la naissance du capitalisme, et en le rapportant à celle de la fin de ce régime. Or, à propos de cette époque, des tâches du prolétariat dans la lutte pour l'abolition, non pas de la féodalité, mais du capitalisme, le *Manifeste communiste* déclare nettement et sans ambiguïté : *"Les ouvriers n'ont pas de patrie."* On comprend pourquoi les opportunistes craignent de reconnaître cette vérité du socialisme, et même le plus souvent de l'affronter au grand jour. Le mouvement socialiste ne peut pas vaincre dans l'ancien cadre de la patrie. Il crée des formes nouvelles, supérieures, de la société humaine, où les besoins légitimes et les aspirations progressistes des masses laborieuses de *toutes* les nationalités seront, pour la première fois, satisfaits dans l'unité internationale, les frontières nationales actuelles étant abolies. Aux efforts de la bourgeoisie contemporaine, qui cherche à diviser et à

désunir les ouvriers en alléguant hypocritement la "défense de la patrie", les ouvriers conscients répondront par des efforts renouvelés en vue d'unir les travailleurs des différentes nations dans la lutte pour renverser le pouvoir de la bourgeoisie de toutes les nations.

La bourgeoisie trompe les masses en dissimulant le brigandage impérialiste sous la vieille idéologie de la "guerre nationale". Le prolétariat dénonce cette duperie en proclamant le mot d'ordre de la transformation de la guerre impérialiste en guerre civile.

C'est précisément ce mot d'ordre qui est indiqué par les résolutions de Stuttgart et de Bâle, qui prévoyaient non pas la guerre en général, mais bien la guerre actuelle, et parlaient non pas de "défendre la patrie", mais de *"précipiter la chute de la domination capitaliste"*, d'utiliser à cette fin la crise suscitée par la guerre, de suivre l'exemple de la Commune. La Commune a été la transformation d'une guerre de peuples en guerre civile.

Une transformation de ce genre n'est évidemment pas facile et ne peut pas s'accomplir "au gré" de tels ou tels partis. Mais elle s'inscrit dans les conditions objectives du capitalisme en général, et de l'époque de la fin du capitalisme en particulier. C'est dans cette direction exclusivement que doit s'orienter l'activité des socialistes. Ne pas voter les crédits militaires, ne pas encourager le chauvinisme de "son propre" pays (et des pays qui lui sont alliés), combattre au premier chef le chauvinisme de "sa propre" bourgeoisie, sans se borner aux formes légales de lutte lorsque survient une crise et que la bourgeoisie abroge elle-même la légalité qu'elle a créée, voilà la *ligne* d'action qui *conduit* à la guerre civile, et qui y amènera à un moment donné de la conflagration européenne.

La guerre n'est pas un accident, elle n'est pas un "péché", comme le pensent les prêtres chrétiens (qui prêchent le patriotisme, l'humanitarisme et la paix non moins bien que les opportunistes), mais une étape inévitable du capitalisme, une forme aussi naturelle de la vie *capitaliste* que la paix.

De nos jours, la guerre est une guerre de peuples. Cette vérité n'implique pas qu'il faille se laisser emporter par le courant "populaire" du chauvinisme, mais elle signifie que les contradictions de classe qui déchirent les peuples persistent et se manifesteront également en temps de guerre, à la guerre dans le cadre de la guerre. Le refus du service militaire, la grève contre la guerre, etc., ne sont que pures sottises, qu'un rêve misérable et craintif d'une lutte sans armes contre la bourgeoisie armée, qu'un vœu souhaitant la destruction du capitalisme sans une ou plusieurs guerres civiles acharnées.

Dans l'armée aussi, un socialiste a pour devoir d'être le propagandiste de la lutte de classe ; l'action visant à transformer la guerre des peuples en guerre civile est la seule action socialiste à l'époque du conflit impérialiste armé des bourgeoisies de toutes les nations. A bas la niaise sentimentalité des vœux pieux sur "la paix à tout prix" ! Levons le drapeau de la guerre civile ! L'impérialisme met en jeu le destin de la civilisation européenne : d'autres guerres suivront bientôt celle-ci, à moins qu'il ne se produise une série de révolutions victorieuses. La fable de la "dernière guerre" est un songe creux et nuisible ; c'est un "mythe" petit-bourgeois, selon la juste expression du *Goloss*. Si ce n'est aujourd'hui, cela sera demain, si ce n'est au cours de la présente guerre, cela sera dans la période qui suivra, si ce n'est durant cette guerre, cela sera pendant la prochaine, le drapeau de la guerre civile du prolétariat deviendra le point de ralliement non seulement de centaines de milliers d'ouvriers conscients, mais aussi de millions de semi-prolétaires et de petits bourgeois aujourd'hui bernés par le chauvinisme, et que les horreurs de la guerre, au lieu de les épouvanter et de les abrutir seulement, vont éclairer, instruire, éveiller, organiser, tremper et préparer à la guerre contre la bourgeoisie de "leur propre" pays et des pays "étrangers".

La II[e] Internationale est morte, vaincue par l'opportunisme. A bas l'opportunisme, et vive la III[e] Internationale débarrassée non seulement des "trans-

fuges" (comme le souhaite le *Goloss),* mais aussi de l'opportunisme !

La IIe Internationale a accompli, pour sa part, un utile travail préparatoire d'organisation des masses prolétariennes, pendant une longue époque "pacifique" qui a été celle de l'esclavage capitaliste le plus cruel et du progrès capitaliste le plus rapide : le dernier tiers du XIXe siècle et le début du XXe. A la IIIe Internationale revient la tâche d'organiser les forces du prolétariat en vue de l'assaut révolutionnaire contre les gouvernements capitalistes, de la guerre civile contre la bourgeoisie de tous les pays pour le pouvoir politique, pour la victoire du socialisme !

***(Le Social-démocrate*, n° 33, 1er novembre 1914)**

Léon Trotsky

11 août 1914

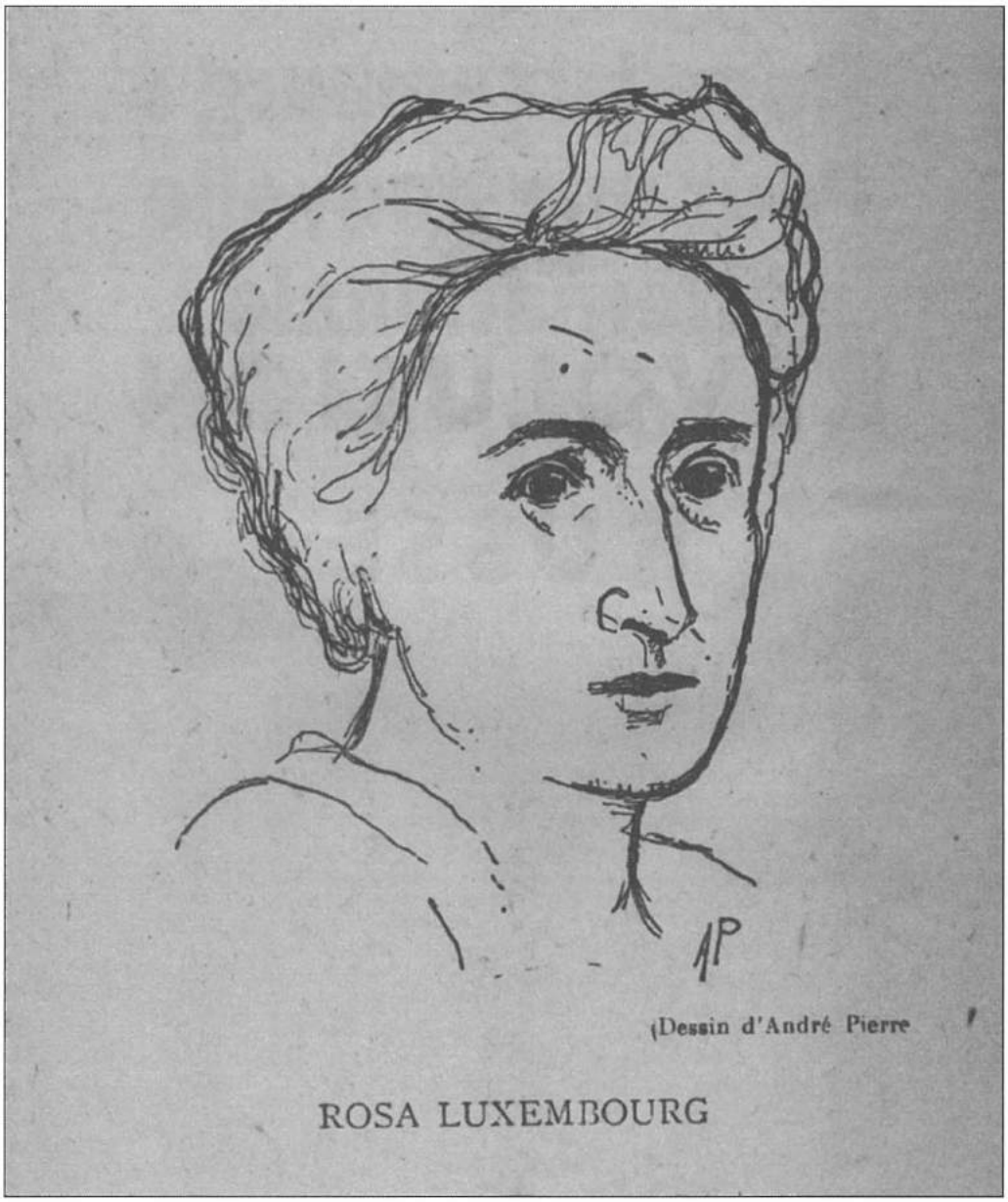
LE choc entre la tendance nationaliste et les problèmes de l'internationalisme, le tout affrontant le développement de l'impérialisme, entraîna le suicide de la IIe Internationale. Aucun doute ne peut subsister sur le fait que, dans les mois qui viennent, le prolétariat européen relèvera la tête et montrera que, sous l'Europe militariste, existe une Europe révolutionnaire. Seul l'éveil d'un mouvement révolutionnaire et socialiste, qui devra prendre aussitôt une forme volcanique, pourra conduire à la fondation d'une nouvelle Internationale. Il ouvrira la route pour une lutte intérieure profonde en éliminant les vieux éléments, en élargissant la base du socialisme et en révisant ses buts politiques. Quoi qu'il en soit, on ne pourra pas recommencer le socialisme. La IIIe Internationale sera l'héritière de l'esprit de la IIe, mais avec les modifications apportées par les conquêtes de la IIe.

Les années qui viennent verront l'époque de la révolution sociale.

Seule la montée révolutionnaire du prolétariat peut arrêter cette guerre, sans quoi celle-ci, étant donné la complication de ses facteurs et l'immensité des champs offerts à son action, se prolongera jusqu'à l'épuisement total de l'Europe et du monde, et laissera en arrière notre civilisation pour une période indéfinie...

(La Guerre et la Révolution, "Les premières semaines de la guerre")

Rosa Luxemburg : Pour une nouvelle Internationale ouvrière



(Dessin d'André Pierre

ROSA LUXEMBOURG

Une nécessité vitale

UNE majorité de camarades des quatre coins de l'Allemagne a adopté les thèses suivantes, qui présentent une application du programme d'Erfurt au problème actuel du socialisme international.

Une trahison des principes les plus élémentaires du socialisme international

1) La guerre mondiale actuelle a réduit à néant les résultats du travail de quarante années de socialisme européen en ruinant l'importance de la classe ouvrière révolutionnaire en tant que facteur de pouvoir politique, en ruinant le prestige moral du socialisme, en faisant éclater l'Internationale prolétarienne, en conduisant ses sections à un fratricide mutuel et en enchaînant les vœux et les espoirs des masses populaires dans les pays capitalistes les plus importants au vaisseau de l'impérialisme.

2) En votant les crédits de guerre et en proclamant l'Union sacrée, les dirigeants officiels des partis sociaux-démocrates d'Allemagne, de France et d'Angleterre (à l'exception du parti ouvrier indépendant) ont renforcé l'impérialisme sur ses arrières, ont engagé les masses populaires à supporter patiemment la misère et l'horreur de la guerre, et ainsi ont contribué au déchaînement effréné de la fureur impérialiste, au prolongement du massacre et à l'accroissement du nombre de ses victimes ; ils partagent donc la responsabilité de la guerre et de ses conséquences.

3) Cette tactique des instances officielles du parti dans les pays belligérants, et en tout premier lieu en Allemagne, qui était jusqu'ici le pays pilote de l'Internationale, équivaut à une trahison des principes les plus élémentaires du socialisme international, des intérêts vitaux de la classe ouvrière et de tous les intérêts démocratiques des peuples. A cause de cette tactique, la politique socialiste était également condamnée à l'impuissance dans les pays où les dirigeants du parti sont restés fidèles à leurs devoirs : en Russie, en Serbie, en Italie, et — avec une exception — en Bulgarie.

4) En abandonnant la lutte de classe pour toute la durée de la guerre, et en la renvoyant à la période d'après-guerre, la social-démocratie officielle des pays belligérants a donné le temps aux classes dirigeantes de tous les pays de renforcer considérablement leur position aux dépens du prolétariat sur le plan économique, politique et moral.

5) La guerre mondiale ne sert ni la défense nationale ni les intérêts économiques ou politiques des masses populaires quelles qu'elles soient, c'est uniquement un produit de rivalités impérialistes entre les classes capitalistes de différents pays pour la suprématie mondiale et pour le monopole de l'exploitation et de l'oppression des régions qui ne sont pas encore soumises au capital.

A l'époque de cet impérialisme déchaîné, il ne peut plus y avoir de guerres nationales. Les intérêts nationaux ne sont qu'une mystification qui a pour but

de mettre les masses populaires laborieuses au service de leur ennemi mortel : l'impérialisme.

6) Pour aucune nation opprimée, la liberté et l'indépendance ne peuvent jaillir de la politique des Etats impérialistes et de la guerre impérialiste. Les petites nations, dont les classes dirigeantes sont les jouets et les complices de leurs camarades de classe des grands Etats, ne sont que des pions dans le jeu impérialiste des grandes puissances, et, tout comme les masses ouvrières des grandes puissances, elles sont utilisées comme instruments pendant la guerre pour être sacrifiées après la guerre aux intérêts capitalistes.

Une défaite du socialisme et de la démocratie

7) Dans ces conditions, quel que soit le vainqueur et quel que soit le vaincu, la guerre mondiale actuelle représente une défaite du socialisme et de la démocratie ; quelle que soit son issue, elle ne peut conduire qu'au renforcement du militarisme, des conflits internationaux et des rivalités sur le plan de la politique mondiale, sauf au cas d'une intervention révolutionnaire du prolétariat international. Elle augmente l'exploitation capitaliste, accroît la puissance de la réaction dans la politique intérieure, affaiblit le contrôle de l'opinion publique et réduit de plus en plus le Parlement à n'être que l'instrument docile du militarisme. En même temps, la guerre mondiale actuelle développe toutes les conditions favorables à de nouvelles guerres.

8) La paix mondiale ne peut être préservée par des plans utopiques ou foncièrement réactionnaires, tels que des tribunaux internationaux de diplomates capitalistes, des conventions diplomatiques sur le "désarmement", la "liberté maritime", la suppression du droit de capture maritime, des "alliances politiques européennes", des "unions douanières en Europe centrale", des Etats tampons nationaux, etc. On ne pourra pas éliminer ou même enrayer l'impérialisme, le militarisme et la guerre aussi longtemps que les classes capitalistes exerceront leur domination de classe de manière incontestée. Le seul moyen de leur résister avec succès et de préserver la paix mondiale, c'est la capacité d'action politique du prolétariat international et sa volonté révolutionnaire de jeter son poids dans la balance.

L'impérialisme, dernière phase de la domination politique mondiale

9) L'impérialisme, en tant que dernière phase et apogée de la domination politique mondiale du capital, est l'ennemi mortel commun du prolétariat de tous les pays.

Mais il partage aussi avec les phases antérieures du capitalisme le destin d'accroître les forces de son ennemi mortel à mesure même qu'il se développe. Il accélère la concentration du capital, la stagnation des classes moyennes, l'accroissement du prolétariat, suscite la résistance de plus en plus forte des masses, et conduit ainsi à l'intensification des oppositions entre les classes. Dans la paix comme dans la guerre, la lutte de classe prolétarienne doit concentrer toutes ses forces en premier lieu contre l'impérialisme. Pour le prolétariat international, la lutte contre l'impérialisme est en même temps la lutte pour le pouvoir politique dans l'Etat, l'épreuve de force décisive entre socialisme et capitalisme. Le but final du socialisme ne sera atteint par le prolétariat international que s'il fait front sur toute la ligne à l'impérialisme et s'il fait du mot d'ordre *"Guerre à la guerre"* la règle de conduite de sa pratique politique, en y mettant toute son énergie et tout son courage.

La tâche essentielle du socialisme

10) Dans ce but, la tâche essentielle du socialisme consiste aujourd'hui à ras-

sembler le prolétariat de tous les pays en une force révolutionnaire vivante et à créer une puissante organisation internationale possédant une seule conception d'ensemble de ses intérêts et de ses tâches, et une tactique et une capacité d'action politique unifiées, de manière à faire du prolétariat le facteur décisif de la vie politique, rôle auquel l'histoire le destine.

11) La guerre a fait éclater la IIe Internationale. Sa faillite s'est avérée par son incapacité à lutter efficacement pendant la guerre contre la dispersion nationale et à adopter une tactique et une action communes pour le prolétariat de tous les pays.

Une nécessité vitale : créer une nouvelle Internationale ouvrière

12) Compte tenu de la trahison des représentations officielles des partis socialistes des pays belligérants envers les objectifs et les intérêts de la classe ouvrière, compte tenu du fait qu'ils ont abandonné les positions de l'Internationale pour rallier celles de la politique bourgeoise-impérialiste, il est d'une nécessité vitale pour le socialisme de créer une nouvelle Internationale ouvrière qui se charge de diriger et de coordonner la lutte de classe révolutionnaire menée contre l'impérialisme dans tous les pays. Pour accomplir sa tâche historique, elle devra s'appuyer sur les principes suivants :

a) La lutte de classe à l'intérieur des Etats bourgeois contre les classes dirigeantes et la solidarité internationale des prolétaires de tous les pays sont les deux règles de conduite indispensables que la classe ouvrière doit appliquer dans sa lutte de libération historique. Il n'y a pas de socialisme en dehors de la solidarité internationale du prolétariat, le prolétariat socialiste ne peut renoncer à la lutte de classe et à la solidarité internationale, ni en temps de paix ni en temps de guerre : cela équivaudrait à un suicide.

b) L'action de classe du prolétariat de tous les pays doit, en temps de paix comme en temps de guerre, se fixer comme but principal de combattre l'impérialisme et de faire obstacle à la guerre. L'action parlementaire, l'action syndicale et l'activité globale du mouvement ouvrier doivent être subordonnées à l'objectif suivant : opposer dans tous les pays, de la manière la plus vive, le prolétariat à la bourgeoisie, souligner à chaque pas l'opposition politique et spirituelle entre les deux classes, tout en mettant en relief et en démontrant l'appartenance commune des prolétaires de tous les pays à l'Internationale.

c) Le centre de gravité de l'organisation de classe du prolétariat réside dans l'Internationale. L'Internationale décide en temps de paix de la tactique des sections nationales au sujet du militarisme, de la politique coloniale, de la politique commerciale, des fêtes de mai, et de plus elle décide de la tactique à adopter en temps de guerre.

d) Le devoir d'appliquer les décisions de l'Internationale précède tous les autres devoirs de l'organisation.

Les sections nationales qui contreviennent à ses décisions s'excluent elles-mêmes de l'Internationale.

e) Dans la lutte contre l'impérialisme et la guerre, les forces décisives ne peuvent être engagées que par les masses compactes du prolétariat de tous les pays. La tactique des sections nationales doit par conséquent avoir pour objectif principal de former la capacité d'action politique des masses et leur sens de l'initiative, d'assurer la coordination internationale des actions de masse, de développer les organisations politiques, de telle sorte que par leur intermédiaire on puisse compter à chaque fois sur le concours rapide et énergique de toutes les sections et que la volonté de l'Internationale se concrétise dans l'action des masses ouvrières les plus larges dans tous les pays.

f) La première tâche du socialisme est la libération spirituelle du prolétariat de la tutelle de la bourgeoisie, tutelle qui se manifeste par l'influence de l'idéologie nationaliste. L'action des sections nationales, tant au Parlement que dans la presse, doit avoir pour but de dénoncer le fait que la phraséologie traditionnelle

du nationalisme est l'instrument de la domination bourgeoise.

Aujourd'hui, la seule défense de toute liberté nationale effective est la lutte de classe révolutionnaire contre l'impérialisme. La patrie des prolétaires, dont la défense prime tout, c'est l'Internationale socialiste.

NDLR : Les intertitres sont de la rédaction.

Congrès de fondation de l'Internationale communiste (mars 1919) Plate-forme politique Manifeste

Le 16 janvier 1919, le président des Etats-Unis, Wilson, explique au Conseil supérieur de guerre allié à Paris : le bolchevisme est un mouvement de protestation et de colère dû à la misère excessive et à l'inconscience des classes dirigeantes. Chaque pays, même l'Amérique, peut être menacé par le bolchevisme. Ce même jour, Conrad Adenauer, bourgmestre de Cologne et futur chancelier de l'Allemagne, déclare : *"L'Allemagne ne présente plus qu'un danger, mais grave, le bolchevisme."* Henry Wilson, chef de l'état-major général de l'Empire, note dans son journal en date du 17 janvier : *"Nous sommes assis sur une mine qui peut sauter d'une minute à l'autre."* Clemenceau déclare le 21 janvier : *"Le bolchevisme s'étend (...). L'Italie aussi est en danger (...). Si le bolchevisme, après avoir gagné l'Allemagne, allait traverser l'Autriche et la Hongrie, et atteindre ainsi l'Italie, l'Europe serait mise en face d'un grand danger."*

C'est dans cette situation que la *Pravda* (24 janvier) publie une lettre d'invitation, rédigée par Trotsky, à une conférence internationale à Moscou. Le 26 janvier, Lénine, dans une *Lettre aux ouvriers d'Europe et d'Amérique*, affirme : la transformation de la Ligue Spartacus en Parti communiste allemand a signifié en fait la fondation de la IIIe Internationale communiste, même si elle n'a pas été encore été formellement consacrée.

La conférence de fondation de l'Internationale s'ouvre le 2 mars 1919. Mais dans la guerre civile internationale alors déchaînée, nombre d'invités à Moscou ne recevront leur invitation qu'après la tenue de la conférence ; d'autres sont en prison ou interpellés avant la frontière soviétique, les alliés ayant, sous la pression de Clemenceau, décrété le blocus total de la Russie soviétique. La conférence réunit 51 délégués, dont 8 Russes et une quarantaine de militants de groupes communistes de l'empire russe ou étrangers installés en Russie. Les seuls délégués de partis hors de Russie sont les délégués allemand, autrichien, polonais et hongrois.

Lénine l'ouvre par un bref discours de cinq minutes où il insiste sur la portée de la révolution russe, de l'action des spartakistes allemands, des *"comités de délégués d'ateliers (shop stewards) en Angleterre"*. Seul délégué allemand ayant pu franchir la frontière, Hugo Eberlein a été mandaté pour se prononcer contre la proclamation jugée hâtive d'une nouvelle Internationale. Mais après un débat acharné de trois jours, la conférence, le 6 mars, proclame la IIIe Internationale à l'unanimité moins l'abstention d'Eberlein. Le Parti bolchevique, seul parti de masse de la nouvelle Internationale, isolé par le blocus et confronté en Ukraine à une vague d'insurrections paysannes, et en Sibérie à la reprise de l'offensive de Koltchak, ne peut alors avoir d'activité internationale réelle.

Mais le congrès définit les contours de la nouvelle Internationale avec l'adoption des thèses rédigées par Lénine, de la plate-forme écrite par Boukharine et du manifeste rédigé par Trotsky. Ces deux textes sont reproduits ci-après.

(1) Le compte rendu sténographique de ce congrès de cinq jours (du 2 au 6 mars) a été publié en 1974 par EDI avec une présentation de Pierre Broué.

Plate-forme de l'Internationale communiste

(Ier Congrès, mars 1919)

LES contradictions du système mondial, auparavant cachées en son sein, se sont révélées avec une force inouïe en une formidable explosion : la grande guerre impérialiste mondiale.

Le capitalisme a tenté de surmonter sa propre anarchie par l'organisation de la production. Au lieu de nombreuses entreprises concurrentes, se sont organisées de vastes associations capitalistes (syndicats, cartels, trusts), le capital bancaire s'est uni au capital industriel, toute la vie économique est tombée sous le pouvoir d'une oligarchie financière capitaliste, qui, par une organisation basée sur ce pouvoir, acquit une maîtrise exclusive. Le monopole supplante la libre concurrence. Le capitaliste isolé se transforme en membre d'une association capitaliste. L'organisation remplace l'anarchie insensée.

La lutte pour la conquête de nouveaux marchés

Mais dans la mesure même où, dans les Etats pris séparément, les procédés anarchiques de la production capitaliste étaient remplacés par l'organisation capitaliste, les contradictions, la concurrence, l'anarchie atteignaient dans l'économie mondiale une plus grande acuité. La lutte entre les plus grands Etats conquérants conduisait, avec une inflexible nécessité, à la monstrueuse guerre impérialiste. La soif de bénéfices poussait le capitalisme mondial à la lutte pour la conquête de nouveaux marchés, de nouvelles sources de matières brutes, de la main-d'œuvre à bon marché des esclaves coloniaux. Les Etats impérialistes qui se sont partagé le monde entier, qui ont transformé des millions de prolétaires et de paysans d'Afrique, d'Asie, d'Amérique, d'Australie, en bêtes de somme, devaient révéler tôt au tard dans un gigantesque conflit la nature anarchique du capital. Ainsi se produisit le plus grand des crimes — la guerre du banditisme mondial.

Le capitalisme a tenté de surmonter les contradictions de sa structure sociale. La société bourgeoise est une société de classes. Mais le capital des grands Etats "civilisés" s'efforça d'étouffer les contradictions sociales. Aux dépens des peuples coloniaux qu'il détruisait, le capital achetait ses esclaves salariés, créant une communauté d'intérêts entre les exploiteurs et les exploités — communauté d'intérêts dirigée contre les colonies opprimées et les peuples coloniaux jaunes, noirs ou rouges ; il enchaînait l'ouvrier européen ou américain à la "patrie" impérialiste.

La dernière rançon de la paix sociale

Mais cette même méthode de corruption continue, qui créait le patriotisme de la classe ouvrière et sa sujétion morale,

produisit, grâce à la guerre, sa propre antithèse. L'extermination, la sujétion totale du prolétariat, un joug monstrueux, l'appauvrissement, la dégénérescence, la faim dans le monde entier — telle fut la dernière rançon de la paix sociale. Et cette paix a fait faillite. La guerre impérialiste est transformée en guerre civile.

Une nouvelle époque est née. Epoque de désagrégation du capitalisme, de son effondrement intérieur. Epoque de la révolution communiste du prolétariat.

Le système impérialiste croule. Troubles aux colonies, fermentation parmi les petites nationalités jusqu'à présent privées d'indépendance, révoltes du prolétariat, révolutions prolétariennes victorieuses dans plusieurs pays, décomposition des armées impérialistes, incapacité absolue des classes dirigeantes à diriger dorénavant les destinées des peuples — tel est le tableau de la situation actuelle dans le monde entier.

L'humanité, dont toute la culture a été dévastée, est menacée de destruction. Il n'est plus qu'une force capable de la sauver, et cette force, c'est le prolétariat.

L'ancien "ordre" capitaliste n'est plus. Il ne peut plus exister. Le résultat final des procédés capitalistes de production est le chaos — et ce chaos ne peut être vaincu que par la plus grande classe productrice, la classe ouvrière.

C'est elle qui doit instituer l'ordre véritable, l'ordre communiste. Elle doit briser la domination du capital, rendre les guerres impossibles, effacer les frontières entre les Etats, transformer le monde en une vaste communauté travaillant pour elle-même, réaliser la solidarité fraternelle et la libération des peuples.

Entre-temps, contre le prolétariat, le capital mondial s'arme pour un dernier combat. Sous le couvert de Ligue des nations et des bavardages pacifiques, il tente ses derniers efforts pour rajuster les parties disjointes d'elles-mêmes du système capitaliste et diriger ses forces contre la révolution prolétarienne irrésistiblement déchaînée.

A ce nouveau, à cet immense complot des classes capitalistes, le prolétariat doit répondre par la conquête du pouvoir politique, tourner ce pouvoir contre ses propres ennemis, s'en servir comme levier pour la transformation économique de la société.

La victoire définitive du prolétariat mondial marquera le commencement de l'histoire de l'humanité libérée.

La conquête du pouvoir politique

La conquête du pouvoir politique par le prolétariat signifie l'anéantissement du pouvoir politique de la bourgeoisie. L'appareil gouvernemental avec son armée capitaliste, placée sous le commandement d'un corps d'officiers bourgeois et de junkers, avec sa police et sa gendarmerie, ses geôliers et ses juges, ses prêtres, ses fonctionnaires, etc., constitue entre les mains de la bourgeoisie le plus puissant instrument de gouvernement. La conquête du pouvoir gouvernemental ne peut se réduire à un changement de personnes dans la constitution des ministères, mais doit signifier l'anéantissement d'un appareil étatiste étranger, la prise en mains de la force réelle, le désarmement de la bourgeoisie, du corps d'officiers contre-révolutionnaires, des gardes blancs, l'armement du prolétariat, des soldats révolutionnaires et de la garde rouge ouvrière, la destitution de tous les juges bourgeois et l'organisation des tribunaux prolétariens, la destruction du fonctionnarisme réactionnaire et la création de nouveaux organes d'administration prolétariens. La victoire prolétarienne est assurée par la désorganisation du pouvoir ennemi et l'organisation du pouvoir prolétarien ; elle doit signifier la ruine de l'appareil étatiste bourgeois et la création de l'appareil étatiste prolétarien. Ce n'est qu'après la complète victoire, quand le prolétariat aura définitivement brisé la résistance de la bourgeoisie, qu'il pourra obliger ses anciens adversaires à le servir utilement, les amenant progressivement, sous son contrôle, à l'œuvre de construction communiste.

Démocratie et dictature

Comme tout Etat, l'Etat prolétarien représente un appareil de contrainte, et cet appareil est maintenant dirigé contre

les ennemis de la classe ouvrière. Sa mission est de briser et de rendre impossible la résistance des exploiteurs, employant dans leur lutte désespérée tous les moyens pour étouffer la révolution dans le sang. D'autre part, la dictature du prolétariat, faisant officiellement de cette classe la classe gouvernante, crée une situation transitoire.

Dans la mesure où sera brisée la résistance de la bourgeoisie, elle sera expropriée et se transformera en une masse laborieuse ; la dictature du prolétariat disparaîtra, l'Etat mourra et les classes sociales finiront avec lui.

La prétendue démocratie, c'est-à-dire la démocratie bourgeoise, n'est rien d'autre que la dictature bourgeoise déguisée. "La volonté populaire" tant prônée est une fiction, comme l'unité du peuple. En fait, des classes existent, dont les intérêts contraires sont irréductibles. Et comme la bourgeoisie n'est qu'une minorité insignifiante, elle utilise cette fiction, cette prétendue volonté populaire, afin d'affermir, à la faveur de belles phrases, sa domination sur la classe ouvrière, afin de lui imposer la volonté de sa classe. Au contraire, le prolétariat, constituant l'énorme majorité de la population, use ouvertement de la puissance de ses organisations de masses, de ses soviets, pour écarter la transition vers une société communiste sans classes.

Une reconnaissance purement formelle des droits et des libertés

L'essence de la démocratie bourgeoise réside dans une reconnaissance purement formelle des droits et des libertés, précisément inaccessibles au prolétariat et aux éléments à demi prolétariens, à cause du manque de ressources matérielles, tandis que la bourgeoisie a toutes les possibilités de tirer parti de ces ressources matérielles, de sa presse et de son organisation, pour mentir au peuple et le tromper. Au contraire, l'essence du système des soviets — de ce nouveau type de pouvoir gouvernemental — consiste en ce que le prolétariat reçoit la possibilité d'assurer en fait ses droits et sa liberté. Le pouvoir du soviet remet au peuple les plus beaux palais, les maisons, les typographies, les réserves de papier, etc., pour sa presse, ses réunions, ses syndicats. Ce n'est qu'alors que devient vraiment possible la démocratie prolétarienne.

Avec son système parlementaire, la démocratie bourgeoise ne donne qu'en paroles le pouvoir aux masses, et leurs organisations sont complètement écartées et du pouvoir véritable et de la véritable administration du pays. Dans le système des soviets, les organisations des masses gouvernent et, par elles, les masses elles-mêmes, les soviets appelant à l'administration de l'Etat un nombre toujours plus grand d'ouvriers ; et ce n'est que de cette façon que tout le peuple ouvrier est à peu près appelé à prendre part effectivement au gouvernement de l'Etat.

Le système des soviets

Le système des soviets s'appuie de la sorte sur les organisations des masses prolétariennes, représentées par les soviets mêmes, les unions professionnelles révolutionnaires, les coopératives, etc.

La démocratie bourgeoise et le parlementarisme, par la division des pouvoirs législatif et exécutif, et l'absence du droit de rappel des députés, achèvent de séparer les masses de l'Etat.

Au contraire, le système des soviets, par son droit de rappel, par la réunion des pouvoirs législatif et exécutif, et, conséquemment, par l'aptitude des soviets à constituer des collectivités de travail, lie les masses aux organes des administrations.

Ce lien est encore affermi par le fait que, dans le système des soviets, les élections ne se font pas d'après les subdivisions territoriales artificielles, mais coïncident avec les unités locales de la production.

Le système des soviets assure de la sorte la possibilité d'une véritable démocratie prolétarienne, démocratie pour le prolétariat et dans le prolétariat, dirigée contre la bourgeoisie. Dans ce système, une situation prédominante est assurée

au prolétariat industriel, auquel appartient, par suite de sa meilleure organisation et de son plus grand développement politique, le rôle de classe dirigeante, dont l'hégémonie permettra au demi-prolétariat et aux paysans pauvres de s'élever progressivement.

Ces supériorités momentanées du prolétariat industriel doivent être utilisées pour arracher les masses non possédantes de la petite bourgeoisie paysanne à l'influence des gros propriétaires ruraux et de la bourgeoisie pour les organiser et les appeler à collaborer à la construction communiste.

L'expropriation de la bourgeoisie et la socialisation des moyens de production

La décomposition du système capitaliste et de la discipline capitaliste du travail rendent impossible, étant donné les relations entre les classes, la reconstitution de la production sur les anciennes bases. La lutte des ouvriers pour l'augmentation des salaires, même en cas de succès, n'amène pas l'amélioration espérée des conditions d'existence, l'augmentation du prix des produits annulant immanquablement chaque succès.

La lutte énergique des ouvriers pour l'augmentation des salaires dans les pays dont la situation est évidemment sans espoir, par son caractère impétueux et passionné, par sa tendance à la généralisation, rend impossibles dorénavant les progrès de la production capitaliste. L'amélioration de la condition des ouvriers ne pourra être atteinte que lorsque le prolétariat lui-même s'emparera de la production.

Pour élever les forces productrices de l'économie, pour briser au plus vite la résistance de la bourgeoisie, qui prolonge l'agonie de la vieille société, créant par là même le danger d'une complète ruine de la vie économique, la dictature prolétarienne doit réaliser l'expropriation de la grosse bourgeoisie et de la noblesse, et faire des moyens de production et de transport la propriété collective de l'Etat prolétarien.

Le communisme naît maintenant sur les décombres de la société capitaliste ; l'histoire ne laissera pas d'autre issue à l'humanité. Les opportunistes, dans leur désir de retarder la socialisation par leur utopique revendication du rétablissement de l'économie capitaliste, ne font qu'ajourner la solution de la crise et créer la menace d'une ruine totale, tandis que la révolution communiste apparaît pour la vraie force productrice de la société, pour le prolétariat — et avec lui, pour toute la société —, comme le meilleur, le plus sûr moyen de salut.

La dictature prolétarienne n'entraîne aucun partage des moyens de production et de transport. Au contraire, sa tâche est de réaliser une plus grande centralisation des moyens et la direction de toute la production selon un plan unique.

Le premier pas vers la socialisation de toute l'économie comporte nécessairement les mesures suivantes : socialisation des grandes banques qui dirigent maintenant la production ; prise en main par le pouvoir prolétarien de tous les organes de l'Etat capitaliste régissant la vie économique ; prise en main de toutes les entreprises communales ; socialisation des branches d'industrie trustées ou syndiquées ; de même, socialisation des branches d'industrie dont le degré de concentration rend la socialisation techniquement possible ; socialisation des propriétés agricoles et leur transformation en entreprises agricoles dirigées par la société.

Quant aux entreprises de moindre importance, le prolétariat doit, en tenant compte de leur grandeur, les socialiser peu à peu.

La petite propriété ne doit pas être expropriée

Il importe de souligner ici que la petite propriété ne doit pas être expropriée et que les petits propriétaires n'exploitant pas le travail d'autrui ne doivent subir aucune violence. Cette classe sera peu à peu attirée dans la sphère d'organi-

sation sociale, par l'exemple et la pratique démontrant la supériorité de la nouvelle structure sociale, qui libère la classe des petits paysans et la petite bourgeoisie du joug des gros capitalistes, de toute la noblesse, des impôts excessifs (principalement par suite de l'annulation des dettes d'Etat, etc.).

La tâche de la dictature prolétarienne dans le domaine économique n'est réalisable que dans la mesure où le prolétariat saura créer des organes de direction de la production centralisée et réaliser la gestion par les ouvriers eux-mêmes. A cette fin, il sera contraint de tirer parti de celles de ses organisations de masses qui sont liées le plus étroitement avec le processus de la production.

Dans le domaine de la répartition, la dictature prolétarienne doit réaliser le remplacement du commerce par une juste répartition des produits. Parmi les mesures à cette fin indispensables, il faut indiquer : la socialisation des grandes entreprises commerciales, la transmission au prolétariat de tous les organes de répartition de l'Etat et des municipalités bourgeoises ; le contrôle des grandes unions coopératives, dont l'appareil organisateur aura encore, pendant la période de transition, une importance économique considérable, la centralisation progressive de tous ces organes et leur transformation en un tout unique pour la répartition rationnelle des produits.

De même que dans le domaine de la production, dans celui de la répartition, il importe d'utiliser tous les techniciens et les spécialistes qualifiés — sitôt que leur résistance dans le domaine politique aura été brisée et qu'ils seront en état de servir, au lieu du capital, le nouveau système de production.

Le prolétariat n'a pas l'intention de les opprimer : au contraire, lui seul leur donnera le premier la possibilité de développer l'activité créatrice la plus énergique. La dictature prolétarienne remplacera la division du travail physique et intellectuel, propre au capitalisme, par l'union, réunissant ainsi le travail et la science.

En même temps qu'il expropriera les fabriques, les mines, les propriétés, etc., le prolétariat doit mettre fin à l'exploitation de la population par les capitalistes propriétaires d'immeubles, transmettre les grandes habitations aux soviets ouvriers locaux, installer la population ouvrière dans les appartements bourgeois, etc.

Au cours de cette immense transformation, le pouvoir des soviets doit, d'une part, échafauder un énorme appareil de gouvernement toujours plus centralisé dans sa forme, et, d'autre part, doit appeler à un travail de direction immédiat des couches toujours plus grandes du peuple travailleur.

Le chemin de la victoire

La période révolutionnaire exige que le prolétariat use d'une méthode de lutte qui concentre toute son énergie, à savoir l'action directe des masses jusques et y compris sa suite logique, le choc direct, la guerre déclarée avec la machine gouvernementale bourgeoise. A ce but doivent être subordonnés tous les autres moyens, tels que, par exemple, l'utilisation révolutionnaire du parlementarisme bourgeois.

Les conditions préliminaires indispensables à cette lutte victorieuse sont : la rupture, non seulement avec les laquais directs du capital et les bourreaux de la révolution communiste — dont les social-démocrates de droite assument aujourd'hui le rôle —, mais encore la rupture avec le "Centre" (groupe Kautsky), qui, au moment critique, abandonne le prolétariat et lie partie avec ses ennemis déclarés. D'un autre côté, il est nécessaire de réaliser un bloc avec ces éléments du mouvement ouvrier révolutionnaire qui, bien qu'ils n'aient pas appartenu auparavant au parti socialiste, se placent maintenant en tout et pour tout sur le terrain de la dictature prolétarienne sous sa forme soviétique, c'est-à-dire avec les éléments correspondants du syndicalisme.

L'accroissement du mouvement révolutionnaire dans tous les pays, le danger, pour cette révolution, d'être étouffée par la ligue des Etats bourgeois, les tentatives d'union des partis traîtres au socialisme (formation de l'Internationale jaune, à Berne), dans le but de servir

bassement la ligue de Wilson — et enfin la nécessité absolue pour le prolétariat de coordonner ses efforts —, tout cela nous conduit inévitablement à la fondation de l'Internationale communiste, véritablement révolutionnaire et véritablement prolétarienne.

Subordonner les intérêts dits nationaux aux intérêts de la révolution mondiale

L'Internationale qui se révélera capable de subordonner les intérêts dits nationaux aux intérêts de la révolution mondiale réalisera ainsi l'entraide des prolétaires des différents pays — alors que sans cette aide mutuelle, économique et autres, le prolétariat n'est pas en état d'édifier une société nouvelle. D'autre part, en opposition à l'Internationale socialiste jaune, l'Internationale prolétarienne et communiste soutiendra les peuples exploités des colonies dans leur lutte contre l'impérialisme, afin de hâter l'effondrement final du système impérialiste mondial.

Les malfaiteurs du capitalisme affirmaient au début de la guerre mondiale qu'ils ne font tous que défendre leur patrie. Mais l'impérialisme allemand révéla sa nature bestiale par une série de sanglants forfaits commis en Russie, en Ukraine, en Finlande. Maintenant se révèlent à leur tour, même aux yeux des couches les plus arriérées de la population, les puissances de l'Entente qui pillent le monde entier et assassinent le prolétariat. D'accord avec la bourgeoisie allemande et les social-patriotes, le mot de paix sur les lèvres, elles s'efforcent d'écraser, à l'aide de tanks et de troupes coloniales incompréhensibles et barbares, la révolution du prolétariat européen. La terreur blanche des bourgeois-cannibales a été indescriptiblement féroce. Les victimes dans les rangs de la classe ouvrière sont innombrables ; elle a perdu ses meilleurs champions : Liebknecht, Rosa Luxemburg.

Le prolétariat doit se défendre en tout état de cause. L'Internationale communiste appelle le prolétariat mondial à cette lutte décisive. Arme contre arme ! Force contre force ! A bas la conspiration impérialiste du capital ! Vive la République internationale des soviets prolétaires !

NDLR : Les intertitres sont de la rédaction.

Manifeste de l'Internationale communiste aux prolétaires du monde entier (mars 1919)

Les tempêtes de l'enthousiasme et les périodes de découragement, les succès et les durs échecs

Il y a soixante-douze ans, le Parti communiste présenta au monde son programme sous forme d'un manifeste écrit par les plus grands prophètes de la révolution prolétarienne, Karl Marx et Friedrich Engels.

A cette époque déjà, le communisme, à peine entré dans sa lutte, était accablé sous les poursuites, les mensonges, la haine et les persécutions des classes possédantes, qui devinaient justement en lui leur ennemi mortel. Pendant ces trois quarts de siècle, le développement du communisme a suivi des voies complexes, connaissant tour à tour les tempêtes de l'enthousiasme et les périodes de découragement, les succès et les durs échecs. Mais au fond, le mouvement suivit la route tracée par le *Manifeste du Parti communiste*.

L'heure de la lutte finale et décisive est arrivée plus tard que ne l'escomptaient et ne l'espéraient les apôtres de la révolution sociale. Mais elle est arrivée. Nous, communistes, représentants du prolétariat révolutionnaire des différents pays d'Europe, d'Amérique et d'Asie, rassemblés à Moscou, capitale de la Russie soviétique, nous nous sentons les héritiers et les continuateurs de l'œuvre dont le programme a été annoncé il y a soixante-douze ans.

Faciliter et hâter la victoire de la révolution communiste dans le monde entier

Notre tâche est de généraliser l'expérience révolutionnaire de la classe ouvrière, de débarrasser le mouvement des mélanges impurs de l'opportunisme et du social-patriotisme, d'unir les forces de tous les partis vraiment révolutionnaires du prolétariat mondial, et par là même de faciliter et de hâter la victoire de la révolution communiste dans le monde entier.

Aujourd'hui que l'Europe est couverte de débris et de ruines fumantes, les plus coupables des incendiaires s'occupent à rechercher les responsables de la guerre. Ils sont suivis de leurs laquais, professeurs, parlementaires, journalistes, social-patriotes et autres soutiens politiques de la bourgeoisie.

L'impérialisme, fauteur de la guerre future

Au cours d'une longue série d'années, le socialisme a prédit l'inéluctabilité de la guerre impérialiste ; il en a vu les causes dans le désir insatiable du lucre et de la propriété des classes possédantes des deux concurrents principaux et en général de tous les pays capitalistes. Deux ans avant l'explosion, au congrès de Bâle, les chefs socialistes responsables de tous les pays dénonçaient l'impérialisme comme le fauteur de la

guerre future. Ils menaçaient la bourgeoisie de déchaîner sur sa tête la révolution sociale, vengeance du prolétariat contre les crimes du capitalisme.

Maintenant, après une expérience de cinq ans, alors que l'histoire, ayant mis au jour les appétits rapaces de l'Allemagne, dévoile les agissements non moins criminels des Alliés, les socialistes officiels des pays de l'Entente, à la suite de leurs gouvernements, ne cessent de dénoncer dans le Kaiser allemand déchu le grand coupable de la guerre. Bien plus, dans leur abjecte servilité, les social-patriotes allemands, qui, en août 1914, faisaient du livre blanc diplomatique du Hohenzollern l'évangile sacré des nations, accusent maintenant à leur tour cette monarchie allemande abattue, dont ils furent les fidèles serviteurs, d'être la cause principale de la guerre. Ils espèrent ainsi à la fois oublier le rôle qu'ils ont joué et gagner l'indulgence des vainqueurs. Mais à côté du rôle joué par les dynasties déchues des Romanov, des Hohenzollern, des Habsbourg et des cliques capitalistes de leurs pays, le rôle des classes dirigeantes de France, d'Angleterre, d'Italie et des Etats-Unis apparaît dans toute son ampleur criminelle à la lumière des événements accomplis et des révélations diplomatiques.

Jusqu'à l'explosion même de la guerre, la diplomatie anglaise ne leva point son masque mystérieux. Le gouvernement de la City craignait que s'il déclarait catégoriquement son dessein de participer à la guerre aux côtés de l'Entente, le gouvernement de Berlin ne reculât et qu'il n'y eût pas de guerre. C'est pourquoi l'on se conduisit de façon à faire espérer d'une part, à Berlin et à Vienne, la neutralité de l'Angleterre, et à permettre, d'autre part, à Paris et à Petrograd, de compter fermement sur l'intervention.

Préparée par la marche de l'histoire pendant plusieurs dizaines d'années, la guerre fut déchaînée par une provocation directe et consciente de la Grande-Bretagne. Le gouvernement de ce pays avait fait le calcul de soutenir la Russie et la France exclusivement dans la mesure nécessaire pour les épuiser en épuisant l'Allemagne, son ennemie mortelle. Mais la puissance du système militaire allemand apparut trop dangereuse et imposa une intervention non plus apparente, mais réelle de l'Angleterre.

Affaiblir un des camps en se servant de l'autre

Le rôle de spectateur souriant, auquel la Grande-Bretagne prétendait par tradition, revint aux Etats-Unis. Le gouvernement de Wilson accepta d'autant plus facilement le blocus anglais, qui diminuait les possibilités de spéculation de la Bourse américaine sur le sang européen, que les puissances de l'Entente dédommagèrent, par de gros bénéfices, la bourgeoisie américaine de cette violation du "droit international". Cependant, l'énorme supériorité militaire de l'Allemagne obligea à son tour le gouvernement de Washington à sortir de l'état de neutralité fictive à l'égard de l'Europe. Les Etats-Unis se chargèrent de la mission que l'Angleterre avait remplie dans les guerres passées et qu'elle avait essayé de remplir dans la dernière guerre, par rapport au continent : affaiblir un des camps en se servant de l'autre, et ne se mêler des opérations militaires que dans la mesure indispensable pour s'assurer tous les avantages de la situation. L'enjeu exposé de la loterie américaine n'était pas grand, mais il fut le dernier et par là lui assurait le gain.

Les contradictions du régime capitaliste se révélèrent à l'humanité à la suite de la guerre, sous forme de souffrances physiques : la faim, le froid, les maladies épidémiques et une recrudescence de barbarie.

Ainsi est jugée sans appel la vieille querelle académique des socialistes sur la théorie de la paupérisation et du passage progressif du capitalisme au socialisme. Les statisticiens et les pontifes de la théorie de l'arrondissement des angles avaient, pendant des dizaines d'années, recherché dans tous les coins du monde des faits réels ou imaginaires capables de démontrer le progrès du bien-être de certains groupes ou catégories de la classe ouvrière. La théorie de la paupérisation

des masses était regardée comme enterrée sous les coups de sifflets méprisants des eunuques occupant les tribunes universitaires de la bourgeoisie et des mandarins de l'opportunisme socialiste. Maintenant, ce n'est pas seulement la paupérisation sociale, mais un appauvrissement physiologique, biologique, qui se présente à nous dans toute sa réalité hideuse.

La catastrophe de la guerre impérialiste a balayé de fond en comble toutes les conquêtes des batailles syndicalistes et parlementaires. Et pourtant, cette guerre est née des tendances internes du capitalisme dans la même mesure que les marchandages économiques ou les compromis parlementaires qu'elle a enterrés dans le sang et dans la boue.

Le capital financier, après avoir précipité l'humanité dans l'abîme de la guerre, a subi lui-même durant cette guerre une modification catastrophique.

Le papier-monnaie s'est transformé en instrument de réquisition

L'état de dépendance dans lequel était placé le papier-monnaie vis-à-vis du fondement matériel de la production a été définitivement rompu. Perdant de plus en plus sa valeur de moyen et de régulateur de l'échange des produits dans le régime capitaliste, le papier-monnaie s'est transformé en instrument de réquisition, de conquête et en général d'oppression militaire et économique.

La dépréciation totale des billets de banque marque la crise mortelle générale qui affecte la circulation des produits dans le régime capitaliste. Si la libre concurrence, comme régulateur de la production et de la répartition, fut remplacée dans les champs principaux de l'économie par le système des trusts et des monopoles, plusieurs dizaines d'années avant la guerre, le cours même de la guerre a arraché le rôle régulateur et directeur aux groupements économiques pour le transmettre directement au pouvoir militaire et gouvernemental.

L'absolue sujétion du pouvoir politique au capital financier

La répartition des matières premières, l'exploitation du naphte de Bakou ou de Roumanie, de la houille du Donetz, du froment d'Ukraine, l'utilisation des locomotives, des wagons et des automobiles d'Allemagne, l'approvisionnement en pain et en viande de l'Europe affamée, toutes ces questions fondamentales de la vie économique du monde ne sont plus réglées par la libre concurrence, ni même par des combinaisons de trusts ou de consortiums nationaux et internationaux. Elles sont tombées sous le joug de la tyrannie militaire pour lui servir de sauvegarde désormais. Si l'absolue sujétion du pouvoir politique au capital financier a conduit l'humanité à la boucherie impérialiste, cette boucherie a permis au capital financier non seulement de militariser jusqu'au bout l'Etat, mais de se militariser lui-même, de sorte qu'il ne peut plus remplir ses fonctions économiques essentielles que par le fer et par le sang.

Les opportunistes qui, avant la guerre, invitaient les ouvriers à modérer leurs revendications sous prétexte de passer lentement au socialisme, qui, pendant la guerre, les ont obligés à renoncer à la lutte de classes au nom de l'Union sacrée et de la défense nationale, exigent du prolétariat un nouveau sacrifice, cette fois afin de triompher des conséquences effroyables de la guerre. Si de tels prêches pouvaient influencer les masses ouvrières, le développement du capital se poursuivrait en sacrifiant de nombreuses générations, avec des formes nouvelles, encore plus concentrées et plus monstrueuses, avec la perspective fatale d'une nouvelle guerre mondiale. Par bonheur pour l'humanité, cela n'est plus possible.

L'étatisation de la vie économique, contre laquelle protestait tant le libéralisme capitaliste, est un fait accompli. Revenir, non point à la libre concur-

rence, mais seulement à la domination des trusts, syndicats et autres pieuvres capitalistes, est désormais impossible. La question est uniquement de savoir quel sera désormais celui qui prendra la production étatisée : l'Etat impérialiste ou l'Etat du prolétariat victorieux.

En d'autres termes, l'humanité travailleuse tout entière deviendra-t-elle l'esclave tributaire d'une clique mondiale triomphante qui, sous l'enseigne de la Ligue des nations, au moyen d'une armée "internationale" et d'une flotte "internationale", pillera et étranglera les uns, entretiendra les autres, mais, toujours et partout, enchaînera le prolétariat, dans le but unique de maintenir sa propre domination ? Ou bien la classe ouvrière d'Europe et des pays les plus avancés des autres parties du monde s'emparera-t-elle de la vie économique, même désorganisée et détruite, afin d'assurer sa reconstruction sur des bases socialistes ?

Abréger l'époque de crise que nous traversons

Abréger l'époque de crise que nous traversons ne se peut que par les méthodes de la dictature du prolétariat, qui ne regarde pas le passé, qui ne compte ni avec les privilèges héréditaires ni avec le droit de propriété, qui, ne considérant que la nécessité de sauver les masses affamées, mobilise pour cela tous les moyens et toutes les forces, décrète pour tout le monde l'obligation du travail, institue le régime de la discipline ouvrière, afin de ne pas seulement guérir, en quelques années, les plaies béantes faites par la guerre, mais encore d'élever l'humanité à une hauteur nouvelle et insoupçonnable.

•
• •

L'Etat national, après avoir donné une impulsion vigoureuse au développement capitaliste, est devenu trop étroit pour l'expansion des forces productives. Ce phénomène a rendu plus difficile la situation des petits Etats encastrés au milieu des grandes puissances de l'Europe et du monde.

Ces petits Etats, nés à différentes époques comme des fragments des grands, comme la menue monnaie destinée à payer divers tributs, comme des tampons stratégiques, possèdent leurs dynasties, leurs castes dirigeantes, leurs prétentions impérialistes, leurs filouteries diplomatiques. Leur indépendance illusoire a été basée, jusqu'à la guerre, exactement comme était basé l'équilibre européen sur l'antagonisme des deux camps impérialistes.

La guerre a détruit cet équilibre. En donnant d'abord un immense avantage à l'Allemagne, la guerre a obligé les petits Etats à chercher leur salut dans la magnanimité du militarisme allemand.

L'Allemagne ayant été vaincue, la bourgeoisie des petits Etats, de concert avec leurs "socialistes" patriotes, s'est retournée pour saluer l'impérialisme triomphant des Alliés, et dans les articles hypocrites du programme de Wilson elle s'est employée à rechercher les garanties du maintien de son existence indépendante.

En même temps, le nombre des petits Etats s'est accru : de la monarchie austro-hongroise, de l'empire des tsars se sont détachés de nouveaux Etats, qui, aussitôt nés, se saisissent déjà les uns les autres à la gorge pour des questions de frontière.

Les impérialistes alliés, pendant ce temps, préparent des combinaisons de petites puissances, anciennes et nouvelles, afin de les enchaîner les unes les autres par une haine mutuelle et une faiblesse générale.

Ecrasant et violentant les peuples petits et faibles, les condamnant à la famine et à l'abaissement, de même que, peu de temps auparavant, les impérialistes des empires centraux, les impérialistes alliés ne cessent de parler du droit des nationalités, droits qu'ils foulent aux pieds en Europe et dans le monde entier.

Garantir aux petits peuples une existence libre

Seule la révolution prolétarienne peut garantir aux petits peuples une existence libre, car elle libérera les forces productives de tous les pays des tenailles serrées par les Etats nationaux, en unissant les peuples dans une étroite collaboration économique, conformément à un plan économique commun.

Seule, elle donnera aux peuples les plus faibles et les moins nombreux la possibilité d'administrer, avec une liberté et une indépendance absolues, leur culture nationale sans porter le moindre dommage à la vie économique unifiée et centralisée de l'Europe et du monde.

Les peuples coloniaux ont été entraînés dans la guerre européenne

La dernière guerre, qui a été dans une large mesure une guerre pour la conquête des colonies, fut en même temps une guerre faite avec l'aide des colonies. Dans des proportions jusqu'alors inconnues, les peuples coloniaux ont été entraînés dans la guerre européenne. Les Hindous, les Nègres, les Arabes, les Malgaches se sont battus sur la terre d'Europe, au nom de quoi ? Au nom de leurs droits à demeurer plus longtemps esclaves de l'Angleterre et de la France. Jamais encore le spectacle de la malhonnêteté de l'Etat capitaliste dans les colonies n'avait été aussi édifiant, jamais le problème de l'esclavage colonial n'avait été posé avec une pareille acuité.

Des insurrections d'esclaves coloniaux

De là une série de révoltes ou de mouvements révolutionnaires dans toutes les colonies. En Europe même, l'Irlande a rappelé par de sanglants combats de rue qu'elle était encore et qu'elle avait conscience d'être un pays asservi. A Madagascar, en Annam, en d'autres lieux, les troupes de la république bourgeoise ont eu plus d'une fois, au cours de la guerre, à mater des insurrections d'esclaves coloniaux. Dans l'Inde, le mouvement révolutionnaire n'a pas cessé un seul jour. Il a abouti en ces derniers temps à des grèves ouvrières grandioses, auxquelles le gouvernement britannique a répondu en faisant intervenir à Bombay les automobiles blindées.

L'affranchissement des colonies

Ainsi, la question coloniale est posée dans toute son ampleur non seulement sur le tapis vert du congrès des diplomates à Paris, mais dans les colonies mêmes. Le programme de Wilson a pour but, dans l'interprétation la plus favorable, de changer l'étiquette de l'esclavage colonial. L'affranchissement des colonies n'est concevable que s'il s'accomplit en même temps que celui de la classe ouvrière des métropoles. Les ouvriers et les paysans non seulement de l'Annam, d'Algérie ou du Bengale, mais encore de Perse et d'Arménie, ne pourront jouir d'une existence indépendante que le jour où les ouvriers d'Angleterre et de France, après avoir renversé Lloyd George et Clemenceau, prendront entre leurs mains le pouvoir gouvernemental. Dès à présent, dans les colonies les plus développées, la lutte n'est plus engagée seulement sous le seul étendard de l'affranchissement national, elle prend de suite un caractère social plus ou moins nettement accusé. Si l'Europe capitaliste a entraîné malgré elles les parties les plus arriérées du monde dans le tourbillon des relations capitalistes, l'Europe socialiste à son tour viendra secourir les colonies libérées avec sa technique, son organisation, son influence morale, afin de hâter leur passage à la vie économique régulièrement organisée par le socialisme.

Esclaves coloniaux d'Afrique et d'Asie : l'heure de la dictature prolétarienne en Europe sonnera pour vous comme l'heure de votre délivrance.

Le monde bourgeois tout entier accuse les communistes

Le monde bourgeois tout entier accuse les communistes d'anéantir la liberté et la démocratie politique. Cela est faux. En prenant le pouvoir, le prolétariat ne fait que manifester la complète impossibilité d'appliquer les méthodes de la démocratie bourgeoise et créer les conditions et les formes d'une démocratie ouvrière nouvelle, et plus élevée. Tout le cours du développement capitaliste, en particulier dans la dernière époque impérialiste, a sapé les bases de la démocratie politique, non seulement en divisant les nations en deux classes ennemies irréconciliables, mais encore en condamnant au dépérissement économique et à l'impuissance politique de multiples couches de la petite bourgeoisie et du prolétariat au même titre que les éléments les plus déshérités de ce même prolétariat.

La classe ouvrière des pays où le développement historique l'a permis a utilisé le régime de la démocratie politique pour son organisation contre le capital. Il en sera de même à l'avenir dans les pays où ne sont pas encore réalisées les conditions préliminaires d'une révolution ouvrière. Mais les masses de la population intermédiaire, non seulement dans les villages, mais encore dans les villes, sont maintenues par le capitalisme loin en arrière, en retard de plusieurs époques sur le développement historique.

C'est une oligarchie financière qui gouverne

Le paysan de Bavière ou de Bade, encore étroitement attaché au clocher de son village, le petit vigneron français ruiné par la falsification des vins des gros capitalistes, le petit fermier américain obéré et trompé par les banquiers et les députés, toutes ces couches sociales, rejetées par le capitalisme loin de la grande route du développement historique, sont conviées sur le papier par le régime de la démocratie politique à participer au gouvernement de l'Etat. En réalité, dans les questions fondamentales dont dépend la destinée des nations, c'est une oligarchie financière qui gouverne dans les coulisses de la démocratie parlementaire. Il en fut ainsi naguère dans la question de la guerre. Il en est ainsi maintenant dans la question de la paix.

Dans la mesure où l'oligarchie financière se donne encore la peine de faire sanctionner ses actes de tyrannie par des votes parlementaires, l'Etat bourgeois se sert, pour atteindre les résultats désirés, de toutes les armes du mensonge, de la démagogie, de la persécution, de la calomnie, de la corruption, de la terreur, que les siècles passés d'esclavage ont mises à sa disposition et qu'ont multipliées les prodiges de la technique capitaliste.

Exiger du prolétariat que, dans sa dernière lutte à mort contre le capital, il observe pieusement les principes de la démocratie politique, cela équivaudrait à exiger d'un homme qui défend son existence et sa vie contre des brigands qu'il observe les règles artificielles et conventionnelles de la boxe française instituées par son ennemi, et que son ennemi n'observe pas.

Cet appareil, ce sont les soviets

Dans le domaine de la dévastation, où non seulement les moyens de production et de transport, mais encore les institutions de la démocratie politique ne sont plus qu'un amas de débris ensanglantés, le prolétariat est obligé de créer un appareil à lui, qui serve avant tout à conserver la cohésion interne de la classe ouvrière elle-même et qui lui donne la faculté d'intervenir révolutionnairement dans le développement ultérieur de l'humanité. Cet appareil, ce sont les soviets.

Les anciens partis, les anciennes organisations syndicales se sont manifestés en la personne de leurs chefs, incapables non seulement de décider, mais même de comprendre les problèmes posés par l'époque nouvelle. Le prolétariat a créé un nouveau type d'organisation large, englobant les masses ouvrières indépendamment de la profession et du degré de développement politique, un appareil souple, capable d'un perpétuel renouvellement, d'un perpétuel élargissement, pouvant toujours entraîner dans son orbe des catégories nouvelles et embrasser les couches des travailleurs voisines du prolétariat de la ville et de la campagne. Cette organisation irremplaçable de la classe ouvrière se gouvernant elle-même, luttant et conquérant finalement le pouvoir politique, a été mise dans différents pays à l'épreuve de l'expérience ; elle constitue la conquête et l'arme la plus puissante du prolétariat de notre époque.

Parvenir au pouvoir dans tous les pays où les soviets réuniront autour d'eux la majorité des travailleurs

Dans tous les pays où les masses travailleuses vivent d'une vie consciente se forment aujourd'hui et se formeront des soviets de députés ouvriers, soldats et paysans. Fortifier les soviets, élever leur autorité, les opposer à l'appareil gouvernemental de la bourgeoisie, voilà quel est maintenant le but essentiel des ouvriers conscients et loyaux de tous les pays. Par le moyen des soviets, la classe ouvrière peut échapper aux éléments de dissolution qui portent dans son sein les souffrances infernales de la guerre, de la famine, de la tyrannie des riches avec la trahison de ses anciens chefs. Par le moyen des soviets, la classe ouvrière, de la manière la plus sûre et la plus facile, peut parvenir au pouvoir dans tous les pays où les soviets réuniront autour d'eux la majorité des travailleurs. Par le moyen des soviets, la classe ouvrière, maîtresse du pouvoir, gouvernera tous les domaines de la vie économique et morale du pays, comme cela se passe déjà en Russie.

La débâcle de l'Etat impérialiste

La débâcle de l'Etat impérialiste, depuis ses formes tsaristes jusqu'aux plus démocratiques, va de pair avec la débâcle du système militaire impérialiste. Les armées de plusieurs millions d'hommes mobilisés par l'impérialisme n'ont pu tenir qu'aussi longtemps que le prolétariat acceptait le joug de la bourgeoisie. La destruction de l'unité nationale signifie la destruction inévitable des armées. C'est ce qui arriva d'abord en Russie, puis en Allemagne et en Autriche. C'est encore ce qu'il faut attendre dans les autres pays impérialistes. La révolte du paysan contre le propriétaire, de l'ouvrier contre le capitaliste, de tous les deux contre la bureaucratie monarchiste ou "démocratique" entraîne inévitablement la révolte des soldats contre les officiers, et ensuite une scission caractérisée entre les éléments prolétaires et bourgeois de l'armée elle-même. La guerre impérialiste opposant les nations aux nations s'est changée et se change de plus en plus en guerre civile opposant les classes aux classes.

Il n'y aurait pas de guerre civile

Les lamentations du monde bourgeois sur la guerre civile et la terreur rouge constituent la plus monstrueuse hypocrisie qu'ait jamais enregistrée l'histoire des luttes politiques. Il n'y aurait pas de guerre civile si les coteries d'exploiteurs qui ont conduit l'humanité au bord de l'abîme ne s'opposaient pas à toute progression des travailleurs, n'organisaient pas des complots et des meurtres, et ne sollicitaient pas le secours armé de l'étranger pour conserver ou restaurer leurs privilèges usurpés.

La guerre civile est imposée à la classe ouvrière par ses ennemis mortels

La guerre civile est imposée à la classe ouvrière par ses ennemis mortels. Si elle ne veut pas se suicider et renoncer à son avenir, qui est l'avenir de toute l'humanité, la classe ouvrière ne peut pas éviter de répondre par des coups aux coups de ses agresseurs. Les Partis communistes ne suscitent jamais artificiellement la guerre civile, s'efforcent d'en diminuer autant que possible la durée toutes les fois qu'elle surgit comme une nécessité inéluctable, de réduire au minimum le nombre des victimes, mais par-dessus tout d'assurer le triomphe du prolétariat. De là découle la nécessité de désarmer à temps la bourgeoisie, d'armer les ouvriers, de créer une armée communiste pour défendre le pouvoir du prolétariat et l'inviolabilité de sa construction socialiste. Telle est l'Armée rouge de la Russie soviétique, qui a surgi et qui s'élève comme le rempart des conquêtes de la classe ouvrière contre toutes les attaques du dedans et du dehors. Une armée soviétique est inséparable d'un Etat soviétique.

Conscients du caractère universel de leur cause, les ouvriers les plus avancés ont tendu, dès les premiers pas du mouvement socialiste organisé, vers une union internationale de ce mouvement. Les bases en furent posées en 1864 à Londres, par la Première Internationale. La guerre franco-allemande, dont est née l'Allemagne des Hohenzollern, faucha la Première Internationale, et, en même temps, donna la première impulsion au développement des partis ouvriers nationaux. Dès 1889, ces partis se réunissaient en congrès à Paris et créaient l'organisation de la IIe Internationale. Mais le centre de gravité du mouvement ouvrier était placé entièrement à cette époque sur le terrain national dans le cadre des Etats nationaux, sur la base de l'industrie nationale, dans le domaine du parlementarisme national. Plusieurs dizaines d'années de travail, d'organisation et de réformes ont créé une génération de chefs dont la majorité acceptaient en paroles le programme de la révolution sociale, mais y ont renoncé en fait, se sont enfoncés dans le réformisme, dans une adaptation servile à la domination bourgeoise. Le caractère opportuniste des partis dirigeants de la IIe Internationale s'est clairement révélé et a conduit au plus immense krach de l'histoire mondiale au moment précis où le cours des événements historiques réclamait des partis de la classe ouvrière des méthodes révolutionnaires de lutte. Si la guerre de 1870 porta un coup à la Première Internationale en découvrant que derrière son programme social et révolutionnaire il n'y avait encore aucune force organisée des masses, la guerre de 1914 a tué la IIe Internationale en montrant qu'au-dessus des organisations puissantes des masses ouvrières se tiennent des partis devenus les instruments dociles de la domination bourgeoise.

La conclusion indispensable du succès de la lutte contre l'impérialisme

Ces remarques ne s'appliquent pas seulement aux social-patriotes qui sont passés nettement et ouvertement dans le camp de la bourgeoisie, qui sont devenus ses délégués préférés et ses agents de confiance, les bourreaux les plus sûrs de la classe ouvrière ; elles s'appliquent encore à la tendance centriste, indéterminée et inconsciente, qui tente de restaurer la IIe Internationale, c'est-à-dire de perpétuer l'étroitesse de vues, l'opportunisme, l'impuissance révolutionnaire de ses cercles dirigeants. Le Parti indépendant en Allemagne, la majorité actuelle du Parti socialiste en France, le Parti ouvrier indépendant d'Angleterre et tous les autres groupes semblables essaient en fait de prendre la place qu'occupaient avant la guerre les anciens partis officiels de la IIe Internationale. Ils se présentent comme autrefois avec des idées de compromis et d'unité, paralysant par

tous les moyens l'énergie du prolétariat, prolongeant la crise et multipliant par là les malheurs de l'Europe. La lutte contre le centre socialiste est la conclusion indispensable du succès de la lutte contre l'impérialisme.

Rejetant loin de nous toutes les demi-mesures, les mensonges et la paresse des Partis socialistes officiels caducs, nous, communistes, unis dans la IIIe Internationale, nous nous reconnaissons les continuateurs directs des efforts et du martyre héroïque acceptés par une longue série de générations révolutionnaires, depuis Babeuf jusqu'à Karl Liebknecht et Rosa Luxemburg.

Renverser cet ordre de choses

Si la Première Internationale a prévu le développement à venir et a préparé les voies, si la IIe Internationale a rassemblé et organisé des millions de prolétaires, la IIIe Internationale est l'Internationale de l'action des masses, l'Internationale de la réalisation révolutionnaire.

La critique socialiste a suffisamment flagellé l'ordre bourgeois. La tâche du Parti communiste international est de renverser cet ordre de choses et d'édifier à sa place le régime socialiste. Nous demandons aux ouvriers et ouvrières de tous les pays de s'unir sous l'étendard du communisme, qui est déjà le drapeau des premières grandes victoires prolétaires de tous les pays ! Dans la lutte contre la barbarie impérialiste, contre la monarchie et les classes privilégiées, contre l'Etat bourgeois et la propriété bourgeoise, contre tous les aspects et toutes les formes de l'oppression des classes ou des nations, unissez-vous !

Sous le drapeau des soviets ouvriers, de la lutte révolutionnaire pour le pouvoir et la dictature du prolétariat, sous le drapeau de la IIIe Internationale, prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

NDLR : Les intertitres sont de la rédaction.

Christian Coudène : La révolution allemande (janvier-mars 1919)

Lors des discussions sur la paix de Brest-Litovsk dans le Parti bolchevique, en janvier 1918, tout se concentre sur une question : où en est la révolution en Allemagne, plaque tournante, pour Lénine et les bolcheviks, de la révolution européenne, dont Octobre n'est que la première étape. Le "retard" de la révolution allemande est la toile de fond de la discussion sur la paix séparée. Le 20 janvier 1918, Lénine rejette l'idée *de "fonder la tactique du gouvernement socialiste de Russie en essayant de déterminer si la révolution socialiste éclatera ou non en Europe, et surtout en Allemagne, dans les six prochains mois"*. Mais, polémiquant avec ceux qui veulent risquer *"la défaite des bolcheviks pour détourner une partie des forces de la contre-révolution allemande et sauver ainsi la révolution allemande"*, il affirme en février 1918 : si tel était l'enjeu, il faudrait y aller, car *"sans révolution allemande, nous périrons"*.

Le 29 septembre, la XI[e] armée allemande capitule à Dobro Polje, en Bulgarie, devant les forces alliées, qui s'ouvrent la route de Budapest. L'Allemagne impériale est en crise ouverte, la monarchie austro-hongroise agonise. La guerre a mis l'Allemagne à genoux. L'ancien bolchevik et ingénieur chez Siemens, Krassine, en mission à Berlin, découvre avec stupeur une capitale affamée aux rues sales, où le crottin de cheval n'est jamais balayé, des centaines de magasins fermés avec des pancartes *"A louer"*, des passants blêmes, parfois déguenillés. Moscou et Petrograd lui paraissent en meilleur état.
L'état-major sait que la guerre est perdue. L'armée allemande en Ukraine se désagrège. Les désertions se multiplient, des permissionnaires arborent le drapeau rouge dans les trains.

Lénine, le 1[er] octobre, écrit : *"La révolution internationale s'est rapprochée en une semaine à un point tel qu'il faut l'envisager comme un événement des jours à venir."* Il proclame : *"Nous sommes tous prêts à mourir pour aider les ouvriers allemands à faire avancer la cause de la révolution qui a commencé en Allemagne"*. Le 23 octobre, les dirigeants sociaux-démocrates demandent l'abdication de Guillaume II. L'un d'eux, Konrad Haenisch, explique : *"Il s'agit de la lutte contre la révolution bolchevique, qui monte toujours plus menaçante (...). Il faut sacrifier l'empereur pour sauver le pays"*, c'est-à-dire "l'Etat".
Le 2 novembre, les marins des navires de guerre de Kiel, en Allemagne, se mutinent. Les dirigeants sociaux-démocrates ne répondent plus de rien si l'empereur ne démissionne pas d'ici le 8. La social-démocratie lâche la monarchie pour sauver l'Etat. En quatre jours, un réseau de conseils ouvriers et de soldats se constitue. Le 8, les grèves et manifestations ouvrières contraignent Guillaume II à abdiquer. La révolution allemande commence. Christian Coudène donne ci-après le récit de ses principaux moments et décrit les obstacles auxquels elle s'est heurtée dans cette première phase décisive.

I. Berlin 1918

Les prémisses de la révolution mondiale

Le 1er mai 1916, à Berlin, le Spartakusbund, qui a réussi dans la clandestinité à s'organiser dans toute l'Allemagne, appelle à manifester à Berlin. Un tract d'appel et des papillons collés un peu partout qui donnent le lieu de la manif, et ces mots *"Pain, liberté, paix"*. Liebknecht, aux côtés de Rosa Luxemburg, s'adresse à la foule : *"A bas la guerre, à bas le gouvernement."* Le récit qu'en fait Oscar Hippe (1), qui y participe, est assez long, retenons un passage :

« Dans les derniers jours du mois d'avril, une certaine nervosité régnait parmi les collègues, du moins c'est ce qui me semblait. Je ne pouvais pas me l'expliquer. Quand je demandai à mon frère ce que cela voulait dire, il me répondit "Tu le sauras bientôt". *La veille du 1er mai 1916, mon beau-frère m'expliqua que le lendemain nous n'irions pas au travail parce que l'entreprise participerait dans sa totalité à une manifestation contre la guerre dans la Postdamerplatz. Nous nous sommes retrouvés à l'heure fixée. Dix mille travailleurs s'étaient rassemblés sur la place. Karl Liebknecht prononça un discours depuis la rampe de la gare de banlieue de Postdamerplatz... La police intervint, sans succès une première fois, les manifestants l'empêchaient de parvenir à la rampe. Des unités de police de plus en plus nombreuses entrèrent en lice, la police montée chargea la foule avec une extrême brutalité. Les manifestants réussirent à résister pendant un bon moment. De nombreux policiers tombèrent de cheval. Finalement, ils parvinrent à leur fin : vider la Postdamerplatz. Avec un groupe plus important, nous fûmes repoussés dans la Köthenerstrasse. On disait que Karl Liebknecht avait été arrêté... »*

Il poursuit son récit en relatant les combats entre la police et les manifestants toute la nuit. Les manifestants parviennent à se regrouper devant le tribunal pour tenter de libérer Karl et sont finalement dispersés par la police montée.

C'est cette mobilisation qui va donner naissance à une organisation clandestine mi-syndicale, mi-politique, les "revolutionäre obleute", les délégués révolutionnaires, organisation clandestine qui s'étend à toutes les grandes usines d'armement de Berlin, composée des militants syndicaux qui ont la confiance de leur camarades, capable d'organiser de puissantes grèves dans des conditions très difficiles, où la police cherche à démanteler toute position indépendante de la politique d'union sacrée pratiquée par le parti social-démocrate et la direction des syndicats. Ils seront capables de mettre en grève 55 000 ouvriers le 29 juin, le jour du procès de Karl Liebknecht. Mi-syndicale, car elle regroupe les délégués syndicaux qui ont la confiance de leurs camarades, elle a un pied officiel ;

(1) *Et notre drapeau est rouge*, Oscar Hippe.

mi-politique, car elle est en rupture avec la politique d'union sacrée de leur syndicat, elle a un pied dans la clandestinité.

Kautsky, qui avait dit en décembre 1914 qu'en votant contre les crédits de guerre Liebknecht allait se rendre ridicule, écrit en août 1916 à Victor Adler : *"Liebknecht est aujourd'hui l'homme le plus populaire dans les tranchées : tous ceux qui reviennent du front sont unanimes sur ce point."* Retenons ce jugement qui explique ce qui va suivre.

Si Lénine attend la révolution en Allemagne d'abord, c'est parce que ces événements montre à la fois la maturité de la mobilisation des travailleurs et la capacité de son avant-garde à prendre les initiatives. En Russie, le Parti bolchevique a toutes ses liaisons détruites, il est difficile de concevoir ce qui peut se passer en cas d'effondrement du régime.

En Allemagne la situation semble plus mûre, le prolétariat a montré sa capacité à descendre dans la rue, Rosa Luxemburg et Karl Liebknecht, qui sont retournés en prison, ont défié l'empire tout puissant dans sa citadelle même.

L'année 1917

C'est pourtant en février 1917 que la révolution éclate en Russie. Pour suivre les événements en Allemagne, il faut toujours avoir présent à l'esprit ce qui se passe en Russie, tant les choses vont désormais être imbriquées, ce qui ne veut pas dire simultanées. Pour gagner du temps, on supposera connus les événements russes au jour le jour.

• Démanteler le Spartakusbund

La bourgeoisie décide de démanteler le Spartakusbund : dès juillet 1916, la direction des syndicats diffuse un tract dénonçant *"la propagande en faveur de grèves et d'actions de masse, pour lesquelles syndicats et parti social-démocrate déclinent toute responsabilité"*. Rosa Luxemburg est détenue "préventivement". Liebknecht est condamné à 4 ans de bagne.

La police traque la direction du Spartakusbund, cherche à démanteler la diffusion des lettres de Spartacus, arrête même Franz Mehring, pourtant très âgé ; elle arrivera même, sur les sept membres de la direction de Spartakus, a en arrêter six. Cependant, l'organisation continue de diffuser et augmente même son réseau, au grand désespoir de la police, qui se veut d'une efficacité toute prussienne. Les deux militants qui arrivent à maintenir les liaisons sont Léo Jogiches (2) et Hugo Eberlein. *"Vers le milieu de 1915, nous avions établi la liaison avec 300 villes, au début de 1918 nous avions des responsables dans plus de 1 000 localités"* (3). Cette appréciation montre que l'année 1917 renforce la ligue Spartacus, mais la répression policière, l'arrestation de presque toute la direction, l'envoi au front de tous les jeunes affaiblissent ses capacités au moment où la situation devient plus favorable avec le développement de la révolution en Russie. Une autre offensive pare-feu va se développer contre le Spartakusbund.

• Kautsky se dispose pour faire barrage

Si Kautsky était inquiet de la popularité de Liebknecht en 1916, l'éclatement de la révolution russe l'amène à réviser sa tactique. La direction du parti (Ebert, Scheidemann) adapte elle aussi son discours, elle met en avant la demande d'une paix sans annexion, d'une réforme du mode de scrutin en Prusse (un Junker (noble prussien) avait autant de voix que 1 000 ouvriers). On comprend pourquoi : depuis 1914, les sociaux-démocrates avaient justifié la guerre au nom de la défense de la patrie contre les hordes russes. La fuite du tsar, l'instauration d'un gouvernement à Petrograd dans lequel se trouvent des socialistes prennent à contre-pied ce discours militariste. Et

(2) Avec Rosa Luxemburg et Liebknecht, il est la tête du Spartakusbund. Ils sont donc tous en prison au moment où, précisément, la question de renforcer le pôle révolutionnaire indépendant et sortir de l'USPD, en tirant le bilan de cette grève, devient urgent.
(3) Rapport de H. Eberlein, cité par G. Badia dans *Le spartakisme* (l'Arche, 1967).

pour ne pas être en reste avec les Russes qui ont chassé leur empereur, on promet que, après la guerre, on demandera le suffrage universel. En attendant, il faut serrer les rangs pour gagner, car sinon il n'y aura pas de paix sans annexion.

Kautsky se rend parfaitement compte que cet ajustement de la ligne ne suffit pas pour endiguer la révolte des militants, qui reflète la pression des masses qui en ont assez de la guerre, de la faim, de la misère, et qui veulent "faire comme les Russes". Il entre dans une opposition qui se constitue au niveau du groupe parlementaire. Pour contenir la colère des militants, cette opposition d'une quarantaine de députés (sur 110) propose qu'on demande le financement de la guerre par un impôt sur le revenu. On sait qu'en France aussi, dès 1916, pour faire avaler le massacre, les dirigeants de la SFIO ont avancé cet argument.

Kautsky accompagne un mouvement qui, poussé par la base, aboutit à la tenue d'une conférence de l'opposition, puis à l'exclusion de l'opposition, qui se trouve contrainte de se constituer en Parti social-démocrate indépendant (USPD). A Berlin, c'est la base ouvrière du parti qui se retrouve chez les indépendants, et en particulier les "délégués révolutionnaires".

Kautsky a expliqué dans une lettre à Adler hésitant qu'il fallait faire ce pas, car sinon les ouvriers iraient en masse au Spartakusbund. Ce calcul sera fort important pour les événements de Berlin, qui va devenir la citadelle de la révolution.

• Les grèves d'avril

Avril 1917, c'est le premier choc en Russie entre le gouvernement provisoire et les masses, le retour de Lénine qui redresse le cours du Parti bolchevique, le dégage de la collaboration critique avec le gouvernement et l'oriente sur la perspective *"Tout le pouvoir aux soviets"*, dirigés à ce moment-là par les mencheviks et les SR.

En Allemagne, le gouvernement décide de réduire les rations de pain. Un des dirigeants des délégués révolutionnaires, Richard Muller, devrait être envoyé au front. Cette double provocation pousse les délégués de Berlin à appeler à la grève. Le lundi 16 avril, 300 000 ouvrier(e)s sont en grève dans 319 entreprises de Berlin.

Le gouvernement, surpris par l'ampleur du mouvement, promet d'améliorer le ravitaillement et de ne prendre aucune sanction. Tous les responsables de la direction des syndicats sont envoyés dans les usines dissuader les ouvriers de continuer la grève. Le travail reprend, mais 40 000 ouvriers continuent. L'état-major a pris ses dispositions, l'armée place toutes les usines d'armement sous contrôle militaire, envoie au front les jeunes, arrête trois dirigeants, dont l'un est membre de la ligue Spartacus.

La grève touche d'autres villes. A Leipzig, une grande assemblée des grévistes vote les revendications et envoie une délégation au chancelier. Hindenburg, le chef d'état-major, s'adresse aux syndicalistes, dénonce la grève comme une trahison du soldat dans les tranchées, son représentant à Berlin ajoute : *"Quiconque fait grève est un chien."* Et l'on sait qu'abattre un chien, c'est vite fait. Les leaders syndicaux se servent de ces menaces pour intimider les ouvriers.

Le fossé se creuse entre la base ouvrière indignée et les bonzes du SPD et des syndicats, qui se mettent du côté de l'état-major de plus en plus détesté.

Une révolte des marins est matée en août, trois meneurs sont condamnés à mort et exécutés. Au Parlement, Ebert et Scheidemann (SPD) approuvent ces exécutions ; Haase, pour les indépendants (USPD), s'y oppose, sous les quolibets et hurlements de la grande masse des députés. Rappelons qu'au même moment, Lénine se cache, Trotsky est arrêté ; la révolte des soldats de Petrograd est matée par Kerenski, chef socialiste du gouvernement provisoire. On évalue à 30 000 le nombre de déserteurs à Berlin.

La création de l'USPD et la position de Spartakus

La composition de l'USPD est très contradictoire, on y trouve des hauts dirigeants de la social-démocratie qui, en

1914, ont accepté la guerre et l'Union sacrée, trahissant le mandat des congrès de l'Internationale : Kautsky, Hilferding, Bernstein, oui le fameux Bernstein porte-parole du révisionnisme, contre lequel Rosa Luxemburg ou Lénine ont tant polémiqué au début du siècle. D'autres dirigeants ont accepté l'Union sacrée à contre-cœur, par discipline de parti, tel Ledebour ou Haase. Ledebour a participé à la conférence de Zimmerwald en 1915 et Lénine a tenté vigoureusement de lui faire promettre qu'il voterait contre les crédits de guerre, comme Liebknecht, ce qu'il refusera. Enfin, dans l'USPD, se retrouve la masse des délégués ouvriers, et en particulier les "revolutionäre obleute", (délégués révolutionnaires).

Rosa Luxemburg, qui a combattu le centre kautskyste dès 1915, exprime une grande colère de sa prison en apprenant que les délégués de son groupe (L'Internationale, qui deviendra ensuite le Spartakusbund) ont voté la résolution de Zimmerwald avec Ledebour. Sans pouvoir se concerter (Rosa est en prison), Lénine et Rosa Luxemburg sont donc sur la même longueur d'onde, contrairement à ce qu'on raconte ici ou là. Les *Lettres de Spartakus* vont engager un combat acharné pour faire la clarté sur la capitulation des dirigeants et la couverture critique que leur apporte Kautsky ou Ledebour. Le SPD comporte donc dès 1915 trois tendances affichées, la droite, le centre et la gauche, selon la position qu'ils adoptent sur la guerre et l'Union sacrée. Quand, le 1er mai 1916, Liebknecht propose à Ledebour d'appeler à la manifestation, celui-ci refuse.

La révolution russe de février 17 bouleverse les petits calculs politiciens ; Kautsky ne dit plus que Liebknecht s'est ridiculisé en 1914, il a peur de perdre toute influence sur les ouvriers, Ledebour et Haase se sont fait exclure du SPD, car la bourgeoisie veut concentrer tous ses efforts sur le front ouest de façon à obtenir un gain définitif et ne peut tolérer des hésitations dans le soutien de la social-démocratie. Le *Vorwaerts*, journal du SPD de Berlin, est réorganisé sous la pression de l'armée, car sa ligne n'est pas assez militariste.

Les "délégués révolutionnaires", et la base en général, ont poussé à transformer cette exclusion du centre en constitution d'un nouveau parti. Mais la révolution russe de février donne raison aussi à Rosa Luxemburg, qui comptait sur le mouvement spontané des masses comme en 1905 pour briser le carcan réactionnaire et l'influence délétère du vieux parti. Kautsky, qui connaît parfaitement bien l'ouvrage de Rosa *Réforme et révolution,* est très conscient que ce surgissement de la spontanéité qu'attendait Rosa va profiter à la tendance révolutionnaire. D'où son calcul. Etre là pour freiner, changer pour contenir.

A l'opposé, la base ouvrière de ce parti, incarnée entre autres par les délégués révolutionnaires, cherche une politique indépendante et va vers la gauche et la position révolutionnaire.

C'est ce qu'on appellera, en référence à cette situation, le centrisme dans le mouvement ouvrier, car ces processus se retrouveront dans de nombreux pays et dans de nombreuses circonstances par la suite, et aujourd'hui encore ; chaque fois qu'un tournant de la situation mondiale s'opère, ce processus se reproduit sous des formes originales dans divers pays. Une organisation se crée, en rupture avec la politique réactionnaire du vieux parti, mais qui combine les éléments révolutionnaires et les anciennes positions, ce qui donne le caractère confus et inachevé à son programme.

Les divergences de Lénine avec Rosa Luxemburg

Nous verrons plus loin pourquoi on a tenté d'opposer Lénine et Rosa Luxemburg, qui ont eu des divergences, mais pas celles que l'on présente le plus souvent.

Lénine insiste sur la nécessité de constituer des partis qui combattent pour une III[e] Internationale dès septembre 1914, car il tire le bilan de la faillite de la IIe et considère que l'urgence est de regrouper ceux qui n'acceptent pas la

trahison, combattent la guerre et l'Union sacrée. Il considère comme un modèle la position prise par Liebknecht au Reichstag (faut-il rappeler que son discours devant le Parlement a été élaboré avec Rosa Luxemburg ?). A la conférence de Zimmerwald, les bolcheviks cherchent à regrouper la gauche sur leurs amendements tout en votant pour le manifeste commun contre la guerre. Rosa Luxemburg considère que ce genre de conférence, c'est du baratin qui entretient la confusion, puisque s'y retrouvent les partisans honteux de l'Union sacrée et les révolutionnaires (4). Elle considère que la confusion entretenue non seulement par Kautsky, mais aussi par Ledebour, est dangereuse pour le futur. Les spartakistes vont avoir une position assez proche de celle des bolcheviks : ils se constituent comme une tendance du SPD de façon à avoir accès aux assemblées du parti et aux militants (combat légal) et éditent leur presse illégale, constituent leur réseau clandestin national, leur imprimerie, leur appareil (combat illégal). Ce qui s'apparente fort à l'organisation bolchevique russe. Il y a une différence importante cependant, qui va apparaître cruciale par la suite.

La constitution de l'USPD en 1917 pose évidemment un problème nouveau. Une conférence nationale de la ligue Spartakus est convoquée en janvier 1917. En décembre 1916, Leo Jogiches avait résumé dans une circulaire la tactique : *"L'opposition ne doit continuer à appartenir au parti social-démocrate actuel qu'aussi longtemps que celui-ci ne gêne pas son action politique autonome."* Le 6 janvier 1917, la conférence des spartakistes décide le maintien en tendance dans le parti, tout en considérant qu'il faut se tenir prêt à le quitter. Seule une petite minorité de Brème décide de quitter le SPD.

C'est du 6 au 8 avril que se constitue l'USPD dans un congrès à Gotha. Depuis janvier, un fait immense, la chute du tsar. Les dirigeants spartakistes ont beaucoup hésité à participer à ce congrès et au nouveau parti politique. D'une part, les analyses de Rosa Luxemburg sont confirmées par la marche des événements : la mobilisation spontanée des masses renverse en février l'autocratie en Russie, les ouvriers allemands se révoltent, les soldats au front en ont assez de la barbarie de Verdun. D'autre part, l'USPD regroupe les meilleurs militants du SPD et des syndicats, les cadres organisateurs des grèves de 1916 et 1917, et il faut tenir compte de cet obstacle : ils sont sous la coupe des Kautsky, Ledebour, les pires capitulards, ceux qui sont capables d'habiller la capitulation de mots marxistes, socialistes, révolutionnaires.

Tous étaient d'accord qu'il s'agissait d'un parti fondé sur la confusion et la phrase. Rosa Luxemburg avait fustigé avec tant de force Kautsky et le "marais", qu'ils ne pouvaient avoir la moindre illusion. *"La social-démocratie est un cadavre puant"*, avait écrit Rosa (Lénine, beaucoup plus tard, le rappellera à ceux qui, après son assassinat, voulaient falsifier ses positions). Mais la présence des "délégués révolutionnaires" dans l'USPD, le vote des assemblées de militants de Berlin en faveur de positions présentées par les spartakistes les amènent à faire le choix de se constituer en tendance dans l'USPD, avec un objectif résumé par Kate Duncker, qui assume de lourdes tâches de direction, car son mari a été arrêté : *"Nous marcherons séparément, mais nous pouvons battre ensemble notre ennemi commun."*

Cette position (contestée par le groupe de Brème) n'est pas suivie d'une tactique appropriée vers la constitution de la ligue en parti — ce qui semblait une nécessité, vu la caractérisation qu'ils fai-

(4) Lettre à Léo Jogiches du 8 décembre 1915 : *"Je regrette fort, par exemple, que l'on ne m'ait pas à l'époque informée en temps utile du projet de Zimmerwald. Je tiens la chose non seulement pour ratée, mais encore pour une erreur catastrophique, qui, dès le départ, a engagé dans une voie fausse l'évolution ultérieure de l'opposition et de l'Internationale. J'apprends maintenant que l'on projette une rencontre en Allemagne : si cette fois on n'agit pas avec une rigueur et une logique impitoyables, mieux vaudrait que la rencontre n'ait pas lieu... Notre tactique à cette conférence devrait tendre non à rassembler sous un même chapeau toute l'opposition, mais à l'inverse, à dégager de cette bouillie le petit noyau capable d'agir que nous pourrions grouper sur nos positions... Les ouvriers suivront certainement les prises de position les plus radicales, ceux de Berlin notamment qui sont mécontents, même de Ledebour et de Stadthagen..."*

saient de l'USPD — en cherchant à gagner sa base ouvrière. Lénine appuie la position du groupe de Brème, convaincu que la confusion va s'avérer catastrophique pour le prolétariat allemand ; il a l'expérience de la position centriste de Trotsky en 1912, qui, au nom de l'unité du parti, fut un obstacle à la clarification nécessaire, divergence réglée en juin 1917 par l'adhésion de Trotsky et de son organisation au Parti bolchevique. Rosa Luxemburg et Liebknecht en prison sont hors course, il est probable que Rosa compte sur la clarification par l'émergence de l'action de masse comme en Russie. Elle ne peut avoir à ce moment-là les éléments de la gigantesque bataille qui se livre entre les masses et le gouvernement provisoire où trônent les mencheviks, combat dans lequel le Parti bolchevique, après les *Thèses d'avril*, joue un rôle décisif et parvient à conquérir la majorité dans le prolétariat. L'orientation qui aurait combiné l'appel à un nouveau parti indépendant du SPD après les grèves de mai 1916 avec un travail dans le SPD apparaît après coup le grand problème. Le temps perdu a ouvert un vide utilisé par Kautsky, Haase, Ledebour. C'est ce que F. Mehring reconnaît assez vite en 1918. Ensuite, si agir comme tendance dans l'USPD n'était pas une tactique absurde vu sa composition, pour gagner les délégués révolutionnaires par exemple, l'orientation vers un nouveau parti véritablement indépendant, autour de la ligue, ne fut pas placée au centre des initiatives, en combinaison avec une tactique souple comme celle de Lénine à Zimmerwald ; mais il faut souligner l'extrême difficulté de cette élaboration dans les conditions de la répression, de l'incarcération de la direction. Même Jogishes, qui fut le pilier de tout le travail clandestin à partir de 1914, et qui avait réussi à passer à travers les mailles du filet, se retrouvera en prison à un moment décisif.

Un côté fort et un côté faible

Il ne fait pas de doute que la conception de Rosa Luxemburg avait un côté fort et un côté faible. Son côté fort : sa confiance dans la spontanéité du prolétariat, qui est commune aux marxistes : *"L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes."* Son côté faible : cette spontanéité ne suffit pas. Mais ce sont les événements en Russie en 1917 et ceux de l'Allemagne en 1918 qui vont définitivement le démontrer. Comme Trotsky en 1917, Rosa Luxemburg rejoindra la position de Lénine en novembre-décembre 1918, au feu de la révolution. Il est donc fondamental de comprendre comment le centre kautskyste a joué un rôle destructeur en liaison avec la droite engagée totalement dans l'Union sacrée, au moment où la constitution de la direction révolutionnaire pouvait faire un pas en avant.

Et octobre 1917 arrive.

L'année 1918

La révolution d'Octobre bouleverse à nouveau toute la situation mondiale. Immédiatement, la ligue Spartacus salue la révolution d'Octobre, et désormais, en Allemagne, la presse bourgeoise et la presse social-démocrate vont utiliser comme synonymes les mots spartakistes et bolcheviks.

• La révolution russe menacée

La proposition de paix du gouvernement des soviets et leur déclaration de retrait de la guerre a un immense écho dans toute l'Europe. Plutôt que de suivre les événements au jour le jour, nous allons suivre la façon dont s'y prend la bourgeoisie, aidée par Kautsky, pour faire barrage à cet enthousiasme pour les bolcheviks. Nous verrons les efforts de la classe ouvrière allemande pour aider les ouvriers russes.

Afin de contrer la sympathie pour la révolution russe, le gouvernement et l'état-major mobilisent les médias, le bolchevisme y est présenté comme *"asiatique"*, *"réactionnaire"*, la droite puise dans le fonds de commerce antisémite et la direction du SPD n'est pas en

reste : on trouve dans le compte rendu du Conseil des ministres du 28 octobre 1918 une remarquable trace de la façon dont les différents acteurs se sont partagés le travail d'intox : alors que l'offensive allemande a permis le déchaînement de la violence contre-révolutionnaire en Russie, Scheidemann suggère d'envoyer en Russie des *"journalistes habiles, qui relateront de façon frappante dans la presse allemande la situation terrible de la Russie afin d'étouffer toute sympathie envers le bolchevisme"*. Le ministre des Affaires étrangères de la bourgeoisie, lui, propose que cette propagande soit faite par la presse du parti social-démocrate (5).

Eisner, militant de l'USPD, qui sera président de la République des conseils de Bavière en 1918, a raconté comment se passaient les choses pendant la guerre : les rédactions des journaux étaient réunies tous les matins par un officier de l'état-major, qui leur donnait la ligne éditoriale du jour.

Les travailleurs allemands, eux, se lancent dans l'action pour aider la classe ouvrière russe.

• Le 28 janvier, 400 000 ouvriers et ouvrières de Berlin sont en grève

L'impérialisme allemand intervient alors pour permettre à la bourgeoisie d'écraser la révolution finlandaise, le premier grand massacre contre-révolutionnaire commence. A Brest-Litovsk, les pourparlers sont en cours entre la délégation des soviets dirigée par Trotsky et les gouvernements allemand et autrichien. Le gouvernement autrichien en pleine déconfiture est partisan de l'armistice. L'impérialisme allemand veut dicter les conditions d'une paix carthaginoise (6) pour reporter rapidement ses troupes sur le front ouest. La grève générale éclate à Vienne, le 14 janvier, grève politique s'il en fut : c'est en effet le 10 janvier que le général Hoffman, à Brest-Litovsk, avait posé un ultimatum à la délégation des soviets pour faire échouer toute poursuite de la discussion qui pouvait conduire à un compromis avec le gouvernement autrichien. La classe ouvrière de Vienne se dressa comme un seul homme pour aider ses frères de Russie. Depuis un an se développaient les fraternisations sur le front de l'Est. La direction social-démocrate autrichienne, pour sauver la monarchie, fait refluer et casse le mouvement, qui s'effiloche après le 20 janvier.

"Berlin 1918", une mention spéciale

Dès l'ouverture des négociations de Brest-Litovsk, la ligue Spartacus lance l'appel au combat. Un tract de la ligue, intitulé *"L'heure de la décision"*, est diffusé massivement : *"Il n'y a qu'un moyen d'arrêter le massacre des peuples et d'aboutir à la paix : c'est de déclencher une lutte de masse qui paralyse toute l'économie et l'industrie de guerre, c'est d'instaurer, par la révolution de la classe ouvrière, une république populaire en Allemagne. Et c'est par ce moyen seulement que la révolution russe peut être sauvée."*

L'USPD a une position mi-chèvre, mi-choux. Il lui est difficile de ne pas admettre que les propositions bolcheviques de paix sans annexions, droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, sont celles mêmes qu'ils avançaient ; mais puisque les impérialistes anglais et français répondent non, il faudrait attendre, les travailleurs ne sont pas prêts ; en quelque sorte, si les ouvriers anglais et français se mettaient en grève générale, alors, on pourrait voir, c'est toujours le même refrain depuis 1914. Jogiches, en racontant les préparatifs de la grève, résume avec humour leur attitude, que tout militant qui a lancé un jour une grève reconnaîtra tant elle est typique des bonzes politiques et syndicaux à la veille d'un mouvement d'ampleur : *"Dans les masses, disaient-ils, le climat n'est pas favorable à une telle action. On sait bien que ces gens-là, chaque fois qu'ils ont la diarrhée, prétendent que les masses ont mal au ventre."* Les militants syndicaux

(5) Badia, *Les spartakistes* (Julliard, 1966).
(6) Paix qui écrase l'adversaire.

de l'USPD appuient les propositions spartakistes, mais la direction de l'USPD prétend qu'appeler à la grève mettrait en péril les parlementaires qui seraient arrêtés, et refuse. On fait une déclaration des députés particulièrement vague et sans risque : *"L'heure est venue d'élever votre voix pour une paix sans annexion ni indemnités. Vous avez maintenant la parole."*

Avec les militants syndicalistes de l'USPD, les délégués révolutionnaires, les spartakistes appellent à la grève oralement et par papillons non signés. Jogiches rapporte une anecdote révélatrice : pour sortir un tract, les indépendants demandèrent aux spartakistes de le sortir sur leur imprimerie clandestine, car ils n'en avaient pas. N'ayant pas pu se mettre d'accord sur le contenu du tract, les spartakistes refusèrent. On voit que l'USPD (SPD indépendant), qui dispose d'un groupe parlementaire important, de milliers d'adhérents, qui dirige des syndicats de masse, n'a aucun appareil clandestin, et, de ce fait, n'a évidemment pas d'indépendance politique. Le mot indépendant est là pour tromper les travailleurs.

Dès que furent connus les événements d'Autriche, les délégués révolutionnaires consultèrent leur base et se rendirent compte à quel point les ouvrier(e)s étaient prêt(e)s. Le 26, les papillons non signés étaient diffusés, appelant à la grève. Le tract du Spartakusbund appelant à la grève suggère de constituer dans toutes les usines un conseil ouvrier élu, un délégué pour 1 000, sur le modèle autrichien et russe. Le dimanche 27, une assemblée de 1 500 délégués syndicaux de toutes les usines d'armement de Berlin *"dans un silence impressionnant, sans cris ni applaudissements, décida à l'unanimité de suivre l'ordre de grève"*.

La direction du SPD et celle des syndicats mobilisèrent toutes leurs forces : 1) pour être présents dans les comités de grève, 2) pour "manger" le mouvement par en haut. Un comité d'action de onze membres fut chargé de diriger le mouvement, on y ajouta 3 dirigeants du SPD (Ebert, Scheidemann, Braun) et 3 de l'USPD (Haase, Dittman, Ledebour). Ebert expliquera : *"Je me suis joint à la direction du mouvement dans l'intention arrêtée de faire cesser rapidement la grève et d'empêcher qu'elle ne cause quelque tort à l'Allemagne."* Ajoutons que les dirigeants de l'USPD, ne voulant surtout pas donner un caractère politique au mouvement, ne pouvaient que passivement laisser faire Ebert. Mais il avait fallu le poids et le prestige des délégués révolutionnaires pour permettre cette entourloupe. En effet, dans l'assemblée des 1 000 délégués des grévistes, le lundi après-midi, la première revendication adoptée était *"conclusion rapide d'une paix sans annexions ni indemnités"*. Puis *"levée de l'Etat de siège, libération des emprisonnés politiques, démocratisation des institutions"*. Un appel à tous les prolétaires d'Allemagne était adopté. Quand la proposition fut faite de faire entrer dans le comité d'action, véritable comité central de grève, les 3 dirigeants SPD et 3 USPD, une grande réticence se fit jour, puisqu'il y eut deux votes négatifs, et il fallut que le président des "revolutionäre obleute", Richard Müller, mette tout son poids dans la balance pour que ce soit accepté. Jogishes rapporte que les militants spartakistes présents ont été ballottés, ne mesurant pas ce qui se jouait.

Le mardi 29, la grève s'étend à d'autres villes et touche un million de grévistes. Dès lors, tout l'effort de Ebert et Scheidemann consiste à négocier avec le gouvernement sur le ravitaillement pour qu'il donne quelques miettes et à laisser pourrir la grève en ne lui donnant aucune perspective politique. Le gouvernement a pris ses précautions : il fait occuper par la police la maison des syndicats où se réunissait l'assemblée des délégués de grève. Il surveille tous les lieux où elle pourrait se replier afin de couper toute influence de la base sur la direction pour que le comité d'action chapeauté par Ebert-Scheidemann puisse diriger sans concurrence.

Le mercredi et le jeudi, à Berlin, la tension monte, et la grève prend son cours vers l'insurrection. Mais la "direction" ne l'entend pas ainsi.

A partir du jeudi, 500 ouvriers par jour reçoivent des ordres de mobilisation. La police occupe tous les lieux stratégiques. Alors que la grève tient et que le moral des ouvriers est bon, le 3 février, le comité d'action donne l'ordre de reprise du travail.

Les spartakistes ont diffusé de nombreux tracts pendant la semaine, dont le tirage va de 25 000 à 100 000 exemplaires, mais ils sont lâchés par les "délégués révolutionnaires", qui subissent toute la pression des dirigeants de l'USPD, qui accusent les spartakistes d'aventurisme. Richard Müller estime que le moment n'est pas venu d'abattre l'empire. Ce moment marque une difficulté supplémentaire dans la construction du parti dont la classe ouvrière a besoin. Les "délégués révolutionnaires", qui avaient organisé la grève de 1916 avec les spartakistes, se trouvent en opposition avec eux, alors qu'ils étaient le point d'appui sur lequel comptaient les spartakistes dans l'USPD.

Dès lors, la répression peut se déchaîner. Jogiches est arrêté en mars, Richard Müller part au front, comme 50 000 ouvriers qui portent sur leur livret militaire la mention *"Berlin 1918"*.

On voit là les conséquences non seulement de la politique réactionnaire du SPD, mais aussi le désastre que représente l'attitude de l'USPD : en effet, jusque-là, la révolution russe s'est développée sans obstacle, portée par l'immense soutien populaire au gouvernement des soviets qui a décidé la paix. Et le capital de sympathie pour les Russes est énorme dans tous les pays. Or, dès la fin des grèves à Vienne et surtout à Berlin, l'état-major durcit le ton à Brest-Litovsk et met le couteau sous la gorge du gouvernement des soviets. Cela crée une cassure au gouvernement entre bolcheviks et SR de gauche, menace d'éclatement le Parti bolchevique, et finalement l'impérialisme allemand impose sa paix carthaginoise.

La crise s'aggrave

Menacé sur ses arrières par la révolution, l'état-major lance l'offensive sur le front ouest en y jetant toutes ses forces. L'autre camp impérialiste fait de même, en lançant les jeunes Américains dans la fournaise.

La violence accrue contre les soldats au front, la faim qui frappe les habitants des villes vont faire basculer la situation. En septembre, l'état-major décide de demander l'armistice, et de le faire faire par un gouvernement socialiste.

Ebert et Scheidemann entrent au gouvernement pour gérer la défaite et protéger la caste militaire, *"faire l'économie d'une révolution"*, disent-ils.

Kautsky va tenir sa partition dans cette tempête. En août, il a publié un livre à Vienne. Si Lénine y répond en y consacrant toute une brochure, c'est que Kautsky constitue ce qu'on appelle aujourd'hui le "think tank" (réservoir d'idée) de la contre-révolution ; lorsque les masses sont chaque jour un peu plus indignées de leur sort, on ne peut combattre la révolution russe seulement avec des insultes.

L'essentiel de l'argumentation de Kautsky est d'utiliser la violence de la contre-révolution en Russie pour faire peur aux ouvriers allemands : la révolution russe doit se contenter d'instaurer la démocratie parlementaire, car la Russie n'est pas mûre pour le socialisme ; en allant plus loin, les bolcheviks ont provoqué une catastrophe économique et politique.

Mais l'Allemagne, qui est un pays beaucoup plus civilisé, doit éviter cette erreur. En instaurant la démocratie parlementaire, le prolétariat doit bannir toute action révolutionnaire.

On retrouve là le discours des dirigeants du SPD qui traite les bolcheviks de barbares asiatiques, en plus élaboré.

Cette campagne est nécessaire, puisque, pour les travailleurs allemands sous l'uniforme ou dans les usines, les barbares, les assassins, ce sont leurs généraux, qui les envoient au massacre, leur empereur qui a refusé l'offre de paix des soviets.

C'est à cette position que Rosa Luxemburg avait fait une ironique allusion quand elle avait écrit à Louise Kautsky en

novembre 1917 : *"... ainsi que l'a calculé ton judicieux époux..."* (7).

L'insurrection que les dirigeants du SPD et de l'USPD ont réussi à contenir en janvier couve en octobre et va bouleverser tout le dispositif combiné de Hindenburg et Ebert.

Le comité d'action reconstitué à Berlin par les délégués révolutionnaires et les spartakistes en octobre va intégrer Liebknecht, libéré le 22 octobre. La décision de l'insurrection est adoptée pour le 4 novembre. Les hésitants de l'USPD parviennent à faire adopter par 21 voix contre 19 le report de la date.

Le 5 novembre, les marins se soulèvent pour ne pas se faire massacrer dans une sortie aventureuse, baroud d'honneur des officiers, et prennent le pouvoir à Kiel. Ebert tente de sauver la monarchie jusqu'au bout, mais la digue a cédé et le flot monte. Le 8 novembre, un conseil provisoire d'ouvriers, de soldats et de paysans prend le pouvoir à Munich. Partout, les soldats élisent leurs délégués et forment leurs conseils.

A Strasbourg, le conseil de soldats entonne *L'Internationale*.

Le 8 dans l'après-midi, le comité d'action de Berlin décide l'appel à l'insurrection pour le lendemain 9 novembre, car un dirigeant USPD vient d'être arrêté. Le 9, sans attendre les consignes, les ouvriers de Berlin convergent vers le centre-ville, les soldats fraternisent avec eux. L'empereur s'est enfui, le gouvernement a disparu. Ebert appelle les ouvriers à rentrer chez eux. Depuis un an, il martèle que la révolution, c'est la violence, le désordre, la famine, la misère, voyez les Russes. Et ce jour du 9 novembre, la révolution a commencé, partout l'Allemagne se couvre de conseil d'ouvriers et de soldats, ces organismes de la démocratie directe que la révolution russe a instaurés pour la première fois.

Rosa Luxemburg est enfin libérée. Si le Spartakusbund a des groupes dans toute l'Allemagne, à Berlin, alors que Liebknecht est partout acclamé par la foule, il ne compte qu'une cinquantaine de militants.

Christian Coudène

(7) Lettre à Louise Kautsky, novembre 1917 : *"Te réjouis-tu des Russes ? Bien entendu, ils ne pourront se maintenir parmi ce sabbat infernal — non pas à cause de la statistique, qui témoigne du développement arriéré de la Russie, ainsi que l'a calculé ton judicieux époux —, mais parce que la social-démocratie de cet Occident supérieurement développé est composée de poltrons abjects... Mais c'est un acte d'une envergure historique mondiale, dont les traces resteront marquées à travers les siècles."*

II. Les dures leçons de la révolution allemande

Le problème que pose la révolution est comme en Russie l'existence de deux pouvoirs. D'une part, le gouvernement provisoire, dirigé par Ebert et Scheidemann, mais qui intègre désormais 3 ministre USPD, dont Haase ; d'autre part, le conseil des délégués des ouvriers et soldats de Berlin.

Le rôle du centrisme, le gouvernement Ebert-Haase

Cette situation n'est pas différente de celle de la révolution russe en février, mais on voit déjà qu'il a été impossible de mettre un Junker ou un bourgeois à la tête du gouvernement provisoire comme le prince Lvov en février en Russie, et que, d'emblée, Ebert fait baptiser son gouvernement "gouvernement des commissaires du peuple", tant la pression des masses est forte, et il y intègre l'USPD. Une bataille se mène lors du congrès des conseils pour empêcher Rosa Luxemburg et Liebknecht d'y prendre la parole (1). Déjà, la bourgeoisie allemande a compris où est la tête de la révolution et isoler les spartakistes est l'urgence de l'heure. Jamais l'état-major allemand n'aurait imaginé en avril 1917 que les socialistes qu'il avait autorisés à aller de Suisse à Petrograd présentaient un quelconque danger. Désormais, Lénine a tenu une année à la tête du gouvernement des soviets et la révolution allemande soulage la révolution russe : il est vital de tromper les travailleurs et les soldats, et pour cela la bourgeoisie, la noblesse, les généraux font profil bas en disparaissant derrière le gouvernement SPD-USPD, qui maintient tout l'appareil d'Etat. Le maréchal Hindenburg donne même la consigne aux officiers de participer aux conseils de soldats et de les aiguiller vers une voie de garage : restons disciplinés pour organiser le retour des hommes dans leur foyer en bon ordre et sans pagaille.

Les spartakistes éditent un journal, *Die Rote Fahne (Le Drapeau rouge)*, dont Rosa Luxemburg signe les principaux articles.

Une campagne de haine est déversée sans compter les moyens pour dénoncer Rosa Luxemburg et Liebknecht comme des terroristes, des irresponsables, des aventuriers, qui veulent la violence alors que la révolution allemande est pacifique, calme, disciplinée et ne doit pas suivre les excès des bolcheviks barbares asiatiques. *"Rosa la sanglante"*, épithète matraquée pour tenter de contrer le prestige de celle que les femmes de Berlin ont accueillie avec des fleurs et des larmes en 1916, lorsqu'elle avait été libérée une première fois, après avoir purgé une année de prison pour son opposition à la barbarie sanglante de la guerre.

La marche des événements amène les travailleurs et les soldats à se heurter au gouvernement. Dans le congrès des conseils, en décembre, bien que la majo-

(1) Bien que cela puisse paraître secondaire, il s'agit d'un fait révélateur : le SPD a besoin de l'USPD pour contenir la révolution, les délégués de l'USPD représentent une part importante de ce congrès et suivent les "délégués révolutionnaires", qui, eux-mêmes, travaillent depuis des mois avec les spartakistes. Il était donc facile de poser un ultimatum pour imposer la prise de parole de Liebknecht et Luxemburg, simple élément élémentaire de démocratie. Les délégués révolutionnaires, qui sont souvent confondus par les masses ouvrières avec les spartakistes, jouent là un rôle particulièrement négatif, ils ne les aident pas et appuient au contraire par leur passivité le diktat de Ebert, qui redoute par-dessus tout l'influence de ces deux têtes capables de déjouer ses pièges.

rité soit largement composée de délégués du SPD, une motion vient perturber le cours prévu des débats, les soldats votent l'abolition de la discipline à l'égard des officiers. Il faudra beaucoup d'efforts et de ruse à Ebert pour l'enterrer : cette question va être au cœur de la contre-offensive du gouvernement.

Dans cette situation, l'USPD joue un rôle de frein décisif, puisque la participation de ses responsables au gouvernement donne du crédit à la prétendue révolution pacifique et socialiste du "camarade" Ebert, ses responsables pèsent en retenant constamment les militants influencés par les spartakistes et en les bloquant sur une position progouvernementale. Les "délégués révolutionnaires" sont devenus un obstacle majeur, car ils sont reconnus par les masses comme la direction révolutionnaire et ils subissent constamment la pression des dirigeants et des parlementaires de l'USPD, qui les travaillent au corps. La participation de Haase au gouvernement n'a donc pas pour conséquence d'influencer à gauche le gouvernement, comme le laissent croire les parlementaires USPD, mais de corseter la base du parti. Kautsky, par son combat contre le gouvernement des conseils et pour la démocratie parlementaire, sa dénonciation constante des "aventuristes" spartakistes, structure la pensée de la direction de l'USPD.

"Instruite par l'expérience russe"

La bourgeoisie, "instruite par l'expérience russe", a décidé de concentrer toutes ses forces pour endiguer le pouvoir d'en bas, dans l'organisation d'élections à une Assemblée constituante au suffrage universel. Il s'agit d'éliminer au plus vite le pouvoir d'en bas, en ne laissant pas le temps à la démocratie des conseils de se consolider comme en Russie. Avec une apparence de démocratie "jamais vue" (le droit de vote est accordé aux femmes), il s'agit avant tout de disloquer la possibilité de renouvellement des conseils, protéger les généraux et redonner aux forces de la bourgeoisie et des Eglises la possibilité de se reconstituer. Derrière la démocratie parlementaire "jamais vue", il y a le souci de préserver tout l'appareil d'Etat monarchiste, et au premier chef sa caste militaire, ses journaux aux ordres, ses juges, ses hauts fonctionnaires. Le bloc est sans faille, des militaires et nationalistes les plus réactionnaires aux dirigeants du SPD et de l'USPD.

La position de Rosa Luxemburg n'est pas moins nette : dans un article d'une précision remarquable, elle explique le but de la manœuvre. Faire refluer les masses, leur interdire d'imposer leurs revendications, détruire la démocratie des conseils. La base de l'USPD est d'accord avec ce jugement, Daumig écrit dans *Freiheit,* le journal de l'USPD, que l'Assemblée nationale, c'est la mort des conseils. La crise s'accentue dans l'USPD. Mais au congrès national des conseils d'ouvriers et de soldats, le 16 décembre, SPD et USPD font adopter la convocation au plus vite de l'Assemblée nationale, et donc *de facto* la dissolution des conseils. Ebert et Scheidemann ont mobilisé tout leur appareil et ont réussi à faire désigner dans de nombreuses villes les cadres dirigeants de leur appareil syndical ou politique comme délégués au congrès national.

Les hésitations des délégués USPD et des "délégués révolutionnaires" laissent le champ libre à Ebert. Pourtant, même dans ce congrès très verrouillé, le mouvement révolutionnaire se trace son chemin par un sentier inattendu. Les délégués des soldats, que Ebert manipule contre les délégués des ouvriers, soumettent une motion sur l'armée que Ebert ne parvient pas à faire retirer ou enterrer, et qui, adoptée à l'unanimité, révèle la haine des soldats contre les officiers. Elle demande l'abolition des grades, de la discipline dans l'armée. Nul doute que si les délégués des conseils d'ouvriers et de soldats se reconnaissant dans les positions de l'USPD et des spartakistes en avaient mesuré toute l'importance, une campagne pour son application immédiate aurait eu beaucoup d'écho et porté un coup à cette volonté acharnée du gouvernement de maintenir le vieil appareil d'Etat monarchiste détesté. L'empereur

parti, pourquoi ses généraux tiendraient-ils toujours le haut du pavé ? Mais l'USPD est trop liée au gouvernement Ebert pour que sa base puisse saisir au vol cette possibilité, l'acharnement mis à dénoncer la violence des bolcheviks vise à contenir toute initiative de destruction du vieil appareil d'Etat monarchiste et réactionnaire.

En novembre, la direction de Spartakus a décidé de rester en tendance dans l'USPD, tout en renforçant les mesures d'organisation de la Ligue, et de chercher à élargir la crise de l'USPD en revendiquant la tenue d'un congrès extraordinaire immédiat, pour décider de sortir du gouvernement. Il s'agit d'entraîner la base à la scission. La centrale constate vite que l'USPD ayant le même fonctionnement et donc les mêmes méthodes bureaucratiques que le SPD, malgré la pression des masses, le combat n'est pas gagné. La centrale du Spartakusbund décide donc de renforcer le pôle révolutionnaire en publiant un programme, *"Que veut Spartakus ?"*, rédigé par Rosa Luxemburg. Liebknecht s'investit dans la discussion et l'action avec les délégués révolutionnaires qui, à Berlin, occupent une place décisive et qui étendent leur réseau dans d'autres villes.

Il apparaît assez vite que cette tactique est un handicap, car les masses sont soumises à une combinaison très efficace pour les tromper. Le gouvernement se dit socialiste et déclare vouloir faire une révolution socialiste pacifique ; l'USPD, dont la base est très critique vis-à-vis du gouvernement, est liée par la présence des ministres USPD au gouvernement. Spartakus, qui critique le SPD et l'USPD, reste une tendance de l'USPD, et, de ce fait, n'est pas distingué nettement, sauf par une avant-garde restreinte qui lit *Die Rote Fahne*, de l'aile gauche du Parti social-démocrate indépendant. Ebert et Scheidemann utilisent à fond les illusions des masses en martelant qu'il faut l'unité des socialistes pour faire face à la défaite, à la pénurie, et avancer pas à pas, et dans l'ordre, et dans la discipline, vers le socialisme. Pour obtenir des vivres des vainqueurs, il faut éviter le chaos.

Rosa Luxemburg déclare à l'assemblée des militants de l'USPD de Berlin, à la mi-décembre :

"Vraiment, la bourgeoisie ne pouvait souhaiter gouvernement qui lui soit plus favorable : il est la feuille de vigne masquant ses objectifs contre-révolutionnaires...

Haase a énuméré les hauts faits du nouveau gouvernement : il s'agit uniquement de réformes bourgeoises qui nous prouvent à quel stade rétrograde se trouvait l'Allemagne...

Haase nous a dit ensuite que nous ne devions pas copier servilement la tactique des Russes, car sur le plan économique, l'Allemagne est plus avancée. Mais nous devons nous mettre à l'école des Russes. Les bolcheviks ont dû commencer par faire moisson d'expériences. Nous pouvons nous approprier les fruits de cette expérience...

Si vous persistez à couvrir les actes du gouvernement, les masses se soulèveront et vous balaieront..."

Rosa Luxemburg, désormais au cœur du combat politique, comprend alors ce qui se joue et modifie ses jugements sur la révolution russe et la stratégie des bolcheviks.

La lettre à Warski

On dispose d'une lettre que Rosa écrit fin novembre 1918 à l'un de ses camarades polonais et qui fait allusion aux divergences qu'elle a pu avoir avec les bolcheviks. En décembre, après un mois de révolution, elle aborde les problèmes en tirant très vite les leçons de l'expérience.

En prison, en 1918, elle avait écrit des notes sur la révolution russe, qu'elle a passées à P. Lévi, son avocat, un des dirigeants de Spartakus d'accord avec Lénine dès 1916. Elle y exprimait son enthousiasme envers les bolcheviks et faisait des critiques sur trois points de leur politique. Non seulement elle ne reprend pas ces critiques, mais constate, à l'expérience de la révolution allemande, que ses critiques n'étaient pas fondées.

"J'ai partagé toutes tes réserves et tes scrupules, mais je les ai abandonnés sur les points les plus importants, et sur bien des points je ne suis pas allée aussi loin que toi. Certes, le terrorisme est la preuve d'une grande faiblesse, mais il est dirigé contre les ennemis intérieurs qui fondent leurs espérances sur l'existence d'un capitalisme en dehors de la Russie, et dont ils reçoivent soutien et encouragements. Que la révolution européenne éclate, et les contre-révolutionnaires russes perdront non seulement ce soutien, mais également — et c'est plus grave — tout leur courage. La terreur bolchevique est donc avant tout l'expression de la faiblesse du prolétariat européen. C'est un fait que la situation agraire qui vient d'être créée est le point faible de la révolution russe, et c'est là que le bât blesse. Et il s'avère encore une fois que la plus grande révolution ne peut guère accomplir que ce qui a déjà atteint son point de maturité. Seule la révolution européenne peut remédier à ce point faible. Et elle arrive."

Après un mois de révolution, elle relie complètement les caractéristiques et le sort de la révolution russe à celui de la révolution mondiale, ce qui est aussi le point de vue de Lénine et Trotsky (2).

Le congrès de fondation du Parti communiste (Spartakus)

Les événements s'accélèrent, car le maréchal Hindenburg, chef de l'armée, et Ebert, chef du gouvernement des commissaires du peuple, reliés par un téléphone spécial, engagent le processus qui vise à éliminer à Berlin le bolchevisme, à partir du 8 décembre.

Dans l'USPD, la tension monte entre la direction et la base ouvrière, la répression engagée contre le prolétariat de Berlin oblige Haase à quitter le gouvernement.

La Ligue Spartacus a convoqué une conférence nationale pour le 29 décembre.

Lors de la première journée est décidé la sortie de l'USPD, le deuxième jour est proclamé le Parti communiste d'Allemagne (Spartakusbund) (KPD), avec les représentants des groupes comme celui de Brème, qui avait rejoint le bolchevisme dès 1917. Les "revolutionäre obleute", après une longue discussion avec Liebknecht, qui cherche à les convaincre de rejoindre le nouveau parti, se prononcent contre. Ils sont en désaccord avec certaines tendances gauchistes des spartakistes. Mais au fond, chez eux, les hésitants l'emportent, dans la lutte de classe comme dans les questions d'organisation. Celui qui est le plus proche des spartakistes, Däumig, partage l'illusion qu'on pourrait combiner les conseils et le parlementarisme, et va donc semer la confusion dans l'esprit des délégués révolutionnaires. Le rapport que fait Liebknecht de cette discussion devant le congrès est très intéressant, car il montre à la fois la pédagogie qui a guidé cette démarche de la part des spartakistes et les divergences réelles avec le courant centriste de gauche (voir Lénine en mars).

Un débat divise le nouveau parti : faut-il participer aux élections à l'Assemblée nationale, qui vont avoir lieu le 19 janvier ? Si l'accord est complet sur le caractère de ces élections, comme moyen d'étouffer les conseils et faire reculer la révolution, la tactique à suivre suscite un débat passionné : la centrale (tous les dirigeants du Spartakusbund), avec l'accord de l'envoyé du Parti bolchevique, Radek, proposent de participer aux élections pour combattre publiquement pour le gouvernement des conseils, en tenant compte que le congrès des conseils manipulé par Ebert a convoqué ces élections à l'Assemblée. Rosa Luxemburg explique que l'heure est à la conquête patiemment de la majorité de la classe ouvrière et que l'on doit utiliser le terrain électoral comme celui des grèves. Mais la majorité des délégués juge que participer à ces élections serait

(2) Plus tard, en 1921, Paul Lévi, en désaccord avec l'Internationale communiste, publiera ces notes (en partie tronçonnées) sur la révolution russe, écrites en prison à la mi-1918, et ce sera l'occasion d'une campagne de la social-démocratie pour opposer Lénine et Rosa Luxemburg.

les cautionner et qu'il faut les dénoncer et les balayer. Ces deux positions représentent une appréciation différente du moment où se trouve la révolution allemande et de la tactique à suivre. Elles se retrouvent sur d'autres points, les jeunes délégués sont poussés par l'ambiance révolutionnaire de la rue, où, quelques jours avant, la première tentative de fusiller les ouvriers et les soldats de Berlin, lancée par Ebert, a lamentablement échoué. A Clara Zetkin, qui s'inquiète par lettre de la position gauchiste de la majorité des délégués, Rosa Luxemburg répond ce qu'elle a déjà dit à Jogishes, inquiet lui aussi : *"Un bébé crie toujours."* Elle considère cette impatience comme inévitable, signe de la jeunesse des militants, et donc de leur inexpérience. Elle ajoute dans sa réponse à Clara que le lendemain, lorsqu'elle a développé dans son long discours de présentation du programme du parti une analyse plus approfondie du moment de la situation politique et des tâches qui en découlent, elle a senti que le congrès la comprenait beaucoup mieux. Elle entend apporter à cette jeune génération son expérience et la convaincre en soumettant la tactique à la vérification des faits.

(On ne peut qu'être frappé de la similarité de sa démarche avec celle de Lénine, qui reviendra plusieurs fois longuement et avec la même méthode sur cette nécessaire clarification avec ces courants gauchistes qui se manifesteront dans différents partis de l'Internationale communiste. Et particulièrement en Allemagne, en raison de la haine que Ebert, Scheidemann et Noske ont suscitée en écrasant sauvagement la classe ouvrière.)

Alors que commence 1919, la classe ouvrière allemande peut disposer désormais d'un parti encore faible, mais cette fois totalement indépendant de la bourgeoisie, en phase avec le mouvement qui porte la classe ouvrière à affronter le gouvernement. Il n'a besoin que d'un peu de temps pour se structurer, clarifier les positions en surmontant les tendances gauchistes par les leçons de l'expérience, gagner les "délégués révolutionnaires" et la gauche de l'USPD, qui, eux aussi, vont être confrontés au louvoiement des dirigeants de l'USPD et que l'expérience peut rapprocher du KPD. Lénine salue la fondation de ce parti ; pour lui, le seul fait que Rosa Luxemburg et Liebknecht aient franchi le pas signifie que la nouvelle Internationale est désormais sur les rails. Quand son message est rédigé, Lénine ignore que Rosa et Karl sont déjà abattus.

L'assassinat de Karl Liebknecht et Rosa Luxemburg

• Une première tentative

Les événements sont désormais bien connus grâce aux archives. Mais c'est peut-être encore plus nécessaire, pour cela précisément, de les étouffer.

Dès le début décembre, le plan concocté par les généraux du Kaiser et la direction du SPD est mis au point. Il a été élaboré par des échanges téléphoniques intenses sur la ligne spéciale entre Hindenburg et Ebert. A Berlin, le représentant d'Hindenburg est le général Groener, chargé de la logistique par l'état-major, il est très vite au centre de la reconstitution d'une force de frappe contre "la rue". Dans le gouvernement, Ebert et Scheidemann font appel à un responsable du SPD qui a toujours été un militariste sans état d'âme : Noske. Comme Ebert et Hindenburg par téléphone, les deux massacreurs du prolétariat allemand, Groener et Noske, vont travailler main dans la main.

Dans la lettre que Hindenburg envoie à Ebert le 8 décembre, est exposé longuement les considérants politiques qui fondent le nécessaire retour au calme. L'élimination du bolchevisme à Berlin est la clé de tout, pour cela, *"l'armée doit être une force utilisable entre les mains du gouvernement, il faut que soit rétablie immédiatement par tous les moyens l'autorité de l'officier... Le sort du peuple allemand est entre vos mains... Je suis prêt, et avec moi l'armée tout entière, à soutenir votre action sans réserve."*

Un plan est mis au point pour nettoyer Berlin, dix divisions parfaitement équipées doivent faire leur entrée dans Berlin avec leurs armes ; le général Lequis, qui les dirige, prévoit dans sa feuille de route : *"Quiconque est trouvé porteur d'une arme est fusillé... Les marins et les déserteurs doivent se présenter dans les dix jours au dépôt le plus proche. Quiconque exerce illégalement des fonctions d'autorité est fusillé. Ratissage des quartiers peu sûrs."*

On voit que tous les délégués des conseils sont susceptibles d'être fusillés et que les soldats qui sont rentrés chez eux sans attendre après l'armistice, ou les marins qui protègent la révolution, ou la milice mise en place par le socialiste de la gauche de l'USPD, Eichorn, sont de même les premiers visés.

Les choses ne se passent pas comme prévu : les troupes du général Lequis défilent dans Berlin. Lorsque les marins sont attaqués par les troupes (70 morts), des ouvriers de Berlin se portent à leur secours et bloquent, puis disloquent la troupe. Lorsque Lequis fait tirer à la mitrailleuse sur une manifestation de soldats désarmés et pacifiques qui réclament la démobilisation immédiate, l'indignation est telle que les troupes sont gangrenées par le climat révolutionnaire de Berlin.

Lequis : *"Mes divisions n'ont cessé de fondre... L'influence de l'extraordinaire propagande des spartakistes s'est également fait sentir... Mes braves soldats ont été pris d'une grande nostalgie, d'un désir ardent de revoir leurs familles."*

Groener : *"Cette entrée des troupes ne manqua pas, vue du dehors, d'une certaine dignité, mais, psychologiquement, elle n'a pas produit l'effet que nous en attendions... Le programme qui consistait à épurer Berlin des éléments bolcheviques, à ordonner la remise des armes, ne put être réalisé."*

L'état-major, qui a, en préparation, une autre carte, va se dépêcher de l'abattre.

Il faut tenir compte de l'échec de cette première tentative de reprise en main, bloquée par la spontanéité du prolétariat de Berlin, pour comprendre l'attitude des dirigeants spartakistes et USPD, lors de la deuxième opération *"d'épuration de Berlin des éléments bolcheviks..."*. Les illusions qui ont pu faire glisser Liebknecht ou Ledebour sur une position gauchiste sont liées à cette première issue de l'offensive de la bourgeoisie.

• Les corps francs entrent en action

Désormais, l'état-major regroupe en toute hâte ses forces spéciales. Ce sont des officiers ou des hommes de commandos qui sont furieux de la défaite de l'invincible armée allemande. Persuadés que c'est l'arrière qui les as trahis. Et cet arrière, c'est d'abord les socialistes, tous les socialistes, mais surtout ces deux figures qu'ils détestent autant que les ouvrier(e)s les admirent, Karl et Rosa.

Ils constituent des clubs, des associations, se tiennent prêts, dès novembre.

Groener les équipe à toute allure avec un matériel ultramoderne et adapté au combat de rue, automitrailleuses, canons légers et lance-flammes. Après que la troupe s'est révélée inutilisable, ils constituent la force qui paraît la plus sûre.

Ces préparatifs créent une crise dans le gouvernement, qui s'aggrave lorsque sonne l'heure du combat. Des grèves éclatent dans la Ruhr et à Berlin. Après avoir tout avalé, Haase se voit contraint de démissionner devant le cours réactionnaire qui menace son propre parti.

Le 4 janvier, Ebert décide de démettre de ses fonctions de préfet de police de Berlin, Eichorn, qui se situe à la gauche de l'USPD et marche avec les spartakistes. En effet, il a mis en place une police rouge, qui, lors de la première tentative d'épuration, s'est opposée aux troupes de Lequis. Il est le produit direct de la révolution de novembre, sa légitimité lui vient du conseil des ouvriers et des soldats, il représente ceux qui *"exercent illégalement des fonctions d'autorité"*, selon la formule de Lequis.

Cette décision est le coup d'envoi de la deuxième épuration. Les corps francs sont en position autour de Berlin. Noske, nouveau ministre SPD de la Défense, ré-

unit leurs officiers, leur donne des directives claires et, pour bien se faire comprendre, conclut : *"Il faut que quelqu'un soit le chien sanglant (Bluthund), j'en prends la responsabilité."*

• Un commando spécial

Par ailleurs, il organise avec le capitaine Pabst un commando spécial chargé de traquer Karl Liebknecht et Rosa Luxemburg, traque dont il suit l'évolution heure par heure.

Eichhorn refuse son renvoi et l'USPD se tourne vers les spartakistes (désormais le KPD) pour résister.

L'USPD et le Parti communiste lancent un appel à manifester pour exiger le maintien d'Eichorn à son poste : la manifestation, qui parcourt le centre de Berlin, est impressionnante. Les dirigeants de la gauche de l'USPD, surpris par ce déferlement, hésitent sur les initiatives à prendre. Un comité d'action révolutionnaire, présidé par Ledebour (USPD), avec Liebknecht (KPD) et Scholze (Délégués révolutionnaires), se met en place. Le 27 novembre, le journal du SPD, le *Vorwaerts*, avait été occupé par des manifestants ; le 6 janvier, après une nouvelle manifestation massive, il est à nouveau occupé, ainsi que d'autres journaux : le bourrage de crâne pendant la guerre, les mensonges et les calomnies de ces journaux depuis novembre et dernièrement les calomnies contre Eichhorn ont suscité la colère chez les militants et les ouvriers de Berlin. Kautsky recommande la négociation avec le gouvernement. Une tentative de mobiliser la division de marine, pour faire face aux corps francs, échoue : les marins, qui ont payé chers un compromis avec Ebert, ne veulent pas se remettre en avant. Les tergiversations débouchent sur la décision de négocier avec le gouvernement ; dès le 6, Ledebour y participe. Le gouvernement fait traîner les choses, pour amener les corps francs en position. Radek, représentant des bolcheviks à Berlin, recommande par lettre au comité central du PC de ne pas se lancer dans un affrontement prématuré et de tenter un repli en bon ordre, à l'image de ce que les bolcheviks ont fait en juillet 1917 à Petrograd. La direction du PC est d'accord avec ce point de vue, en particulier Rosa Luxemburg, Levi, Jogiches. Radek, et Levi insistent pour que Liebknecht et Luxemburg se cachent momentanément. Liebknecht, qui participe à toutes les réunions du comité d'action, de la gauche de l'USPD, et des délégués révolutionnaires, s'est laissé entraîner par le climat de révolte du prolétariat de Berlin et a signé une proclamation, avec Ledebour et Scholze (3), qui sera utilisée par le gouvernement du SPD pour justifier la répression, en prétendant qu'une insurrection spartakiste avait mis Berlin à feu et à sang. Liebknecht ne participe pas à la discussion de la direction du KPD, se laisse absorber par les réunions et les manifestations. Il pense que la pression des manifestations peut suffire, mais le gouvernement Ebert a renforcé son dispositif, on n'est plus en décembre. La position de l'USPD, qui engage dès le 6 des négociations avec le gouvernement, est condamnée avec force par le KPD, qui se retire le 10 du comité d'action. Après leur sortie du gouvernement, les dirigeants de l'USPD se sont trouvés ballottés entre la mobilisation massive en réponse à l'appel à manifester et leur orientation de compromis avec Ebert. Rosa Luxemburg écrit dans *Die Rote Fahne* : *"Haase-Dittmann ont bien dé-*

(3) Voici cette déclaration : *"Le gouvernement Ebert-Scheideman s'est rendu intolérable. Le comité révolutionnaire soussigné, représentant des ouvriers et soldats révolutionnaires (parti social-démocrate et parti communiste), proclame sa déposition.*
Le comité révolutionnaire soussigné assume provisoirement les fonctions gouvernementales.
Camarades ! Travailleurs !
Serrez les rangs autour des décisions du comité révolutionnaire !
Signé : Liebknecht, Ledebour, Scholze."
Le caractère inconsistant de cette proclamation saute aux yeux, les buts de la manifestation du 5 janvier sont oubliés, le caractère défensif de la résistance à la révocation d'Eichhorn, à la constitution des corps francs, est remplacé par une "déposition" du gouvernement purement verbale.
On mesure combien Ebert et Scheidemann ont pu se frotter les mains en faisant publier cette déclaration dans le *Vorwaerts*.
Quand Rosa Luxemburg lut ce numéro du *Vorwaerts*, les bras lui en tombèrent et elle dit dans un silence glacé en se tournant vers lui : *"Karl, qu'as-tu fait de notre programme ?"* Aucun des présents n'oubliera par la suite le ton de cette apostrophe.

missionné du gouvernement Ebert, mais, dans la rue, ils poursuivent la même politique qu'au gouvernement. Ils servent de paravent aux Scheidemann... L'absence de direction, l'inexistence d'un centre chargé d'organiser la classe ouvrière berlinoise ne peuvent plus durer... Les semaines à venir doivent être consacrées à la liquidation de l'USPD, de ce cadavre pourrissant, dont la décomposition empoisonne la révolution..."

On voit que, dans ses derniers articles, elle prolonge son analyse faite lors du congrès de fondation du KPD fin décembre, en tirant les leçons de ce nouvel affrontement, en soulignant que ce ne sont pas les travailleurs qui ne sont pas à la hauteur, mais les dirigeants USPD, et que tout se concentre dans la résolution de la crise de direction du prolétariat : *"Il faut que les ouvriers révolutionnaires mettent sur pied des organismes dirigeants en mesure de guider et d'utiliser l'énergie combative des masses."* Pour elle, l'insurrection suppose à la fois la reconstitution des conseils et, ce qui va de pair, une nouvelle direction politique à leur tête, ce qui s'était produit en Russie entre juillet et octobre 1917.

Les corps francs appliquent le plan de bataille élaboré par Groener et Noske. Ce dernier a pris la tête des commandos entrant dans Berlin pour bien leur montrer qu'ils doivent aller jusqu'au bout. Dès le 11 janvier, ils abattent les dirigeants des conseils, en particulier les dirigeants des conseils de soldats, à qui ils vouent une haine farouche pour avoir refusé d'obéir à leurs officiers. Ils bombardent les militants qui occupaient les journaux, fusillent ceux qui se rendent.

Le 14 janvier, Noske signe une proclamation : *"Il faut prévenir par la force des armes de nouvelles violences de la part des spartakistes et d'éléments criminels."*

C'est que l'étau se resserre autour de Rosa et Karl. Le commando spécial chargé de traquer les deux dirigeants spartakistes les a localisés. Le 15 janvier, ils sont arrêtés et amenés au siège de la Division de la cavalerie de la garde, commandée par le capitaine Pabst. Celui-ci s'assure personnellement qu'il n'y a pas d'erreur sur les personnes, puis les confie à ses tueurs.

Rosa est frappée sauvagement, jetée dans une auto, son corps est balancé dans un canal, il sera retrouvé quatre mois plus tard. Liebknecht, emmené dans un parc, est abattu. Un communiqué a déjà été rédigé par Pabst précisant que Liebknecht a été abattu *"lors d'une tentative de fuite"*. Formule que les ouvriers ont tout de suite reconnue pour ce qu'elle est.

L'objectif principal est atteint, la liquidation des deux dirigeants les plus populaires du KPD, le démantèlement de la structure des conseils d'ouvriers et de soldats, la terreur envers le prolétariat de Berlin. Le coup est rude. Ebert, Scheidemann, Noske ont assommé le prolétariat de Berlin en décapitant son avant-garde, mais ils sont face à une marée montante dans toute l'Allemagne.

Course de vitesse *"en luttant sans relâche pour la victoire de la conscience sur la spontanéité"*

L'assassinat crée une forte émotion, qui oblige les dirigeants du SPD aux lamentos classiques des tartufes. Scheidemann déclare qu'ils ont été victimes de leur propre violence. Noske, pour sa part, est totalement absorbé dans une course pour jeter les corps francs de plus en plus nombreux contre les foyers de la révolution.

• L'écrasement : la Ruhr, Brème, Leipzig et à nouveau Berlin

Dès le début janvier, comme à Berlin, les grèves se développent dans la Ruhr. Les ouvriers n'acceptent pas, alors que règne la famine, que les magnats de l'acier et du charbon continuent à rouler sur l'or. Ils ont accumulé des fortunes immenses grâce à la guerre. Le gouvernement a bien promis la nationalisation

des mines, mais rien ne se passe. Les conseils ouvriers décident la nationalisation, le gouvernement réplique en nommant une commission pour étudier le problème. Les affrontements se développent et les conseils organisent une milice ouvrière armée. Dès que l'assassinat des communistes est mené à bien à Berlin, Noske rassemble les corps francs contre la Ruhr. Avec beaucoup de sauvagerie, ils vont reprendre le contrôle des villes une à une. Les effectifs des corps francs sont renforcés à toute allure, car d'autres villes sont en proie à l'affrontement entre conseils et gouvernement.

Les élections à l'Assemblée nationale ont eu lieu le 19 janvier et ont donné une majorité aux partis de droite et au SPD. Scheidemann est devenu Premier ministre, Ebert président, l'Assemblée se réunit à Weimar pour être loin des centres ouvriers en ébullition. Noske se sent renforcé par cette légitimité des urnes et déchaîne ses troupes de chocs dans chaque ville les unes après les autres.

Brème, où les conseils ont été renouvelés et ont donné une majorité aux communistes et à l'USPD, est reprise juste après la Ruhr.

Leipzig est un moment dirigée par les conseils et ses milices ouvrières sont en mesure de tenir tête aux corps francs. Il faudra à Noske user de la ruse et jouer sur les hésitations de l'USPD pour reprendre la ville.

En mars, de nouvelles grèves et manifestations à Berlin donnent le prétexte aux corps francs de finir le travail commencé en janvier en pénétrant dans les quartiers ouvriers qui n'avaient pu être investis pour désarmer et fusiller massivement les ouvriers et les soldats encore armés, notamment les marins qui étaient restés neutres en janvier. Environ 3 000 morts parmi les ouvriers, dont Léo Jogishes, abattu lui aussi en prison *"lors d'une tentative de fuite"*.

Ces combats font des milliers de morts. Les délégués des conseils paient le prix fort. La gauche de l'USPD et les communistes sont les premiers visés par la répression. Cette tournée des corps francs, qui vont bientôt atteindre 100 000 hommes suréquipés, illustre une question décisive qui a été au centre de la polémique Kautsky-Lénine : la démocratie parlementaire n'est que la dictature de la bourgeoisie, l'Etat bourgeois, c'est la force armée au service de la bourgeoisie, la façade parlementaire n'est que le voile de la dictature. L'extrême violence du SPD et de son "chien sanglant" Noske n'est que le revers de la poussée des conseils, de la profondeur de la révolution allemande. Si l'on a tenté de minimiser cette révolution, voire la nier chez les historiens de tout bord, c'est parce qu'elle renforce l'analyse de Marx au moment de la Commune de Paris : le prolétariat ne peut pas se contenter d'utiliser l'appareil d'Etat de la bourgeoisie, il doit le détruire de fond en comble et le remplacer par son propre système. En Russie, le Parti bolchevique, en s'appuyant sur la démocratie des conseils, a pu abattre l'appareil d'Etat de la bourgeoisie et éviter l'écrasement de la révolution ouvrière et paysanne. En Allemagne, c'est l'appareil d'Etat bourgeois monarchiste repeint de frais en démocratie parlementaire, sauvée par le SPD, qui écrase la révolution en 1919. Il faut ajouter, pour bien comprendre la marche des événements, que l'USPD a été une aide pour la bourgeoisie soit pour n'avoir pas compris cet aspect de la révolution (les délégués révolutionnaires), soit pour avoir tout fait pour embrouiller l'esprit des travailleurs et favoriser les manœuvres des Ebert-Scheidemann (Kautsky).

On notera la similitude du jugement sur le rôle de l'USPD entre Rosa Luxemburg et Lénine.

Lénine appréciera ainsi les combats de janvier à mars 1919 : *« La puissante vague du mouvement gréviste spontané déferle en Allemagne. La lutte prolétarienne prend un essor inouï, supérieur sans doute à ce qu'il était en Russie en 1905, époque où le mouvement gréviste avait atteint des sommets sans précédent dans le monde. Parler d'"explosions provoquées" en face d'un tel mouvement, c'est être un esprit irrémédiablement borné, un laquais des préjugés philistins (...). Le capitalisme ne serait pas le capitalisme s'il ne maintenait pas des masses innombrables de travailleurs,*

leur immense majorité, dans l'oppression, l'abrutissement, la misère, l'ignorance. Le capitalisme ne peut s'écrouler qu'au moyen d'une révolution, qui, au cours de la lutte, soulève les masses jusqu'alors inactives. Lorsque la révolution monte, les explosions spontanées sont inévitables. Il n'y a jamais eu, et il ne peut pas y avoir une seule révolution sans cela.

Que les communistes favorisent le mouvement spontané, c'est un mensonge (...). Les communistes éduquent les masses pour une action organisée, cohérente, unanime, opportune, venue à maturité (...). Lorsque les masses luttent, les erreurs sont inévitables : les communistes, tout en voyant ces erreurs, en les expliquant aux masses, en cherchant à les rectifier, en luttant sans relâche pour la victoire de la conscience sur la spontanéité, restent avec les masses."

Lénine revient sur ce qui est au cœur de la politique de l'USPD, y compris sa gauche : Kautsky prétend que les conseils sont des outils de combat des ouvriers, mais ne doivent pas se transformer en instrument d'un nouvel Etat, car ce serait imposer une dictature. Par là même, alors qu'il y a une situation de double pouvoir, Kautsky et l'USPD se rangent derrière Noske, mais le dissimulent en prétendant qu'il faut concilier le pouvoir de l'Assemblée et l'existence des conseils comme une sorte d'organisme consultatif.

• La Bavière, illustration de la complexité de la situation

En Bavière, une situation particulière a vu le jour ; le 8 novembre, la révolution a abouti à la constitution d'un gouvernement appuyé sur les conseils comme à Berlin, mais dirigé par un militant de la gauche de l'USPD : Eisner.

Il n'est donc pas en lutte ouverte pour affaiblir puis détruire les conseils. Ce qui permet de bien suivre le rôle de l'USPD, et en particulier de sa gauche. Si les conseils et l'Assemblée parlementaire avaient été compatibles, en Bavière tout aurait dû bien se passer.

Eisner, par exemple, ne cherche pas à sauver le militarisme prussien comme le fait Ebert et publie des textes diplomatiques de l'Etat de Bavière qui révèlent les responsabilités de l'empereur dans le déclenchement de la guerre. Il cherche une négociation avec l'impérialisme anglo-français pour obtenir du ravitaillement. Ce sera un fiasco, car ces impérialismes n'ont nullement l'intention de discuter avec un gouvernement qui s'appuie sur les soviets de Bavière, alors que la liquidation du gouvernement de Lénine est leur souci majeur. Dans un premier temps, comme à Berlin, les anciens maîtres font profil bas, le gouvernement Eisner semble donc très stable et ne renforce pas le pouvoir des conseils, qui paraît solide, car personne ne le conteste. Mieux, il laisse lui aussi en place l'appareil d'Etat, une presse totalement contrôlée par la bourgeoisie. Dès que les élections à l'Assemblée nationale sont passées, la bourgeoisie commence sa pression pour le retour à l'ordre normal des choses, c'est-à-dire la disparition des conseils. Eisner a partagé l'illusion dangereuse d'une coexistence possible du parlementarisme et du pouvoir des conseils, de l'Etat bourgeois et de l'Etat ouvrier, illusion que Kautsky avait instillée depuis des mois dans les têtes par sa campagne contre la révolution russe et contre Lénine.

Eisner est assassiné par un nationaliste le 21 février et tout s'accélère. Pour le venger, un jeune militant de la gauche de l'USPD se rend au Parlement et décharge son revolver sur le dirigeant local du SPD. Un gouvernement des conseils est constitué, la république de Bavière des conseils d'ouvriers est proclamée le 7 avril par une coalition de l'USPD, des anarchistes et de dirigeants du SPD. Le PC, réorganisé par Léviné, se prononce contre cette décision, craignant qu'après l'écrasement des conseils dans toutes les villes cette décision ne favorise la répression qu'attendent Ebert et Noske alors que la Bavière est loin d'avoir les moyens dont disposent les corps francs (plus de 100 000 hommes bien armés).

Mais les choses échappent aux militants communistes. Une armée rouge est constituée en hâte et rassemble plusieurs

milliers de combattants, qui remportent un premier succès, le 13 avril, les communistes se trouvent à la tête des conseils. Noske jette 40 000 corps francs sur la Bavière. Dans l'affolement qui suit, ce sont les communistes qui organisent la résistance et qui vont payer le prix fort. Ainsi, même en ayant cherché à éviter l'affrontement, le PC s'est retrouvé à Munich au premier rang des combats. La répression est terrible, on fusille pendant des jours. Une photo montre les corps francs entrant à Munich : ils ont peint sur leur casque un emblème : la croix gammée.

Le massacre sera freiné par un incident qui en dit long. Plusieurs jours après la fin des combats, un groupe de 41 jeunes catholiques qui s'étaient réunis pour une prière est massacré, car les réunions sont interdites et les tueurs des corps francs n'ont pas fait de distinguo.

Le nonce apostolique à Munich à ce moment-là deviendra peu après pape sous le nom de Pie XII et signera un concordat avec Hitler qui contribuera à consolider la prise de pouvoir par le parti nazi en 1933.

Cette situation se retrouve aussi en Autriche, en Hongrie, au printemps 1919, où des gouvernements ouvriers de la social-démocratie de gauche avec les communistes laissaient penser un moment que l'extension de la révolution mondiale allait franchir un pas décisif. La social-démocratie de gauche, comme en Bavière, a cherché à préserver la chèvre et le chou, la démocratie socialiste des conseils surgie du mouvement spontané à côté de l'Etat bourgeois repeint d'une couche de parlementarisme.

Christian Coudène

Berlin, janvier 1919.

Lettre de K. Radek [1] à Lénine, Tchitchérine [2] et Sverdlov [3] au sujet de la situation en Allemagne

(Berlin, au plus tôt le 24 janvier 1919 [a])

Chers camarades,

1) La situation en Allemagne. La défaite de Berlin (4) jette une vive lumière sur le rapport des forces et sur la situation du Parti communiste. Dans le rapport destiné à la presse, je vous dresse le tableau externe des événements, ici il s'agit seulement d'un complément interne. Le mouvement ouvrier révolutionnaire gagne tout le pays. Partout, la productivité du travail décline, partout, il y a des grèves spontanées, et le centre de la lutte s'est déplacé en réalité dans les régions les plus arriérées de l'Allemagne, en Haute-Silésie, dans la région du Rhin et en Westphalie. Les villes manquent de charbon, les réserves alimentaires sont dépensées sans compter et, en mars, le gouvernement va se retrouver à quia. Les réserves alimentaires que l'Allemagne recevra prochainement de l'Entente (5) constituent une misère de 30 millions de dollars et, de l'avis des experts allemands, elles ne suffiront même pas à améliorer le sort des malades et des enfants.

L'aggravation de la situation va dans notre sens. Malheureusement, ni les organisations ni la direction politique du Parti communiste ne sont à la hauteur. Du fait qu'il s'est maintenant séparé des "indépendants", il n'a plus de composition stable à part dans quelques villes, comme Brême, Braunschweig ou Stuttgart. L'état d'esprit oppositionnel des masses ouvrières ne prend nulle part une forme organisationnelle de parti, ce qui de fait favorise des succédanés d'orga-

(1) Karl Radek (Sobelson) (1885-1939). A participé au mouvement social-démocrate de Galice, de Pologne et d'Allemagne, membre du Parti bolchevique depuis 1917. A partir de novembre 1917, responsable du commissariat aux Affaires étrangère de la RSFSR. En 1918, après le début de la révolution allemande, il se rend clandestinement en Allemagne au congrès des soviets, participe à l'activité du congrès constitutif du Parti communiste d'Allemagne. Le 12 février 1919, il est arrêté, en décembre 1919, il rentre en Russie. Dans les années qui suivent, il est membre du comité exécutif du Comintern (1920-1924), membre du présidium du comité exécutif du Comintern (1921-1924), puis il en est le secrétaire (1920). En 1923-1928, il participe à l'Opposition de gauche. En 1927, il est exclu du parti, en 1929, il est réintégré, en 1936, de nouveau exclu. Condamné à 10 ans de prison au procès du "centre trotskiste antisoviétique parallèle", il est assassiné dans sa prison.

(2) Guéorgui Vassiliévitch Tchitchérine (1872-1936), social-démocrate, bolchevik, commissaire aux Affaires étrangères de la RSFSR, de l'URSS (1918-1930), membre du comité central du Parti bolchevique (1925-1930).

(3) Iakov Mikhaïlovitch Sverdlov (1885-1919), membre du Parti social-démocrate à partir de 1901, secrétaire du comité central du Parti bolchevique dès 1917, président du Comité exécutif central de la RSFSR.

(a) Le document est daté par erreur du 4 janvier 1919.

(4) Il s'agit de l'écrasement par les armes du mouvement révolutionnaire des ouvriers de Berlin en janvier 1919. Le 15 janvier, furent arrêtés et assassinés Karl Liebknecht et Rosa Luxemburg.

(5) L'Entente ("la Triple-Entente"), qui allie l'Angleterre, la France et la Russie tsariste, a été constituée à la veille de la Première Guerre mondiale. Elle était dirigée contre la Triple-Alliance formée de l'Allemagne, de l'Autriche-Hongrie et

nisations éphémères, comme les délégués révolutionnaires, mixture de ledebouristes et de spartakistes, sans ligne politique claire, qui peuvent le même jour faire un compromis avec les social-patriotes et tenter de prendre le pouvoir politique à l'improviste. N'ayant pas leur propre organisation de masse, les communistes, au lieu de se concentrer sur la conquête de soviets ouvriers, ont sauté sans le moindre plan sur toutes les occasions d'utiliser la fébrilité des masses pour leurs interventions, et cela sans but politique clair, sans comprendre qu'on ne peut pas prendre le pouvoir politique sans avoir derrière soi la majorité des ouvriers et sans les organes de lutte et de pouvoir que sont les conseils ouvriers. Les dirigeants le conçoivent en théorie, ils expriment ce point de vue dans leur brochure *Que veut la ligue spartakiste* (6), mais, dans la pratique, ce n'est pas ce qui a guidé leur tactique.

Tel est l'arrière-plan des événements de Berlin. Cela a commencé par de grandes manifestations de centaines de milliers d'ouvriers, qui ont exprimé tout le désarroi des masses ouvrières, mais, au bout de trois jours, les manifestants ne savaient plus quoi faire dans la rue. J'ai moi-même été témoin du fait qu'à la rédaction du *Drapeau rouge* (7), les vieux camarades, désemparés, leur demandaient ce qu'ils voulaient faire. Ils les abreuvaient de phrases creuses, ne sachant pas eux-mêmes quoi faire. Ils ont simplement cessé d'aller à la rencontre des manifestants dans l'allée de la Victoire, et les masses ont commencé à errer sans but, puis à se disperser. Dès la troisième journée de manifestation, je conseillai instamment à certains membres de la Centrale (8) de mettre fin à ces manifestations, puisqu'on ne pouvait pas encore prendre le pouvoir politique. Puisqu'il fallait encore subir le gouvernement de Scheidemann (9), il fallait aussi souffrir le président social-patriote de la police. On ne pouvait pas non plus maintenir l'occupation des journaux bourgeois. Je proposai de réorienter le combat pour les journaux vers un combat concret pour une répartition juste du papier, et le combat pour le présidium de la police vers combat pour la réélection d'un conseil des députés ouvriers, qui mènerait ensuite des négociations avec le gouvernement sur la nomination du président de la police.

Les membres de la Centrale convinrent que la conquête du pouvoir politique était encore impossible, mais ils n'avaient pas assez de courage pour en tirer jusqu'au bout toutes les conclusions. Ils se cachaient derrière des phrases sentimentales et de vagues espoirs, leur prestige ne leur permettait pas, voyez-vous, de faire cesser l'action, on ne pouvait pas entrer en pourparlers avec le gouvernement et, pour finir, les délégués révolutionnaires indépendants allaient, disaient-ils, basculer le front, faire un compromis avec le gouvernement et endosser la responsabilité du repli. Pendant qu'ils se berçaient de ces illusions, *Le Drapeau rouge* publiait un article virulent contre les négociations. La situation se compliqua encore du fait que Liebknecht (10), qui avait des jours durant mené l'action avec Ledebour (11) et les délégués révolutionnaires sans

---

de l'Italie. Pendant la guerre, l'Entente a été rejointe par les Etats-Unis, le Japon et d'autres pays.

(6) Texte publié dans les *Cahiers du mouvement ouvrier*, n° 23.

(7) *Le Drapeau rouge* ("Die Rote Fahne"), journal fondé par Karl Liebknecht et Rosa Luxemburg comme organe central de la Ligue spartakiste, puis organe central du PCA. Paraît à Berlin à partir du 9 novembre 1918.

(8) La Centrale. Il s'agit du comité central du PCA, dont font partie Karl Liebknecht, Rosa Luxemburg, L. Jogiches, W. Pieck, W. Budich, H. Eberlein, etc.

(9) Philipp Scheidemann (1865-1939), l'un des leaders du Parti social-démocrate. En 1918, il est vice-président du Reichstag et secrétaire d'Etat dans le gouvernement du prince Max von Baden. A partir du 9 novembre 1918, il est membre du Conseil des délégués du peuple, en 1919, chancelier de la République de Weimar.

(10) Karl Liebknecht (1871-1919), personnalité du mouvement ouvrier allemand et international, l'un des dirigeants de l'aile gauche de la social-démocratie allemande, du Groupe international, de la Ligue spartakiste, l'un des fondateurs du Parti communiste allemand (1918). Assassiné sauvagement le 15 janvier 1919.

(11) Georg Ledebour (1850-1947), social-démocrate allemand, député du Reichstag, l'un des fondateurs du Parti social-démocrate indépendant d'Allemagne (USPD), élu le 10 novembre 1918 au comité exécutif du Conseil des ouvriers et des soldats de Berlin. Après l'arrivée de Hitler au pouvoir, émigre en Suisse.

contact avec la direction du parti, en laissant libre cours à son tempérament, avait signé une déclaration appelant à renverser le gouvernement pour en constituer un nouveau, tout cela à l'insu de la Centrale, et, bien sûr, s'était lui-même lié par cette initiative. Lorsque finalement la Centrale reprit contact avec lui, il y eut des querelles sur des questions de compétence, mais en même temps Rosa (12) et Léo (13) ne lui opposaient pas une volonté claire et affirmée pour arrêter cette lutte sans espoir.

Entre-temps, les masses refluèrent, pendant que quelques milliers de personnes de l'Union des soldats rouges (14) et de l'organisation des spartakistes restaient enfermés dans les rédactions à attendre une aide de l'extérieur qui ne venait pas. L'émotion immense que provoqua l'assassinat de Rosa et Karl dans les masses ouvrières de tout le pays permit de surmonter la défaite de Berlin. Partout en province monta la vague de la lutte et, ici à Berlin, le travail d'organisation reprit également. Hier soir a eu lieu la première réunion publique des communistes à Berlin avec une grande affluence, et demain les funérailles se transformeront probablement en puissante manifestation. Maintenant que Karl et Rosa ne sont plus là, on ressent encore plus cruellement l'absence de direction et d'expression politiques. Je vais intervenir par l'intermédiaire de plusieurs tracts contre les boutefeux pour la prise en main par les ouvriers des soviets comme accès au pouvoir. La Centrale est d'accord. Je me suis déjà exprimé dans ce sens dans le tract sur les assassinats, maintenant il faut le concrétiser chaque jour, sinon il y a un risque que le mouvement spontané s'émiette et reste sans direction.

La presse bourgeoise, bien entendu, qui imagine une présence massive de bolcheviks russes, présente les choses comme si c'était nous qui fomentions les troubles. Elle appelle à la curée, notamment contre moi, ce qui me force à rester isolé, sans pouvoir faire du travail d'organisation. Vous devez nous envoyer les organisateurs habituels qui parlent allemand. C'est drôle, mais c'est la réalité : nous devons prôner l'organisation auprès des Allemands ! Si les communistes ne font pas de trop grosses bêtises, ils seront assez mûrs dans quelques mois pour penser à la prise du pouvoir.

2) Sur la situation en Autriche-Hongrie, je ne suis informé que par les journaux. J'y ai envoyé deux courriers, aucun n'est revenu. Un courrier m'a été envoyé par Béla (15), il est arrivé au moment du soulèvement et s'est fait prendre. D'après les renseignements donnés par la presse, on voit que nos Tchèques travaillent très bien. Mouna (16) est à la tête du mouvement des mineurs. Le journal de Béla (17) sort déjà quotidiennement. Il est au centre de toutes les actions. A Vienne, un nombre important des nôtres ont été arrêtés. J'essaie d'établir le contact.

3) La situation dans les pays de l'Entente est très difficile à évaluer d'ici. La presse est toujours sous le coup de la censure et je ne parviens même pas à recevoir la presse socialiste. Une chose est sûre, l'état d'esprit des masses ouvrières est contre l'intervention, et ils n'arriveront pas à agir par groupes militaires compacts. Mais ils peuvent facilement réunir de petits contingents de mercenaires, notamment à la faveur chômage qui se répand partout avec la transforma-

(12) Rosa Luxemburg (1871-1919), personnalité éminente du mouvement ouvrier polonais, allemand et international, l'un des leaders de l'aile gauche de la social-démocratie et de la IIe Internationale, l'un des fondateurs de la Social-démocratie du royaume de Pologne et de Lituanie, du Groupe international (Ligue spartakiste), du PCA, théoricienne et publiciste. Assassinée sauvagement le 15 janvier 1919.

(13) Leo Jogiches (dit Tyszka) (1867-1919), membre du groupe "Libération du travail", l'un des fondateurs de la Social-démocratie du royaume de Pologne et de Lituanie. A partir de 1900, membre de sa direction générale, l'un des dirigeants du Groupe international et du PCA. Le 9 mars 1919, il est arrêté et fusillé dans une prison de Berlin.

(14) L'Union des soldats rouges, créée le 15 novembre 1918 sous la direction de W. Budich sur décision du comité central de la Ligue spartakiste.

(15) Béla Kun. Voir l'article de J. Papp dans ce numéro. Béla Kun sera fusillé à Moscou en 1937.

(16) Alois Muna (1886-1943), personnalité du mouvement ouvrier tchécoslovaque, l'un des fondateurs de la section tchécoslovaque près le comité central du Parti bolchevique. En 1921-1929, membre du comité central du PC de Tchécoslovaquie. Exclu en 1929.

(17) Il s'agit du journal *Vörös Ujság*.

tion de l'industrie de guerre en industrie civile. La proposition de pourparlers dans les îles des Princes (18) n'est rien d'autre qu'une manœuvre pour prouver aux masses populaires des pays de l'Entente qu'une action contre nous sera inévitable dans l'avenir. J'envoie un camarade en Hollande pour informer les Anglais de la conférence et de la situation. Je vais essayer de diffuser dans la presse anglaise des extraits de votre appel à constituer une III[e] Internationale (19). J'ai également un contact pour *Avanti !* (20).

4) La question de la III[e] Internationale est considérée ici avec scepticisme, bien que par principe les gens soient d'accord avec nous. Ils ne pensent pas qu'on puisse organiser quoi que ce soit de sérieux dans un avenir proche. Dès que je les aurai convaincus de signer l'appel, je le publierai dans toutes les langues européennes. Je ne pense pas qu'une conférence soit possible à la date et au lieu indiqué.

5) Les Russes d'ici, qui sont vite soupçonnés de bolchevisme, sont tout à fait hors la loi. Un grand nombre de personnes totalement innocentes ont été arrêtées. Le bureau de l'agence Rosta (21) à Berlin, qui travaillait en toute légalité, a été fermé. Ses archives ont été confisquées. Markovski (22) et Axelrod (23), qui n'avaient rien à voir avec l'activité du parti, sont en prison. Le bureau a été réquisitionné et pillé, ils ont détruit et emporté tout le matériel, même les biens personnels. La presse publie les informations les plus infâmes sur la Russie. Je suis dans l'incapacité totale de me battre contre eux, car nos radiotélégrammes sont interceptés par le gouvernement. Je n'ai reçu les journaux d'avant le 1[er] janvier que le 23. Nous envisagions d'occuper une station radio allemande, mais pour l'instant cela n'a rien donné. Il est impossible d'installer un récepteur étant donné l'absence totale de mesures de conspiration, à moins d'acheter soi-même une villa en province. Il est absolument nécessaire de nous envoyer chaque jour des courriers avec les journaux et d'envoyer également chaque jour les télégrammes de Rosta depuis Vilnius vers la station la plus proche de la frontière allemande. Ne ménagez ni les moyens ni les efforts pour mettre cela en place. La lutte contre cette campagne est impossible sans votre matériel. Je travaille ici comme membre du Parti communiste allemand, mais je ne peux pas agir comme agent de liaison.

6) Notre situation est la suivante : pour éviter que les trois qui se trouvent ici agissent chacun de son côté, nous nous sommes organisés en troïka. Actuellement, il y a Gladnev et moi, et nous allons essayer de maintenir les relations à la fois avec l'est et l'ouest. Pour cela, il nous faut des hommes de terrain. D'ailleurs, je ne peux même pas faire chiffrer cette lettre, parce que j'ai beaucoup de travail et personne sous la main. Il nous faut trois personnes ici pour le

(18) Le 21 janvier 1919, à la conférence pour la paix de Paris (1919-1920), le président des Etats-Unis, W. Wilson, demandait à toutes les parties belligérantes en Russie de cesser le feu et d'envoyer des représentants à la conférence consacrée au rétablissement de la paix en Russie. Il était prévu qu'elle se tienne dans les îles des Princes, dans la mer de Marmara, qui se trouvaient sous le contrôle de l'Entente.

(19) L'appel à la constitution d'une III[e] Internationale (voir dossier dans ce numéro).

(20) *Avanti !*, l'organe central du Parti socialiste italien, fondé en décembre 1896 à Rome. En 1926, il fut interdit par le gouvernement Mussolini, mais continua de paraître à l'étranger. Il reparaît en Italie à partir de 1943.

(21) Il s'agit de la représentation à Berlin de l'Agence télégraphique de Russie, l'organe d'information central de l'Etat soviétique (1918-1925), qui deviendra l'agence TASS en 1925.

(22) Vassili Markovski, aviateur de la Première Guerre mondiale, participant à la révolution de février 1917, député du soviet de Petrograd. De novembre 1917 à avril 1918, il travaille au département de la presse du commissariat aux Affaires étrangères, édite le journal de la représentation de Rosta à Berlin et Vienne. Il fait des allers et retours clandestins entre Moscou et Berlin. De 1923 à 1926, sous le nom de Robert Müller, il est membre du Parti communiste d'Autriche, de 1926 à 1928, sous le nom de Vassil Markov, du PC de Bulgarie. En 1928, sous le nom de Richard, il adhère au PC allemand.

(23) Tovia Axelrod (1888-1938), membre du Parti bolchevique à partir de 1917, travaille au service de presse du commissariat aux Affaires étrangères de la RSFSR ; à partir de juin 1918, chef du service de presse à la mission soviétique à Berlin ; de la fin 1918 à la fin janvier 1919, travaille au département de Berlin de Rosta ; en été 1919, participe à la direction de la République soviétique de Bavière ; de 1920 à 1932, travaille dans l'appareil du Comintern. Il sera fusillé en 1938.

service du courrier, et vous, trois personnes à Moscou. Il nous faut quelques hommes organisateurs connaissant le terrain, parlant allemand, et des sommes plus importantes en marks, livres et francs. Les marks allemands, il faut les acheter en Lituanie et en Courlande, mais n'achetez pas d'ostgelds. L'entretien des relations et du service de courrier à l'ouest, la vie ici où il faut louer de grands appartements si nous voulons nous maintenir tant bien que mal, tout cela va consommer beaucoup d'argent. Il y a aussi la possibilité de nous arranger avec les journaux et les journalistes bourgeois pour qu'ils diffusent nos informations. J'ai déjà envoyé des câblogrammes d'un local neutre à un grand journal américain. Si vous pouvez vous passer de Nikolaï Ivanovitch (24), envoyez-le ici. A mon avis, il est indispensable d'avoir ici une représentation régulière du comité central et du comité exécutif. Les neuf dixièmes, sinon plus, de vos déclarations se perdent dans le boycott de la presse. Nous pourrions nous faire entendre si Nikolaï, moi et encore quelqu'un d'autre, peut-être Rechter, entrions dans l'illégalité en Europe centrale comme représentation officielle. Demandez aussi à Litvinov (25) qu'il entre lui-même en contact avec nous, ce serait très judicieux si vous exigiez de l'Entente qu'elle laisse passer vos délégués à la conférence de Constantinople par l'Allemagne et l'Autriche, vous pourriez alors entrer en contact avec nous.

7) Aucun des courriers que vous nous avez dépêchés n'a rien apporté d'Osinski (26). J'attire l'attention de Tchitcherine sur le fait que je ne peux rien faire si je ne reçois pas régulièrement les publications et les journaux. Tout cela doit être centralisé dans les mains d'Osinski, sinon ce sera le chaos. Donnez s'il vous plaît une copie de cette lettre à Boukharine et Osinski. En même temps, je vous envoie des coupures de presse importantes, mais cet idiot de courrier que vous avez envoyé a peur de ne pas pouvoir les passer. Accusez-moi réception.

Je vous salue tous cordialement et j'espère que le diable ne vous emportera pas de sitôt. Votre Karl.

RTsKhIDNI (Centre russe de conservation et d'étude des documents d'histoire récente), fonds 2, op. 2, d. 143, feuillets 22-26.

Traduit par Philippe Mennecier.

---

(24) Nikolaï Ivanovitch Boukharine (1888-1938), membre du Parti bolchevique dès 1906, rédacteur de la *Pravda* (1917-1929), des *Izvestia* (1934-1937), du journal *Le Bolchevik* (1924-1929), membre du comité central et du bureau politique du comité central du Parti bolchevique, membre du comité exécutif du Comintern (1919-1929). En 1929, il est exclu du bureau politique ; au plénum du comité central de février-mars 1937, il est exclu du parti ; le 27 février 1937, il est arrêté, condamné à mort à la fin du troisième procès de Moscou et fusillé le 15 mars 1938.

(25) Maxime Maximovitch Litvinov (1876-1951), membre du Parti social-démocrate de Russie dès 1898 ; à partir de 1914, il est le représentant du Parti bolchevique au Bureau socialiste international ; en 1918-1920, il est membre du collège du commissariat Aux affaires étrangères ; en 1920, représentant de la RSFSR en Estonie ; à partir de 1921, vice-commissaire et, de 1930 à 1939, commissaire aux Affaires étrangères de l'URSS.

(26) Valerian Valerianovitch Osinski (de son vrai nom, Obolenski) (1887-1938), membre du Parti bolchevique dès 1907 ; après octobre 1917, gérant de la Banque d'Etat de la RSFSR, président du Conseil économique. En 1918-1919, travaille à la rédaction de la *Pravda* et au service de propagande du comité exécutif. Il est délégué au II[e] Congrès du Comintern. A partir de 1921, il occupe divers postes de direction dans l'économie, le parti et la diplomatie. Il sera fusillé en 1938.

Lettre de L. Jogisches (Tyszka) à Lénine sur l'activité du PC allemand

(Berlin), le 4 février (1919)

Au camarade Ilitch.

Cher camarade, salut à vous et à tous les vieux amis et camarades ! Nous vous remercions tous de vos saluts. (K[arl] et R[osa] ne les ont pas reçus à temps...) Deux jours avant le retour d'Ed(uard) (1), ils ont rendu leur dernier service à notre cause commune. Les assassins — les hommes de main, mais aussi les vrais coupables : les commanditaires et auteurs du drame — sont connus, mais se promènent en toute impunité sous la protection d'Ebert-Scheidemann. Le cadavre de R(osa) n'est encore "pas découvert".

Nous répondrons au coup en *déc*uplant nos efforts. Notre journal berlinois paraît de nouveau depuis hier (2). En province, l'appareil d'organisation n'a pas souffert du tout, quant à l'appareil central, il est de nouveau fonctionnel et, dans une semaine, il fonctionnera sur une base élargie. *Der Kurs bleibt der alte — trotz alledem und alledem !* (a).

Les événements (la catastrophe) de Berlin ont pris le caractère d'un "complot" (eines Putsches). Nous n'y sommes pour rien et nous allons nous opposer à la répétition d'autres "coups" de même genre. La situation objective est favorable, *notre* mouvement et *notre* parti s'accroissent rapidement.

Nous avons décidé — malgré le manque de gens, en particulier à la direction du parti — d'envoyer à Moscou pour le 15 février (3) deux délégués ou, au pire des cas, un seul. Réussiront-ils à passer, c'est une autre histoire. Les délais sont trop courts. Si possible, il vaudrait mieux retarder la réunion prévue (à Moscou) de deux semaines.

Je vous serre la main.

Votre Tyszka.

RTsKhIDNI (Centre russe de conservation et d'étude des documents d'histoire récente), fonds 5, op. 32, d. 267, feuillet 1-1.

NDLR : Emprisonné, Jogisches sera assassiné à Berlin le 10 mars par un gardien de prison.

(1) Eduard Fuchs (1870-1939), publiciste, critique d'art, membre du comité central de la Ligue spartakiste et, plus tard, du PCA. A la fin de décembre 1918, Fuchs (dit "Diadia") se rendit de Berlin à Moscou pour informer Lénine de la situation en Allemagne. Il apportait une lettre de Rosa Luxemburg à Lénine.

(2) Il s'agit de *Die Rote Fahne* (l'organe du Parti communiste allemand), qui fut interdit le 16 janvier 1919. Il reparut le 3 février.

(a) *"La ligne reste la même malgré tout."*

(3) La date du II[e] Congrès du Comintern n'était pas communiquée pour ne pas empêcher les délégués d'arriver à Moscou. Le 15 février est une date conventionnelle.

9. November 1918 – Nr. 1 — Preis 10 Pfen

Die rote Fahne

Ehemaliger Berliner Lokal-Anzeiger – 2. Abend-Ausgabe

Verlag August Scherl G. m. b. H., Berlin SW 68, Zimmerstr. 35-41. — Fernsprecher: Amt Zentrum 9001 bis 9020. — Telegramme: Scherlverlag.

Berlin unter der roten Fahne.

Polizeipräsidium gestürmt. – 650 Gefangene befreit. – Rote Fahnen am Schl

Die Redaktion des „Berliner Lokal-Anzeigers" ist von Vertretern des revolutionären Volkes (Spartakus-Gruppe) besetzt. Die Redaktionsführung ist damit an die Leitung der Genossen übergegangen.

Mit rasender Wucht rollt sich die Entwicklung der Ereignisse nun auch in Berlin ab. Seit heute vormittag sind sich alle Stellen, die für den Bestand, die Verwaltung und die Sicherheit der Stadt wichtig sind, in den Händen des Arbeiter- und Soldatenrates und seiner Beauftragten. Die Bewegung setzte vormittags ruhig ein und vollzog sich auch weiterhin in völlig geordneten Formen.

Ueber die Vorgänge des Nachmittags liegen uns die folgenden Nachrichten vor:

Die Uebernahme der Kasernen.

Beim 3. Garde-Regiment zu Fuß besetzten Kasernen in der Chausseestraße ist auch ein Soldatenrat gebildet. Die neuen Obersten sie die Führer eilen dort haltenden Militärautos, sich ihnen anzuschließen. Zwei Soldaten erkletterten das Dach und schwangen im Weltermarsch rote Fahnen. Vor dem Auswärtigen Amt machten die Demonstrierenden ebenfalls eine kurze Pause, betraten das Haus, kehrten aber sofort wieder freiwillig um. Ebenso hielten sie das angrenzende Reichskanzlerpalais unbehelligt. Der Zug bewegte sich sodann in der Richtung auf die Leipziger Straße.

Rote Fahnen am Schloß.

Am Kgl. Schloß und am Kronprinzenpalais waren am Eingang zu den Portalen rote Fahnen angebracht. — Die Hauptwache Unter den Linden ist von Militär entblößt, dafür sind drei Schildwachen mit Gewehr aufgezogen, die Ansprachen an das Publikum halten. Sie behaupteten dabei unter anderem, daß an der Front das Schießen eingestellt sei.

Offiziere, denn im Felde bereits große Mengen geschehen ist, ersuche ich euch, der Freiheit zuliebe weiteres Elend zu verhüten. Wir wollen jedes Blutvergießen vermeiden, wollen aber selbst Ordnung halten. Achtet besonders auf die Gewehrschüsse unter euch. Werdet die Waffen zum Mißbrauch benutzen. Jede mutwillige Gewalt muß unterbleiben. Es lebe die soziale Revolution!"

W.T.B. von A. und S. besetzt.

In den ersten Nachmittagsstunden erschienen Abgesandte des Arbeiter- und Soldatenrates in den Räumen des hiesigen amtlichen Wolffschen Telegraphenbureaus und übernahmen es im Auftrage des Rates. Die Eingänge wurden scharf kontrolliert, nur Personen mit Ausweis Zutritt. Die Uebermittlung der Nachrichten durch den Fernsprecher setzte um diese Zeit aus. Gegen 4 Uhr kam bereits die erste Meldung aus dem W.T.B. in die Redaktionen. Sie lautete:

Das Wolffsche Telegraphische Bureau wurde heute mittag durch den Arbeiter- teilen. Die Automobile waren dicht beset Arbeitern und Soldaten, die Maschinengewehren bewaffnet. Vorne auf den Aut ten Hand je ein Arbeiter und ein Soldat, die Hand zeichnen. Auf einem Automobil war auch einer Frauenrechtlerin. Von de sammelten warten zu Tausenden Plätzen untergebracht, die gemäß den besonderen des Reichskanzlers mitteilten und denen an gende Mitteilungen enthielten:

„Es wird nicht geschossen!

Der Reichskanzler hat angeordnet, daß den Mitglied von der Waffe kein Gebrauch gemacht werde.

Vorsitzender: Arbeiterrat Soldatenrat

Sind das Regimentsgericht und die Wache gefangenen zum Volke übergegangen. bewaffnetem Arbeiter-Soldatengeschütze Be haben sich den Soldaten angesch fen. Der sozialdemokratische Arbeiter- Soldatenrat."

Die französische Front.

Le journal des spartakistes : *"Berlin sous le drapeau rouge."*

Le fusilleur Noske entre trois officiers supérieurs.

Dessin de George Grosz : *"A ta santé, Noske ! La jeune révolution est morte."*

La camarilla militaire. Au centre, le maréchal Hindenburg.

Karl Liebknecht.

Rosa Luxemburg.

Julien Papp : Les communistes hongrois et la IIIe Internationale (1919-1925)

La dislocation de l'Autriche-Hongrie, couronnée par la révolution qui balaie la monarchie en Autriche au début de novembre 1918, a accéléré la décomposition économique et sociale qui a ruiné l'ancien empire et donné un coup de fouet aux revendications des ouvriers, des employés et des paysans. Le 22 mars 1919 se forme un gouvernement de coalition de 29 commissaires du peuple, 17 socialistes et 12 communistes, qui tiendra 143 jours. Le parti communiste, passé en quelques mois de 4 000 adhérents à 70 000, manque de cadres expérimentés face à un parti social-démocrate de masse.

Comme le souligne l'étude de Julien Papp ci-après, son jeune secrétaire, Bela Kun, n'a tiré aucune leçon de qu'il a vu en Russie : il refuse aux paysans pauvres qui la réclament la terre, purement et simplement nationalisée par son gouvernement, et dont l'administration est souvent confiée aux anciens intendants ou régisseurs haïs des paysans ; jouant les matamores, il se laisse entraîner dans la guerre avec la Roumanie et croit rouler à sa guise Clemenceau, qui le manipule. Quand la révolution hongroise s'effondre sous le poids de ses erreurs et de son isolement, le 1er août, Bela Kun souhaite aux ouvriers de payer son échec le plus cher possible : *"Le prolétariat de Hongrie n'a pas seulement trahi ses dirigeants, mais lui-même (...). J'aurais aimé voir le prolétariat combattre sur les barricades (...), déclarant qu'il préférait mourir qu'abandonner son pouvoir."* La tentative d'éduquer *"les masses prolétariennes de ce pays pour en faire des révolutionnaires avec une conscience de classe a été vaine"*. Donc, *"ce prolétariat a besoin de la dictature la plus inhumaine et la plus cruelle (...) pour devenir révolutionnaire"*. L'amiral Horthy exauce ce vœu : il procède à 5 000 exécutions capitales et emprisonne près de 75 000 ouvriers et paysans dits communistes.

Les gesticulations de Bela Kun ont mené la révolution dans l'impasse. Mais le manque criant de cadres et les brèches creusées par la répression un peu partout dans le monde lui permettent à lui et à ses pareils de jouer un grand rôle dans l'Internationale, avec les conséquences que Julien Papp décrit en détail. Son goût pour la mort héroïque et vaine des ouvriers et paysans sera l'un des traits de l'appareil qui se dessine, encore embryonnaire, sous le manteau de la révolution. L'étude de Julien Papp restitue les conditions dans lesquelles le tout jeune parti communiste hongrois a affronté la vague révolutionnaire qui déferlait sur son pays et sur toute l'Europe.

"Lacune énorme : l'absence totale des faits"

La république des conseils hongroise

On ne saurait parler des rapports entre le Parti des communistes de Hongrie (PCH) (1) et le Comintern (Internationale communiste) dans la première phase de leur histoire sans retracer d'abord ce que fut, dans ses aspects politiques, la république des conseils hongroise (2).

A la faveur de cet événement, les dirigeants communistes hongrois vont occuper dans l'Internationale une place sans commune mesure avec la force et l'importance numérique réelles de leur mouvement. D'autre part, des débats passionnés les opposeront les uns aux autres sur les causes de l'échec de la révolution en Hongrie, donnant naissance à deux fractions irréconciliables autour de Béla Kun et Jenő Landler, alors que la terreur blanche sévit dans leur pays et que les communistes devenus illégaux sont pourchassés sans répit.

La république des conseils fut l'œuvre commune des sociaux-démocrates (PSD) et des communistes, proclamée en même temps que la fusion des deux partis, le 21 mars 1919.

Depuis la "révolution des reines-marguerites", qui avait porté au pouvoir le comte Mihály Károlyi et transformé la Hongrie en une république bourgeoise (31 octobre et 16 novembre 1918), la situation n'a cessé de s'aggraver, rendant impossible toute consolidation intérieure. De fait, à la suite de la guerre et de la débâcle, le pays compte des millions de pauvres, de chômeurs, de mutilés de guerre, de soldats démobilisés errants... L'afflux des réfugiés des territoires occupés par les armées de l'Entente, la pénurie de vivres et l'arrêt de la production industrielle s'ajoutent aux difficultés. En province, des scènes de pillages se produisent un peu partout, souvent les bâtiments publics sont assiégés et des gendarmes exécutés. Après la loi agraire de

(1) C'est-à-dire que le PCH n'est qu'une composante de l'Internationale communiste. Il sera "nationalisé" à la libération et devient Parti communiste hongrois.

(2) Ouvrages utilisés ou consultés : György Borsányi, *Kun Béla. Politikai életrajz* (Biographie politique), Bp., Kossuth, 1979. *The Life of a Communist Revolutionary, Béla Kun*, Higland Lakes, NJ, 1993. *Gondolatok a Kommunisták Magyarországi Pártja történetéröl* (1918-1944) (Réflexions sur l'histoire du Parti des communistes de Hongrie [1918-1944]), *Múltunk* (Notre Passé), n° 1, 1995, pp. 3 à 37. Pierre Broué, *Histoire de l'Internationale communiste, 1919-1943*, Fayard, 1997. Dominique Gros, *Les Conseils ouvriers. Espérances et défaites de la révolution en Autriche- Hongrie*, Dijon, 1971. Péter Hanák (dir.), *Mille ans d'histoire hongroise*, Bp., Corvina, 1986. Miklós Molnár, *Histoire de la Hongrie*, Hatier, 1996. *De Béla Kun à János Kádár. Soixante-dix ans de communisme hongrois*, PFSP, 1987. Mátyás Rákosi, *Visszaemlékezések, 1892-1925* (Souvenirs, 1892-1925), vol. 1 et 2, Bp., 2002. László Svéd, *"Demény Pál az ifjusági mozgalom vezérkarában"* (Pál Demény dans l'état-major du mouvement de jeunesse), *Múltunk*, n° 1, 1999, pp. 70 à 115.

février 1919 et un début de partage sur les domaines de Károlyi, on assiste à des occupations de terre spontanées, que le gouvernement n'arrive pas à empêcher. Il est aussi impuissant pour contrôler les directoires qui se constituent à la tête des départements et des communes en remplacement des anciennes administrations.

Donner aux explosions spontanées des cadres organisés

Alors que la coalition de Károlyi (formée de son parti d'Indépendance, des radicaux et des sociaux-démocrates) est de plus en plus isolée, la popularité du PCH augmente rapidement auprès des ouvriers, des chômeurs et des soldats démobilisés, dont des dizaines de milliers ont participé aux combats de l'Armée rouge en Russie.

Le parti, qui a été formé le 24 novembre 1918 sous la conduite de Béla Kun, adhère aux mouvements de masse pour donner aux explosions spontanées des cadres organisés et cherche à transformer la démocratie bourgeoise en dictature du prolétariat.

Or, le 20 février 1919, une manifestation des chômeurs devant la rédaction du journal du PSD, *Népszava* — "La Voix du peuple" —, finit par des échanges de coups de feu et la mort de quatre policiers.

Le gouvernement saisit alors l'occasion pour arrêter et emprisonner 68 responsables communistes. Parmi eux se trouve Béla Kun, que les policiers viennent très sévèrement passer à tabac, prétendument pour venger leurs camarades. Cette affaire, rappelant trop la responsabilité des sociaux-démocrates allemands dans le meurtre de Liebknecht et de Luxemburg, provoque une énorme campagne en faveur des communistes emprisonnés, et le gouvernement finit par assurer à ceux-ci des conditions de détention extrêmement avantageuses, où ils peuvent continuer leurs activités politiques.

Le démembrement territorial de la Hongrie historique

Mais tout autant, et plus encore peut-être que la crise sociale, le démembrement territorial de la Hongrie historique contribue à la perte de crédibilité du nouveau régime. Ce n'est pas le lieu de relater ce qui a mené à l'effondrement de l'ancien royaume multinational. Pour être bref, citons M. Molnár : *"La création de la Tchécoslovaquie, du royaume serbo-croato-slovène et l'union de la Transylvanie avec la Roumanie sont pratiquement accomplies pendant les mêmes jours de fin octobre-début novembre que ceux où le gouvernement de Károlyi entre en fonction. Le fait accompli est irréversible"* (3).

Vers la mi-janvier 1919, sans respecter les lignes de démarcation établies par des conventions militaires préalables, les troupes tchécoslovaques et roumaines viennent en effet occuper des lignes avancées qui coïncident en gros avec les frontières futures de leurs Etats. Le dispositif s'inscrit par ailleurs dans le projet du "cordon sanitaire" conçu par le gouvernement français en vue d'endiguer la révolution bolchevique russe. Qui plus est, pour préparer l'intervention militaire contre la Russie soviétique, la conférence des vainqueurs réunie à Paris décide de créer une zone de neutralité, imposant au gouvernement hongrois un recul presque jusqu'à la Tisza.

C'est la fameuse note remise au président hongrois le 20 mars 1919 par le chef de la mission militaire de l'Entente, le lieutenant-colonel Ferdinand Vix. Il s'agit d'un ultimatum qui expire dans les 24 heures.

Ne voulant pas s'y plier et incapable de résister par les armes, le gouvernement hongrois préfère démissionner. Károlyi annonce alors la formation d'un gouvernement purement social-démocrate, mais par la proclamation qu'il signe, il *"transmet le pouvoir au proléta-*

(3) M. Molnár, 1996, p. 329.

riat". C'est ainsi que les deux partis ouvriers, PSD et PCH, qui ont fusionné la veille au soir, forment le 21 mars un nouveau gouvernement et annoncent la naissance de la république des conseils.

Il convient de noter que les conditions de la passation des pouvoirs par Karolyi restent obscures et que, pour l'histoire officielle hongroise d'aujourd'hui, il s'agit plutôt d'un "coup d'Etat socialo-communiste". La "vraie" révolution aurait eu lieu à l'automne 1918 et l'avènement des partis ouvriers au pouvoir ne serait que le résultat des conciliabules en coulisses. Toutefois, rien que les photos de l'époque montrant des foules immenses qui exigent la remise en liberté des communistes permettent de mettre en doute cette vision des choses.

Les grandes questions vitales pour le régime

En tout cas, l'accord conclu entre les deux partis prévoyait que le gouvernement à former reposerait sur les conseils d'ouvriers et de paysans. Réuni le 22 mars, il s'appelle Conseil de gouvernement révolutionnaire et comprend un directoire de cinq membres (Béla Kun, Béla Vágo, Jenő Landler, József Pogány et Zsigmond Kunfi). Le conseil incarne le pouvoir exécutif. Ses membres ne sont pas des ministres, mais, comme en Russie, des commissaires du peuple. A l'exception de Kun, tous appartenaient auparavant au PSD. Ce déséquilibre est quelque peu compensé par la prédominance des communistes parmi les commissaires suppléants. En réalité, les lignes de partage traversent les anciennes appartenances politiques selon les grandes questions vitales pour le régime, comme l'instauration de la dictature, le partage des terres ou l'attitude vis-à-vis des syndicats.

Enfin, si la présidence de ce gouvernement révolutionnaire est attribuée au socialiste Sándor Garbai, le véritable chef en est Béla Kun, commissaire aux Affaires étrangères.

Ancien journaliste de province et militant social-démocrate, mobilisé en 1914, blessé en 1915 et fait prisonnier en 1916 en Russie, où il rencontre Lénine plusieurs fois et organise des groupes communistes parmi les prisonniers de guerre hongrois, Béla Kun possède une grande capacité de travail et de bons talents d'orateur et d'organisateur. Son nom est tellement lié à la république des conseils que la presse étrangère parle systématiquement du *"régime de Béla Kun"*. Lui-même est si conscient de l'importance de son rôle personnel qu'à Lénine, par exemple, qui s'inquiète de la composition du nouveau gouvernement et de l'attitude des socialistes, il répond hardiment (tout en évitant la réponse directe) : *"Mon influence personnelle sur le Conseil révolutionnaire de gouvernement est telle que la ferme dictature du prolétariat sera assurée. En outre, les masses sont derrière moi"* (4).

Les camarades communistes ne partagent pas cette certitude et en font état dès le 23 mars dans *Vörös Ujság* — "Gazette rouge" —, puis au cours d'une manifestation contre la fusion. Kun réagit avec vigueur quand, le 26 mars, il fait une déclaration pour confirmer derechef : le PCH en tant que parti indépendant a cessé d'exister et celui qui est plus à gauche que lui est objectivement l'ennemi de la révolution.

Dans ces conditions, les rapports avec l'Internationale communiste en cours d'organisation restent à définir, bien que, le 27 mars, Kun réaffirme que *"le parti du prolétariat hongrois est la division hongroise du parti communiste international"* (5). Dans cette perspective, les communistes hongrois ont les yeux fixés sur les événements de la révolution européenne. Début avril, on salue *"avec une joie vibrante et un enthousiasme explosif"* la république des conseils bavaroise ; à la même époque, l'Armée rouge ukrainienne n'est plus qu'à 200 km de la frontière hongroise et son état-major travaille déjà sur le projet qui prévoit la jonction avec la Hongrie.

(4) P. Broué, p. 101.
(5) Gy. Borsányi, 1979, p. 142.

Construire la *"forteresse viennoise"*

Dès la première séance du Conseil du gouvernement, Kun a proposé de construire la *"forteresse viennoise"* et met en place, au sein de son commissariat, une section de propagande internationale, confiée d'abord à Ernő Pór, puis à Gyula Alpári. Pour hâter la révolution autrichienne, le service en question envoie dans ce pays 45 agitateurs. Ici, l'Entente a imposé le désarmement de la milice ouvrière, la Volkswehr, créée en octobre 1918, pendant la révolution bourgeoise. La date en fut fixée pour le 15 juin 1919.

Kun estime que la révolution devrait éclater à ce moment et envoie en Autriche l'avocat de Sátoraljaujhely, Ernő Bettelheim, militant du mouvement socialiste depuis 1905. Arrivé dans le pays avec une vingtaine de "spécialistes" hongrois, Bettelheim relève les dirigeants du Parti communiste autrichien et met en place un directoire de quatre membres, y compris lui-même. Le directoire pense que le moment est propice pour remporter la victoire par l'insurrection armée et déploie une activité intense pour favoriser une telle issue. Or le parti social-démocrate est au courant et réussit à mobiliser les ouvriers contre l'entreprise, qui finit par plusieurs morts et l'arrestation des responsables communistes.

Si les détails concrets de l'aventure étaient l'œuvre de Bettelheim, la conception d'ensemble venait de Béla Kun, véritable responsable de ce putsch, qui fut condamné unanimement dans le mouvement ouvrier.

La fusion

Le nom et le programme du parti issu de la fusion font l'objet du congrès qui se réunit le 12 juin 1919. Après la lecture du télégramme de l'Internationale communiste où Zinoviev insiste sur la conservation de l'épithète communiste, Kun propose le nom de Parti des communistes de Hongrie, ce que Zs. Kunfi veut empêcher au fil d'un long discours, sans même respecter le message d'amitiés de Lénine. Finalement, on se met d'accord sur une solution de compromis : le parti s'appellera Parti des ouvriers socialistes-communistes de Hongrie.

Si, lors du débat sur le règlement, Kun évite l'affrontement en laissant de côté l'exigence d'un parti de type léniniste, le conflit éclate au moment de l'élection de la direction. C'est que les délégués, majoritairement d'inspiration social-démocrate, ont rayé pratiquement tous les communistes, à l'exception de Kun, après avoir été visiblement soudoyés. Kun réunit alors ses camarades et fait savoir à la présidence du congrès que lui et les siens se réservent leur liberté d'action, et dans le parti et au sein du gouvernement.

La formule était ambiguë (elle pouvait signifier que les communistes allaient quitter la direction du parti ou bien qu'ils ignoreraient le résultat du vote secret), et, dans le débat qui a suivi, Kun a tenu des propos qui semblaient menaçants. Les socialistes Böhm, Kunfi et Weltner consultent alors leur camarade József Haubrich, commandant de la ville de Budapest et appartenant à l'aile droite la plus extrême du PSD. Ouvrier sans instruction, mais militant intelligent, celui-ci comprend aussitôt que ses amis politiques veulent lui faire jouer le rôle de Noske, ce qu'il refuse. C'est ainsi que le vote secret sera annulé et les propositions initiales concernant les membres de la direction du parti acceptées à main levée.

Mais la politique de louvoiement de Kun ne cessait d'être critiquée par ses anciens camarades, qui avaient désapprouvé la fusion et voyaient l'origine des difficultés du régime dans les concessions qu'on devait faire pour conserver l'unité. A l'échelon supérieur, on trouve ici les noms de Szamuely, Korvin, Rudas et, dans une certaine mesure, ceux de Rákosi et de Szánto, qui se sont souvent exprimé dans le sens d'un renforcement de la dictature, mais sans jamais se désolidariser de Béla Kun. En revanche, parmi les simples militants, il s'est formé

un noyau d'une demi-douzaine de personnes qui se sont donné comme but de réorganiser le PCH sur des bases *"vraiment bolcheviques"*. Ils souhaitaient renouer avec Moscou par-dessus la tête des "opportunistes" et ont pris contact avec deux officiers ukrainiens de l'Armée rouge, Grégori Jefimov et Isaï Junkelsohn, qui se trouvaient alors en Hongrie pour recruter des volontaires parmi les prisonniers de guerre retenus dans ce pays. Une réunion des "vrais bolcheviks" était organisée pour le 18 juillet, dont cependant la police de Korvin a fini par connaître tous les détails. Les (15) participants furent donc arrêtés, y compris les deux officiers, que, dans un accès de fureur, Kun fit fusiller.

L'étau de la contre-révolution intérieure et extérieure

Au moment où cette douloureuse affaire se produit, l'étau de la contre-révolution intérieure et extérieure s'est déjà complètement resserré sur la Hongrie des conseils.

En politique intérieure, l'erreur la plus grave des partis ouvriers au pouvoir fut certainement d'avoir renoncé à la révolution agraire. Ils ont ainsi laissé intact le système domanial, sur lequel reposait l'ancien régime, et provoqué une profonde déception parmi les masses rurales sans terre. Le mécontentement touchait aussi les paysans propriétaires, qui craignaient d'être dépossédés dans la perspective de la collectivisation et qui, en tout cas, refusaient de livrer leurs produits contre le "papier blanc" émis par le gouvernement. Dans ces conditions, les contre-révolutionnaires pouvaient gagner facilement la paysannerie à leur cause.

D'autre part, le Conseil de gouvernement n'aurait pas bien saisi les opportunités dans les négociations avec l'Entente. Dans la question de la zone neutre, il aurait peut-être été possible de temporiser, à en juger du moins de l'attitude du général Smuts, que la conférence de Paris a envoyé à Budapest et qui s'est montré compréhensif avec Kun. Or le gouvernement hongrois a refusé l'idée du maintien de la zone neutre. L'aurait-il acceptée, les vainqueurs n'avaient pas l'intention de tolérer longtemps le régime existant en Hongrie.

Cependant, quand les troupes roumaines et tchécoslovaques passent à l'attaque (16 et 27 avril), un remarquable sursaut militaire se produit grâce au travail de Vilmos Böhm, Aurél Stromfeld et Jenö Landler. Ils dirigent la contre-attaque sur le front nord, en espérant d'entrer en contact avec l'Armée rouge soviétique. Composée en grande partie d'ouvriers syndiqués, l'Armée rouge hongroise remporte des succès en Haute-Hongrie et, le 16 juin, la république slovaque des conseils est proclamée.

Une note de Clemenceau

C'est à ce moment qu'arrive une note de Clemenceau ordonnant à tous les protagonistes de se replier sur les nouvelles frontières nationales. Kun propose d'obtempérer, mais ses arguments sont âprement contestés, et principalement par ceux qui lui sont les plus proches : c'est une trahison vis-à-vis du prolétariat russe, on jette la République slovaque en pâture aux impérialistes, on ne doit jamais imposer le retrait à une armée qui remporte des victoires..., disent les uns et les autres.

Le retrait, qui d'ailleurs a été unilatéral, provoque une démoralisation générale. Dans l'armée et la petite bourgeoisie, beaucoup ont choisi le camp des rouges parce que le gouvernement révolutionnaire incarnait aussi une cause nationale. La désaffection de ce côté s'ajoute désormais aux difficultés qui surgissent de toute part en juillet 1919 : grève des cheminots, soulèvement paysan, mutinerie des élèves officiers à Budapest. Aucune de ses décisions prises pendant les 133 jours de la république des conseils n'a valu à Béla Kun autant de critiques que son obéissance à la note incriminée de Clemenceau. Mais lui-même, avant de

quitter le pays dans un train spécial pour Vienne, prononce un dernier discours le 1er août, où il rend le prolétariat hongrois responsable pour l'échec du régime des conseils (6).

Pendant que, en Hongrie, les détachements du contre-amiral Horthy infligent les traitements les plus barbares aux révolutionnaires et que des dizaines de milliers de suspects sont emprisonnés ou internés, la plupart des anciens commissaires du peuple et d'autres responsables avec leurs familles se retrouvent en Autriche, regroupés dans trois petits villages situés près de la frontière tchèque : Karlstein, Drosendorf et Heidemühle in Kolmitzgraben. Au départ, les conditions de vie sont difficiles et l'environnement humain souvent hostile, que compense toutefois la sympathie de la classe ouvrière autrichienne.

Après une demande d'extradition rejetée par le gouvernement de Vienne, les sbires de Horthy organisent deux tentatives d'enlèvement. Leur but est de capturer Kun, Hamburger, Landler et Pogány, et de massacrer les autres réfugiés sur place. Mais tout cela finit par échouer.

De son côté, le mouvement communiste cherche à rétablir les contacts avec les dirigeants hongrois en exil, qui peuvent bientôt faire parvenir lettres et messages jusqu'à Moscou. En octobre 1919, le communiste suisse Paul Rüegg reçoit la mission du Comintern de laisser partir Béla Kun. Devant le refus des autorités, il entreprend de le faire évader avec l'aide de deux communistes autrichiens. Rüegg est vite arrêté et fait la déclaration suivante au commissariat de Vienne : *"La IIIe Internationale considère avec une grande désapprobation la conduite de nos camarades hongrois — celle de Béla Kun et de ses camarades. Elle leur reproche d'être entrés en pourparlers avec les puissances de l'Entente au lieu de défendre en toutes circonstances la république des conseils. C'est pourquoi la IIIe Internationale a décidé de soumettre les camarades hongrois à une procédure de contrôle et de les faire venir à cette fin à Moscou"* (7). Evidemment, ce genre de témoignage d'un militant politique devant la police, bien qu'il soit intéressant de le citer, l'historien ne doit pas le prendre pour argent comptant.

Durant l'hiver, les relations entre les anciens responsables deviennent assez régulières pour former un comité central provisoire, bien que les membres de celui-ci se trouvent en des endroits différents : Kun, Landler et Pór, à Karlstein ; Lukács et Hamburger, à Vienne ; Hirossik, à Budapest. En décembre, Kun a l'heureuse initiative de proposer au gouvernement soviétique que les officiers de l'armée hongroise qui sont encore détenus en Russie soient échangés contre les communistes hongrois emprisonnés en Hongrie.

Aucun signe de regret ou d'indignation

En revanche, il ne manifeste aucun signe de regret ou d'indignation devant les conséquences de l'échec, les horreurs de la terreur blanche, la perte des meilleurs de ses camarades ou des calomnies qui salissent sa personne et le mouvement communiste. Comme la plupart de ses contemporains, était-il convaincu qu'il ne s'agissait là qu'un accident de parcours, avant l'effondrement, dans un ou deux ans, du capitalisme européen ?

Le 7 décembre 1919, il écrit à Lénine que *"la cause de la révolution en Occident s'améliore d'heure en heure"* et pense que *"l'effondrement de notre dictature a eu un résultat bénéfique sur notre prolétariat,* (car) *à présent, il dispose de ce qui lui avait manqué auparavant : d'un passé révolutionnaire"*. Visiblement, sa doctrine consiste pour l'essentiel dans l'idée que la terreur blanche est utile, que "plus ça va mal, mieux ça va". C'est à Karlstein encore qu'il rédige une brochure intitulée *De révolution en révolution,* qui est le premier écrit sur la république des conseils hongroise. Kun cherche notamment à montrer les causes de l'échec en Hongrie, dénonce le réfor-

(6) P. Broué, p. 106.
(7) Gy. Borsányi, 1979, p. 201.

misme, explique ce que doit être un parti révolutionnaire. Publiée en allemand, le texte est parvenu à Lénine, qui a fait les annotations marginales suivantes :

"Sont bonnes dans la brochure la fermeté de la conviction révolutionnaire de l'auteur, sa foi inébranlable dans la révolution. Ses remarques sont bonnes sur ce que doit être le parti. Sa critique des sociaux-démocrates est bonne.

Mais, lacune énorme — absence totale des faits. Cela rend la brochure faible. 40 des 55 pages auraient dû être remplies de faits précis (la social-démocratie et la révolution, ainsi que l'histoire de la contre-révolution en Hongrie), il aurait fallu donner le plan des faits et consacrer 15 pages au commentaire.

Sans ce genre de remaniement, la brochure est extrêmement faible, impropre à l'utilisation" (8).

A partir du printemps 1920, d'autres responsables commencent à publier leurs écrits (Landler, Lukacs, Rudas, Rakosi), en même temps que se multiplient les discussions où se mélangent considérations doctrinales et insinuations personnelles. C'est la préhistoire des fractions. Autour de Kun gravitent des dirigeants comme Pogány, Szánto, Rákos, Vágó , Pór ; en face, le regroupement se fera autour de Landler et Lukács, alors que Rákosi, Varga, Rudas se tiennent à l'écart avec prudence.

L'action du gouvernement soviétique dans l'échange des prisonniers ayant abouti, Kun est autorisé à partir et arrive en Russie le 11 août 1920. Il y retrouve un grand nombre d'anciens camarades. Leur prestige est considérable. On a noté qu'aux IIe et IIIe Congrès de l'Internationale communiste, c'était le parti hongrois qui était cité le plus souvent. *"Il est vrai qu'à titre d'exemple négatif"*, ajoute Borsányi (9).

C'est dans ce vivier que l'Internationale communiste va recruter une partie de ses "experts" et de ses "commis voyageurs" pour transmettre les instructions élaborées à Moscou. On retrouvera ainsi Mátyás Rákosi en Italie, en Tchécoslovaquie et en France ; Béla Kun, en Allemagne, en Roumanie, en Bulgarie et en Yougoslavie ; Lajos Magyar, en Chine ; Ernő Gerő , en France et en Espagne ; Andor Berei, en Belgique... Jenő Varga prépare des analyses sur l'économie mondiale, Gyula Alpári rédige le bulletin du Comintern, etc.

La "Märzaktion" (action de mars)

Parmi toutes les missions réalisées au début des années 1920, celle qui a abouti à la "Märzaktion" en Allemagne a eu certainement les conséquences les plus tragiques pour le mouvement ouvrier. En effet, malgré la "semaine sanglante" de janvier 1919, la classe ouvrière allemande restait la colonne vertébrale de la révolution européenne. Le parti social-démocrate comptait environ 1 200 000 adhérents, contrôlait les syndicats forts de quelque huit millions de travailleurs et sa base électorale était également considérable (26,2 % dans le Land de Prusse). Le Parti socialiste indépendant (USPD) de Hilferding était lui aussi un facteur important du mouvement ouvrier allemand et le jeune Parti communiste (VKPD) devenait un parti de masse avec près de 350 000 adhérents.

A la tête du parti se trouvent au début de 1921 Paul Lévi et Clara Zetkin, représentants des meilleures traditions du mouvement ouvrier allemand, que Lénine tient dans la plus haute estime. La politique du VKPD reposait sur la *"Lettre ouverte à toutes les organisations ouvrières allemandes"* publiée en décembre 1920 pour appeler le PSD, l'USPD et les syndicats à se battre pour les revendications les plus importantes des travailleurs allemands : salaires, logement, indemnités de chômage, désarmement des corps francs, libération des prisonniers politiques. Si les dirigeants sociaux-démocrates et socialistes refusaient d'adhérer explicitement à la lettre ouverte, celle-ci n'était pas sans effet et l'unité de combat de la classe ouvrière était sur le bon chemin.

(8) *Ibidem*, p. 207.
(9) *Múltunk*, 1995, p. 17.

Cette évolution fut interrompue par un conflit inattendu.

Le congrès des socialistes italiens

C'était que, en janvier 1921, se réunissait à Livourne le congrès des socialistes italiens pour décider de son adhésion à la IIIe Internationale. Paul Lévi représentait le Parti communiste allemand et Mátyás Rákosi, avec le Bulgare Kabaktchiev, le comité exécutif de l'Internationale communiste. La question centrale était le rapport avec le groupe Serrati, qui avait derrière lui la majorité de la classe ouvrière italienne et qui, sous certaines conditions, aurait accepté de rejoindre l'Internationale communiste. Les dirigeants communistes italiens, en premier lieu Bordiga et Terracini, défendaient l'idée que le nouveau parti devait être léniniste même s'il restait petit. Soutenus par Rákosi, qui mit dans la balance toute l'autorité de l'Internationale communiste, ils imposèrent l'exclusion de Serrati. Paul Lévi pensait au contraire que, sous son influence, les ouvriers italiens se seraient rapprochés plus facilement de la voie révolutionnaire. C'est ce qu'il allait expliquer à ses camarades à Berlin et le comité central de son parti accepta son point de vue.

Or, sur son chemin de retour à Moscou, Rákosi se présenta à Berlin et prit la parole à une réunion du comité central allemand. Il déclara que, s'il le fallait, il ferait scissionner dix fois un parti jusqu'à ce qu'il devienne vraiment léniniste, laissant sous-entendre une telle éventualité pour le parti allemand. Le discours de Rákosi, qui agissait en qualité de représentant officiel du Comintern, plaça devant un grave dilemme les dirigeants allemands : ils devaient choisir entre l'acceptation d'une position fondamentalement inacceptable et la désobéissance à la direction de l'Internationale communiste. Quand le moment du vote arriva, Lévi fut mis en minorité par 28 voix contre 23. Aussitôt, lui-même et quatre de ses camarades (Zetkin, Däumig, Hoffmann et Brass) démissionnèrent de leurs fonctions au sein du parti.

Ce geste provoqua la stupéfaction parmi les dirigeants de l'Internationale communiste, et, pour clarifier la situation, on envoya en Allemagne Béla Kun et Abraham Gouralsky, qui connaissait bien les conditions dans ce pays.

Front unique de combat ou actions révolutionnaires ouvertes

Avant leur départ, alors que la démission de Lévi n'est pas encore connue, Kun participe à un débat sur la politique du parti allemand formulée dans la lettre ouverte. Deux positions apparaissent aussitôt : Lénine et Radek approuvent l'effort déployé pour réaliser le front unique de combat, alors que pour Zinoviev, Boukharine et aussi pour Kun, le temps des actions révolutionnaires ouvertes est venu.

Kun et son équipe arrivent donc à Berlin avec ce présupposé et ne tarderont pas à y trouver des éléments pour conforter leur vision des choses. Le contexte allemand semble en effet justifier leur démarche, l'occupation de la Ruhr par les troupes françaises et la crise en Haute-Silésie ayant créé un semblant de désarroi dans la classe politique. C'est sur ce terreau que réapparaît la "théorie de l'offensive" (qui n'était pas une nouveauté dans le mouvement communiste), selon laquelle le parti doit lancer des actions mobilisatrices pour tenir les masses en haleine, même si les conditions de la victoire ne sont pas données momentanément. Pour Béla Kun, c'était une aubaine, et c'est lui qui sera l'initiateur de la mise en pratique de la théorie en question. Du côté allemand, sa décision est bien reçue par la nouvelle direction (Brandler, Frölich, Thalheimer), qui veut justement faire ses preuves en corrigeant les "fautes opportunistes" de Paul Lévi.

Sauf que les politiciens sociaux-démocrates se sont montrés plus rusés et plus rapides, et c'est la police qui a pris

l'initiative de l'action, et précisément en Saxe, dans la région industrielle de Halle-Mersebourg, qui était la base principale du mouvement communiste. La police savait que le parti n'était pas prêt à une insurrection de dimension nationale et que, en provoquant un affrontement localisé, sous prétexte de désarmer les ouvriers de la région, elle pouvait isoler les communistes et priver pour longtemps la classe ouvrière allemande de la possibilité d'une véritable révolution.

C'est au début de l'action policière, le 18 mars, que paraît dans *Rote Fahne* l'article non signé *"Réponse claire !"*, écrit de toute évidence par Béla Kun, appelant les ouvriers allemands à prendre les armes et à *"s'en ficher de la loi"*, puisque les détachements de l'extrême droite armés jusqu'aux dents en font autant. Abondant dans le même sens, le comité central du parti prône la grève générale et l'insurrection armée, alors que Clara Zetkin recommande de s'abstenir de ce genre d'action.

Le 20 mars, l'éditorial de *Rote Fahne* rédigé par Kun s'intitule *"Celui qui n'est pas avec moi est contre moi !"*. Il menace, il fait des reproches aux ouvriers sociaux-démocrates et les appelle à rompre avec leurs dirigeants. Ce texte produit l'effet inverse, même parmi les hésitants. Puis, trois jours après son appel à l'insurrection, le journal communiste explique que, face à la bourgeoisie, la lutte armée du prolétariat n'a aucune chance : l'arme de la classe ouvrière, c'est l'organisation et la presse du parti.

Les missionnaires hongrois persévèrent

Pendant ce temps, le Parti communiste a perdu le contrôle des événements, qui se transforment en mêlée sanglante dans les quartiers ouvriers d'Eisleben, Mersebourg et ailleurs. Des bagarres violentes opposent les ouvriers grévistes à ceux qui veulent travailler et l'inévitable lumpenprolétariat se livre aux pillages. Tout cela fait que la masse des ouvriers se désolidarisent du mouvement et qu'il n'y a plus guère que les ouvriers communistes disciplinés qui suivent les consignes du parti ; au grand plaisir d'ailleurs des patrons, qui peuvent ainsi "nettoyer" les usines des éléments les plus dangereux. Au demeurant, l'aventure s'est traduite par quelque 150 morts et 6 000 arrestations, sans parler des conséquences politiques pour la classe ouvrière. Pourtant, on avait déjà l'antécédent à méditer avec le putsch de Vienne de juin 1919. Or, au lieu de corriger l'erreur, les missionnaires hongrois de l'Internationale communiste persévèrent avec un entêtement remarquable.

Accompagné d'Alpari et de Rákosi, qui se trouvaient en Allemagne avec lui pendant la "Marzaktion", Kun se rend en Tchécoslovaquie pour préparer le terrain devant la création d'un PC unifié. Il s'agit de clarifier la situation dans un pays où il existe, d'une part, un parti marxiste groupant les travailleurs allemands des Sudètes et, d'autre part, une aile gauche social-démocrate dirigée par Bohumil Smeral. Mais l'action des délégués de l'Internationale communiste ne fait qu'aggraver les divisions, en sorte que Smeral et Zapotocky télégraphient à Moscou pour protester contre les méthodes d'Alpári et de Rákosi, et demandent qu'ils soient remplacés.

Il est d'ailleurs bien connu que la question du "gauchisme" sera au coeur des débats du IIIe Congrès de l'Internationale communiste, qui s'ouvre le 22 juin 1922, et de ses travaux préparatoires. Dans ce cadre, Lénine intervient le 17 juin à propos d'un article de *L'Humanité* et déclare sans ambages que *"si l'Internationale communiste accepte les conseils de Kun et de ses amis dans la question française, alors il se peut que le mouvement communiste français soit annihilé pour de longues années"*. A la veille du congrès encore, il parle à Clara Zetkin de la théorie de l'offensive, en s'interrogeant s'il s'agit vraiment d'une théorie : *« Je démontre*, dit-il, *que c'est de l'illusion, du romantisme, oui, rien d'autre que du romantisme. C'est la raison pour laquelle elle a été fabriquée dans "le pays des penseurs et des poètes", avec le concours de mon cher Béla, qui lui-même appartient à une na-*

tion douée pour la poésie et pense qu'il est de son devoir d'être plus à gauche que la gauche. Mais il ne nous est pas permis de poétiser et de rêvasser... Pour le moment, nous écoutons plutôt Marx que Thalheimer et Béla, bien que Thalheimer soit un bon cerveau théorique instruit et Béla un fidèle et excellent révolutionnaire » (10).

La reconstruction du PC illégal en Hongrie

La doctrine et les méthodes de Béla Kun ont trouvé un terrain d'application particulier dans la reconstruction du PC illégal en Hongrie, sur laquelle il convient de revenir.

Dès janvier 1921, après son retour de la mission sur le front de la Russie méridionale et en Crimée, il prend en main la direction du bureau hongrois qui est rattaché au comité central du PC de Russie, dans le but de recenser les anciens prisonniers et communistes hongrois dispersés à travers le vaste territoire russe. Avant l'arrivée de Kun, ce service de cinq membres avait à sa tête Ernö Rudnyanszky et bénéficiait du concours de Varga et de Pogány. Il était en rapport avec 3 500 Hongrois environ. Le travail de recensement s'avérait compliqué, puisque les dizaines de milliers de prisonniers de guerre, dont beaucoup en cours d'intégration dans la vie soviétique, relevaient des autorités les plus diverses : commandements militaires, commissariat aux Affaires étrangères, soviets locaux, etc.

Au congrès des prisonniers réuni à Moscou, Kun déclare que les communistes hongrois de Russie et d'Autriche doivent retourner dans leur pays. Cela comporte beaucoup de dangers, dit-il, mais le travail à faire n'est pas trop difficile : ils doivent prendre en main là-bas la direction du mouvement ouvrier et organiser l'insurrection armée. Pour cela, 2 000 communistes suffisent largement. Kun réaffirme ces idées dans le *Vörös Ujság* de Moscou, en y précisant même que les communistes formés et pourvus d'instructions doivent être camouflés dans la masse des prisonniers destinés au rapatriement.

Dans un article, Rudnyánszky confirme le stratagème de Kun, apportant ainsi sa contribution au déclenchement de la guerre des fractions, qui, dès lors, vont paralyser pendant quatre ans le mouvement communiste hongrois.

A Vienne, en effet, quand ils lisent la feuille hongroise moscovite, Landler, Lukács, Hirossik et les leurs ne veulent pas croire à leurs yeux. Ils trouvent impensable que des dirigeants communistes responsables soient aveuglés au point de livrer les hommes et toute la stratégie du parti aux autorités horthystes. Il était tout à fait invraisemblable, d'ailleurs, que quelques milliers de communistes, qui pour la plupart d'entre eux n'avaient jamais participé au mouvement ouvrier en Hongrie, puissent bouleverser les organisations réformistes dans ce pays et susciter un soulèvement armé.

Le groupe Landler était convaincu que le parti ne pouvait être reconstruit que par un travail long et patient, dans le cadre des organisations ouvrières légales, PSD et syndicats.

En avril 1921, Béla Kun, qui se trouvait encore à Berlin en rapport avec la "Märzaktion", réunissait en conférence les membres les plus importants de sa fraction : Pogány, Vágo, Munnich, Seidler, Székely, Kenczler. Il redit que la probabilité d'être arrêté en Hongrie ne dépassait pas les 80-90 % et que chacun devait assumer ce risque. C'était en quelque sorte le lancement officiel de la "fraction des constructeurs du parti". Elle était en opposition frontale avec celle de Landler siégeant à Vienne : outre Lukács et Hirossik, Rudas, Bettelheim, Révai, Sallai et Karikás en étaient les membres les plus connus.

Ces regroupements ne se sont pas faits selon les anciennes appartenances au PSD et au PCH, et dans les deux camps les intellectuels représentaient la majorité. Chez les amis de Kun, toutefois, l'"anti-intellectualisme" était une

(10) Gy. Borsányi, 1979, pp. 145 à 246.

sorte de profession de foi. D'autre part, Kun faisait partie du comité exécutif de l'Internationale communiste, côtoyant Lénine, Zinoviev et les autres dirigeants bolcheviks, alors que Landler et les siens n'avaient que des relations indirectes avec Moscou.

Le rapatriement des communistes hongrois

Quand, à partir de février 1921, commence le rapatriement des communistes hongrois, à Vienne on est scandalisé de voir avec quelle irresponsabilité ces hommes sont sacrifiés, sachant qu'il faut des semaines entières pour préparer le retour d'un seul militant. Ce qu'on apprend par la suite de l'entreprise va parfaitement justifier les craintes, puisque, sur les quelque 2 000 communistes rapatriés, on ne trouvera qu'un ou deux noms parmi les communistes illégaux de l'époque Horthy. *"Dès qu'ils arrivèrent sur le territoire hongrois, au camp de filtrage de Csót, ils constatèrent avec stupéfaction qu'on savait tout à leur sujet. Non seulement les fronts sur lesquels ils avaient combattu pendant la guerre civile étaient connus, mais aussi l'école du parti dont ils avaient suivi les cours, ainsi que la mission avec laquelle ils étaient revenus"* (11).

En signe de désapprobation de cette pratique insensée, un groupe de communistes hongrois de Moscou prend contact avec Landler, et surtout l'Internationale communiste convoque en juillet 1921 les dirigeants des deux fractions. Le comité exécutif représenté par Radek, Boukharine et Thalheimer condamne la conception des rapatriements massifs, nomme un nouveau comité central provisoire pour le PCH (la fraction Kun y est majoritaire par 4 membres contre 3) et invite les deux camps à mettre fin à la lutte fractionnelle.

Cependant, les discordes ne tarderont pas à réapparaître. Le prétexte en est un article de Pogany publié en octobre 1921 dans *Proletár*, et la vraie raison, le fait que la fraction Landler n'a pas accepté d'être minoritaire au comité central. Aussi, Landler, Lukacs et Hirossik quittent-ils ce dernier ; on lance en outre une édition séparée de *Vörös Ujság* et diverses brochures calomniatrices commencent à circuler. Kun en est très affecté et demande l'arbitrage de l'Internationale communiste. Lors de la réunion du 21 février 1922, où les responsables des deux fractions sont convoqués, le Comintern prend la défense de Kun, mais son nom ne figure plus parmi les membres du comité exécutif élu à cette occasion.

Le 14 mars, l'équipe de Kun, renforcée de plusieurs anciens de la commune de Budapest arrivés entre temps à Moscou, écrit à Radek pour résumer sa position nouvelle au sujet de la construction du PC en Hongrie : l'émigration communiste ne doit plus y jouer qu'un rôle de conseillère et, en ce qui concerne le comité central, il faut en exclure définitivement la fraction de Landler ; l'essentiel du travail dans le pays doit être effectué dans les syndicats, que l'on cherchera à détacher du PSD, en appelant les ouvriers à ne plus payer leurs cotisations ou "impôt du parti".

Cette idée d'aller vers les syndicats est à l'origine du Parti socialiste ouvrier de Hongrie (MSZMP), sorte de parti couverture qui sera fondé en Hongrie le 14 avril 1925. A noter que depuis le "pacte Bethlen-Peyer" (22 décembre 1921), le PSD a "normalisé" et officialisé ses rapports avec le pouvoir en Hongrie, avec toutes les conséquences de cet acte (soutien à la politique étrangère du gouvernement, abandon de la propagande pour la république, renoncement aux "grèves politiques", etc.).

Résoudre le problème hongrois

A la suite de la lettre à Radek, le comité exécutif de l'Internationale communiste se réunit à nouveau le 17 mars 1922 pour résoudre le problème hongrois. Les dirigeants les plus prestigieux du mouvement communiste participent

(11) *Ibidem*, p. 256.

au débat. On constate que les deux fractions ont saboté les décisions précédentes de l'Internationale communiste et que la racine commune du mal, c'est la vie en émigration. Il est décidé que les communistes hongrois devront s'intégrer dans le parti du pays d'accueil et on leur interdit de s'organiser en fractions. En même temps, Kun et Landler sont écartés de la direction du PCH. Qui plus est, Kun est envoyé dans l'Oural, à Iekaterinbourg, avec la mission de diriger la section de propagande du Parti communiste-bolchevique russe. Il est cependant invité au IVe Congrès de l'Internationale communiste, qui s'ouvre à Moscou le 5 novembre 1922, Zinoviev voulant probablement par ce geste mettre fin aux rumeurs sur l'exil de Kun et souhaitant assurer l'équilibre avec Landler et ses amis, également présents. Bokányi, Rákosi et Alpári écrivent à cette occasion à la présidence du congrès pour demander la réintégration de Kun au comité exécutif. Finalement, seul Rákosi y sera élu et Kun retourne dans l'Oural.

Il reviendra à Moscou en 1923 pour se faire soigner, puis pour participer, indirectement, aux affaires de l'Internationale communiste et du PCH. A la mort de Lénine, il fait partie de la commission mise en place pour les funérailles et, peu après, il écrit à l'Institut Marx-Engels afin de proposer l'édition des œuvres complètes de Lénine.

Au Ve Congrès de l'Internationale communiste (juillet 1925), il est élu à nouveau à la direction comme membre du bureau d'organisation, où il dirigera pendant cinq ans la section de propagande, avec le concours d'un certain nombre d'émigrés communistes allemands et hongrois. Ce bureau coiffe, dirige, "instruit" les innombrables publications (journaux, revues théoriques, classiques du marxisme...) et activités (écoles du parti, campagnes de presse, etc.) des partis communistes à travers le monde.

Un choix crucial

Depuis la fin de 1924, Kun et ses amis sont placés devant un choix crucial. C'est à cette époque, en effet, que paraît l'étude de Léon Trotsky, *Leçons d'Octobre*, dans laquelle il montre l'impossibilité du socialisme dans un seul pays. Les débats commencent à faire rage en 1925 et Kun s'y lance de son côté avec un article qu'il intitule *"Les bases idéologiques du trotskysme"*. Rejoignant le camp de ceux qui attaquent la thèse de la révolution permanente et organisent la chasse aux trotskystes dans l'Internationale communiste (Staline, Boukharine, Zinoviev, Rikov, Molotov, Kameniev...), Kun estime que l'avenir appartient à la majorité conduite par Staline, porteuse d'un programme réaliste, avec notamment l'industrialisation en perspective. Or, dans la seconde moitié de 1925, Zinoviev et d'autres anciens compagnons de Lénine rejoignent la "nouvelle opposition" groupée autour de Trotsky. Pour Kun, l'affaire est d'autant plus pénible que Zinoviev, dont il a toujours partagé les positions, l'avait soutenu en toutes circonstances. Malgré tout, il se retourne contre lui et approuve la majorité du congrès du PC soviétique qui confirme Staline au poste de secrétaire général en décembre 1925.

Exacerber les luttes fractionnelles

Il apparaît finalement que l'influence des communistes hongrois sur la vie du Comintern en ses débuts s'exerce avant tout par la personnalité de quelques dirigeants émigrés. Cette réalité contribue à exacerber les luttes fractionnelles autour de l'héritage de la république des conseils et sur la question de la réorganisation du parti. Les méthodes désastreuses des "constructeurs" groupés autour de Béla Kun expliquent aussi pour l'essentiel la multiplication en Hongrie des groupes marxistes ou marxisants, parmi les jeunes générations surtout, dont le contrôle échappe à l'appareil du Comintern.

Ces groupes portent les noms de leurs animateurs : Pál Demény, Aladár Weisshaus, Jozsef Rézner, Ferenc Boér ou Iván Hartstein, dont le groupe se qualifie

de trotskyste. Ces mouvements pouvaient réunir quelques milliers d'adhérents, alors que le PCH n'en comptait que 200 à 300, auxquels s'ajoutaient ceux qui sont partis en Russie soviétique, soit un millier entre 1920 et 1941.

En outre, les groupes autochtones formaient des organisations plus stables et recrutaient surtout dans les quartiers ouvriers de la capitale, connus comme lieux d'ancrage traditionnel du mouvement ouvrier hongrois. Ce qui ne manquait pas d'alimenter la jalousie et l'hostilité du PCH "officiel", qui saisissait donc toute occasion pour les noircir et les présenter comme des bandes truffées de mouchards. Et cela d'autant plus que, en général, les tribunaux jugeaient plus sévèrement les émissaires de Moscou, considérés non seulement comme des activistes communistes, mais aussi comme des agents d'une puissance étrangère.

Julien Papp

Ryszard Rauba : 1936 : avril sanglant à Lwow

Après le coup d'Etat qui porte le maréchal Pilsudski à la tête de la Pologne en mai 1926, le pays est gouverné par une coalition gouvernementale de droite, qui prend le nom de "Sanacja" (assainissement) et instaure un régime autoritaire, voire totalitaire, largement admiré aujourd'hui par les divers tenants de la Pologne "démocratique". Le thème de "l'assainissement" est alors très largement partagé par les organisations d'extrême droite et fascistes : il suggère la mise à l'écart, l'isolement, voire l'élimination des agitateurs et meneurs censés provoquer les grèves ouvrières et des "étrangers" incrustés dans le corps de la nation (à commencer, bien sûr, par les Juifs).

En octobre 1930, le gouvernement fait arrêter et interner les principaux dirigeants des principaux partis d'opposition. La crise de 1929 ravage la Pologne. En 1931, il y a plus de 600 000 ouvriers chômeurs (soit un taux de plus de 20 %, dont 10 % seulement perçoivent une [très maigre] allocation de chômage). Les minorités nationales (Juifs et Ukrainiens surtout) sont victimes de discriminations nombreuses.

Un mois avant sa mort, en mai 1935, Pilsudski fait promulguer une nouvelle Constitution qui renforce encore le pouvoir présidentiel. Le président nomme le chef du gouvernement, le chef des armées, le président de la Cour suprême. Les divers gouvernements polonais qui se succèdent de 1935 à 1939 sont, par crainte de l'Union soviétique et par conservatisme social, germanophiles en politique extérieure.

L'année 1936 est, en Pologne comme dans plusieurs pays d'Europe, marquée par une grande vague de grèves ouvrières. Cette année-là, au total, quatre millions d'ouvriers participent à une ou plusieurs grèves dans 22 000 grandes, moyennes et petites entreprises du pays. Même les célébrations officielles deviennent le prétexte de manifestations antigouvernementales. Ainsi, le 15 août 1936, la célébration du "Miracle de la Vistule" (le retournement jugé "miraculeux" en faveur de l'armée polonaise dans la guerre avec l'Union soviétique en 1920) est utilisé par près de 2 millions de paysans pour protester contre l'orientation pro-allemande du gouvernement. Aussi, dans cette période, la police tire-t-elle systématiquement sur les manifestations ouvrières et sur les piquets de grève. La manifestation des chômeurs de Lwow en est un exemple particulièrement sanglant.

L'article publié ci-dessous est repris du journal polonais *Trybuna Robotnicza* ("Tribune ouvrière"), organe du Parti polonais du travail. Daniel Beauvois, spécialiste de la Pologne et de l'Ukraine, et auteur de plusieurs ouvrages sur ces pays, écrit dans l'un d'eux qu'alors *"la Sanacja dansait sur un volcan"* (1).

(1) Daniel Beauvois : *Histoire de la Pologne*, Hatier, p. 322.

"A chaque fois, le cercueil tombait"

IDÉALISÉE par la droite, la IIe République du Bloc a eu sur la conscience le sang de nombreux travailleurs. Comme ici à Lwow, en 1936. Au début du mois d'avril 1936, des rumeurs tenaces et alarmantes ont commencé à circuler à Lwow. Le gouvernement du Bloc, dirigé par Marian Zyndram-Koscialkowski, baisserait de 40 millions de zlotys les moyens accordés au budget des travaux publics, dans le cadre de sa politique économique.

Le chômage imminent ou la continuation du chômage

Le gouvernement partait du principe que la lutte contre le déficit budgétaire était plus importante que les êtres humains et leurs besoins. Pour les ouvriers de Lwow, employés aux travaux publics de la ville, tout comme pour les chômeurs, dont le sort n'affectait guère le gouvernement, une baisse drastique des moyens ne pouvait signifier qu'une chose : pour les ouvriers qui avaient encore du travail, cela signifiait la perspective d'un chômage imminent, et pour les chômeurs, la continuation du chômage.

Il faut souligner qu'à la même époque, on comptait officiellement à Lwow environ 30 000 chômeurs : des Polonais, des Ukrainiens, ainsi que des Juifs.

Bientôt, on se rendit compte que ce n'étaient pas seulement des rumeurs. Des délégations massives de chômeurs se rendirent à la municipalité de Lwow, au bureau de wojewodie et rue Wisniowski, au siège de la Fondation du travail, autrement appelé "Bureau de l'indigence".

Ils en revinrent en scandant : *"Y'a pas d'argent. Y'aura pas de travaux publics !"* C'est l'attitude arrogante et hypocrite des représentants tant locaux que nationaux qui détermina les habitants de Lwow chômeurs au rappel de leurs droits d'êtres humains et de citoyens : une bonne vie, un bon travail, un bon salaire.

Personne ne songeait à ce moment que Lwow sombrerait dans la tragédie.

Une délégation rencontre les représentants du PUPP

Mardi 14 avril 1936, dans les premières heures de l'après-midi, près du bureau du PUPP, et rue Swietokrzyski, environ 3 000 chômeurs se rassemblèrent. Ils se sont choisi une délégation de quelques personnes pour rencontrer les représentants du PUPP.

La délégation n'avait qu'une exigence : du travail ! En même temps, la délégation rappelait une information parue depuis quelques jours dans les journaux de Lwow, à savoir que la municipalité avait reçu une aide d'Etat d'1,2 million de zlotys. Les représentants du PUPP se sont montrés intraitables.

La manifestation à l'hôtel de ville

Les chômeurs de Lwow n'avaient cependant pas l'intention de reculer. Peu après le retour de la délégation, un meeting fut organisé. Il fut décidé à l'unanimité que la manifestation aurait lieu ce même jour à l'hôtel de ville, pendant la réunion du conseil municipal. Une colonne de quelques milliers de chômeurs de Lwow se mit en branle vers l'hôtel de ville. Pendant ce temps, des unités de policiers se rassemblaient sur place. Ils réussirent rapidement à disperser la colonne des manifestants et à les repousser dans la rue latérale. Les chômeurs reconstituèrent très vite leur colonne et se dirigèrent de nouveau vers le centre-ville.

Les manifestants scandaient : *"Du pain ! Du travail !", "A bas la police !"* Le cortège s'étoffait à chaque minute.

Puis, sur la place de l'Académie, un groupe d'ouvriers travaillant dans les travaux publics s'est joint spontanément au défilé. Ce sont eux, justement, les ouvriers de Lwow, avec leur pioche et leur pelle à l'épaule, qui se sont mis en tête du cortège. Peu après, les policiers qui étaient sur place dans l'intention d'arrêter et d'écraser le cortège ont agi en déclenchant une attaque contre les manifestants, qui, cependant, ne les provoquaient pas.

Huit coups de revolver droit dans la foule des manifestants

Ce furent les policiers à cheval qui attaquèrent les premiers. Les ouvriers, armés de leur pelle et de leur pioche, accueillirent les policiers qui les chargeaient par une grêle de cailloux ramassés dans les rues avoisinantes en travaux.

Après une courte lutte, les policiers cédèrent un certain temps. Alors, ce fut la tragédie. Un officier de la police d'Etat, qui commandait l'un des détachements, tira huit coups, l'un après l'autre, avec son revolver de service, droit dans la foule des manifestants. Un jeune chômeur ukrainien de vingt-deux ans, Wladyslaw Kozak, fut assassiné de sang-froid. Un travailleur de trente ans, Szereda, mourut de ses blessures par balles le lendemain matin, dans un hôpital de Lwow.

Les accrochages avec la police durèrent ce jour-là jusque tard dans la soirée.

Un meeting improvisé avec 5 000 participants

Le lendemain, mercredi 15 avril 1936, les chômeurs de Lwow, ne se considérant pas comme vaincus, se rassemblèrent à nouveau devant l'immeuble du PUPP. Cette fois, ils commencèrent leur action dès le matin. Ce ne fut qu'un demi-succès. En effet, les employés du PUPP avaient "trouvé" comme par miracle deux cents emplois ! Les chômeurs qui obtinrent du travail décidèrent de ne pas se présenter tout de suite à leur poste. Mais, en geste de solidarité, ils se rendirent avec les autres chômeurs, ceux qui n'avaient pas de travail, à l'endroit où, la veille, Wladyslaw Kozak avait été tué. Sur l'emplacement de l'assassinat, il y eut un meeting improvisé avec près de 5 000 participants : des chômeurs, des ouvriers, ainsi que des passants.

Les socialistes et les communistes de Lwow prirent la parole en trois langues : en polonais, en ukrainien, en yiddish. Ce qui était le reflet de la structure des différentes nationalités de Lwow à l'époque. Ils appelèrent les participants, ainsi que les habitants de Lwow, à participer aux funérailles des victimes du Bloc gouvernemental.

Un groupe de quelques dizaines de policiers, armés de mitrailleuses, était en faction. Mais cette fois, ils n'osèrent pas se servir de leurs armes.

L'enterrement des victimes

L'enterrement de Kozak et de Szereda fut fixé le 16 avril à 15 heures. Le staroste de Lwow, craignant que ces funérailles ne fussent récupérées par les "agitateurs communistes", indiqua expressément l'iti-

néraire le plus court pour le cortège. De plus, il décida arbitrairement que Kozak et Szereda seraient inhumés au cimetière Lyczakowski, au sud-est de la ville.

Les ouvriers de Lwow, les membres du Parti socialiste et du Parti communiste, ainsi que les chômeurs, en désaccord avec cet itinéraire, exigèrent de lui, le jour même de l'enterrement, un changement de place de la sépulture, et, d'accord sur un nouvel itinéraire, il y eut cette fois un chemin plus long pour le cortège mortuaire.

L'Internationale

La pression de quelques dizaines de milliers d'ouvriers désespérés et prêts à tout, parmi eux des employés des tramways et des cheminots, ainsi que les chômeurs rassemblés au pied de l'Institut médico-légal dans lequel se trouvaient les cercueils avec les dépouilles de Kozak et de Szereda, tout cela a permis le succès. L'itinéraire du convoi fut modifié. Les tués devaient être inhumés au cimetière Janowski, au nord-ouest de Lwow. La distance entre l'Institut médico-légal et le cimetière Janowski était de cinq kilomètres. Au début, malgré l'atmosphère visiblement tendue due à la présence de la police, tout se passa sans ennui. Rien n'annonçait que ce jour serait encore plus tragique que les deux jours précédents.

A un certain moment, la police barra le chemin au convoi, et, sans semonce, tira une première salve de carabines, droit sur les participants aux funérailles. Deux tués. De nombreux blessés. Le cortège cependant continua son chemin en entonnant *L'Internationale*. Après quelques centaines de mètres, nouvelle salve de la police. Soixante-dix policiers, dont une vingtaine à cheval, bloquèrent la route dans l'intention d'arrêter le convoi.

Les policiers frappent tout le monde : hommes, femmes et enfants

Les ouvriers et les chômeurs de Lwow, bien que sans armes, décidèrent d'affronter la police. Aux balles et aux coups de matraque des policiers, ils répliquèrent avec des cailloux. Alors, avec une fureur sauvage, les policiers se mirent à frapper tout le monde : des femmes, des hommes, même des enfants. Personne ne trouvait grâce à leurs yeux. Le principal objectif de leurs attaques, c'étaient les couronnes mortuaires et les drapeaux portés par des participants à l'enterrement.

Les ouvriers porteurs des cercueils tombent l'un après l'autre

La plus violente échauffourée avec la police eut lieu ce jour-là rue Kazimierzowski. Il y avait, à cette époque-là, la prison Brygidka, d'assez mauvaise réputation auprès de la population. Au début, rue Kazimierzowski, les participants au convoi mortuaire ne se heurtèrent à aucun policier. Mais, lorsqu'ils s'approchèrent de Brygidka, un tir violent commença alors. Les policiers, cachés sur le toit de la prison, décidèrent une nouvelle fois de retenir le convoi funèbre. Sous les balles des policiers, sont tombés, l'un après l'autre, les ouvriers porteurs des cercueils, que les policiers, exceptionnellement brutaux ce jour-là, traitaient comme de simples cibles. Les ouvriers qui portaient les cercueils, à peine tués, rue Kazimierzowski, étaient aussitôt remplacés. Les cercueils renfermant les cadavres de Kozak et de Szereda étaient cabossés par les multiples chutes sur le pavé.

Le chômeur Michal Miga se souvient : *"Sur la place Mariacka, à côté de l'hôtel George'a, j'ai vu de nouveau le cercueil* (avec le corps de Wladyslaw Kozak — NDA). *Il avançait. Alors, j'ai entendu les coups de feu. Et un ouvrier qui portait le cercueil est tombé. Le cercueil en fut tout déséquilibré. Il s'arrêta. La stupeur dura quelques secondes. Alors, à côté de moi, Bluma Finkelstein, une ouvrière qui venait de sortir de six mois d'emprisonnement pour communisme, s'élança, mit le cercueil sur son épaule. Rue des Légionnaires, la police tira encore deux fois sur le cercueil et fit feu sur l'ouvrière. A cha-*

que fois, le cercueil tombait, et à chaque fois, après l'attaque, les morts et les blessés étaient remplacés par des nouveaux et ils fendaient la foule au milieu des balles."

L'ouvrier du bâtiment Mieczyslaw Sikorski, qui portait la couronne d'épines des prisonniers politiques, socialistes et communistes, trouva lui aussi la mort, sous les murs de la prison, rue Kazimierzowski.

Au pied de Brygidka, des policiers, avec une exceptionnelle brutalité, ont décapité à l'aide de leur sabre deux ouvriers qui portaient le cercueil de Wladyslaw Kozak. C'est ce qu'a vu le tailleur de pierres Bronislaw Rota.

Une barricade sur laquelle flottait le drapeau rouge

Enfin, le convoi funèbre, malgré toutes ces victimes, traversa le barrage policier jusque la rue Kazimierzowski. Ouvriers et chômeurs, ne s'avouant pas vaincus, ont essayé de forcer la porte de la prison. Bientôt, cependant, redoutant les policiers qui tiraient des fenêtres et du toit de la prison, ils abandonnèrent cette idée. L'attaque des ouvriers contre la prison fut un échec.

Pourtant, à un certain moment, la police réclama l'aide urgente de l'armée en garnison à Lwow. Le commandement du régiment refusa l'envoi des renforts, mettant en avant la crainte que les soldats ne refusent de tirer. Rue Janowski, les ouvriers et chômeurs élevèrent dans la hâte une puissante barricade avec tout ce qui leur tombait sous la main, fermant aux policiers la route vers le cimetière Janowski. Au centre de la barricade, monté sur un long manche, flottait le drapeau rouge tout ensanglanté et troué de balles.

A 19 heures, les deux cercueils troués de balles reposaient enfin dans leur tombe au cimetière Janowski.

49 victimes, environ 300 blessés...

Le bilan du massacre des ouvriers et chômeurs de Lwow, ce jeudi 16 avril, fut absolument effroyable. 31 personnes perdirent la vie. Puis, 18 personnes moururent dans les hôpitaux de la ville de la suite de leurs blessures par balles, le jour suivant. Au total, 49 victimes. Dans les hôpitaux de la ville, on compta environ trois cents blessés plus ou moins graves. On arrêta quelques centaines de participants aux funérailles.

Aujourd'hui, soixante-douze ans après ces événements tragiques, on constate une idéalisation hypocrite de l'époque de cette II[e] République de la part de la droite. Il est interdit à la gauche contemporaine d'effacer de la mémoire des Polonais ces victimes du régime du Bloc gouvernemental.

Ryszard Rauba
(traduction de Frédérique Wojtyra)

Chronique des falsifications

Du texte et des notes

PAGE 262 du livre d'Edouard Cœurdevey, *Carnets de guerre 1914-1918,* ultra-patriote et catholique plus que convaincu, et donc prêt à gober tous les bobards de la propagande, on lit ces lignes à la date du 1er mai 1916 :

"Deux répliques à la prise de Trébizonde et d'Erzeroum ; la capitulation de Kul-el-Amar, l'insurrection des Sinne-Feiners en Irlande.

Ces Boches sont forts ; ils sauront tirer sur toutes les ficelles. S'ils sont battus, ce ne sera pas de leur faute : révolution mexicaine, complots aux Etats-Unis, en Irlande, empoisonnement des conserves dans les usines canadiennes, petites fléchettes dans les avoines du Missouri, entraînement de la Turquie dans la guerre, neutralité de la Grèce, autonomie de la Pologne : grands et petits atouts, ils n'en négligent aucun, bon ou mauvais, habile ou criminel, qu'importe ? Not kennt kein Gebot *(Nécessité n'a pas de loi)."*

Bon. C'est le point de vue d'un chauvin passablement fanatique, en pleine bataille de Verdun (qu'il voit d'ailleurs de loin, compte tenu de son emploi...), aveuglé par sa haine du Boche.

Passons. Il y a des milliers de stupidités, aussi énormes, voire plus, que celles de Cœurdevey, qui ont alors été écrites. Chacun le sait.

Mais, à la suite de la première phrase du texte cité plus haut, il y a une note de bas de page. La page de garde du livre précise : *"Relecture et rédaction des notes par Annie Cœurdevey et Jean-Rémi Clausse."*

Nous ne connaissons pas ces gens-là, mais ils écrivent dans leur note 29 :

*"Allusion aux Pâques sanglantes de Dublin (24-29 avril 1916). Les patriotes de l'*Irish Republican Brotherhhod, *mouvement autonomiste fondé en 1858, se soulèvent, provoquent de violents combats avec l'armée britannique (environ 300 tués et 1 200 blessés). Ils sont armés par l'Allemagne. Le* Sinn Fein *est un mouvement démocratique fondé en 1905 et ne participe pas à l'insurrection de 1916. L'indépendance de l'Irlande sera proclamée en 1920."*

Nous ne sommes pas spécialistes, mais nous lisons assez régulièrement *L'Idée libre*, *Les Cahiers du mouvement ouvrier,* notamment, et notre étonnement est grand devant une telle note qui revient à dire que l'insurrection de Dublin, qui valut l'exécution capitale à James Connolly et à beaucoup d'autres dirigeants, fut un soulèvement alimenté par l'Allemagne, au cœur même de la guerre mondiale ; par ailleurs, écrire "l'indépendance de l'Irlande" sans préciser à l'exception de l'Irlande du Nord, c'est au moins mentir par omission ; à moins que ce ne soit par ignorance ?

Danielle et Pierre Roy

Jean-Louis Thiériot, Stauffenberg, sa tante "Ulla" et le comte Mirbach

Ou comment un acte de terrorisme individuel commis contre la politique de Lénine devient une manifestation du terrorisme d'Etat bolchevique

DEPUIS la sortie, le 28 janvier dernier, dans les salles obscures, de la très hollywoodienne *Opération Walkyrie*, qui relate la tentative manquée d'attentat contre Hitler le 20 juillet 1944, les étals des librairies connaissent un afflux d'ouvrages, plus ou moins sérieux, sur ladite tentative et son malheureux exécutant : Claus von Stauffenberg. Un certain Jean-Louis Thiériot, déjà auteur d'une vie, pleine d'empathie, de Margaret Thatcher, se distingue du lot, par sa médiocrité, en publiant une biographie (1) du colonel de la Wehrmacht, parsemée de coquilles, de perles et de falsifications.

Cette chronique des *Cahiers du mouvement ouvrier* ne pouvait pas ne pas mentionner, notamment, l'épisode du livre où le biographe, voulant, dans un accès de *noltisme* incontrôlable, justifier les engagements nationaliste et contre-révolutionnaire ayant conduit son héros à soutenir, dans un premier temps au moins, l'accession des nazis au pouvoir, explique l'origine des sympathies de Stauffenberg par les traumatismes consécutifs aux soulèvements de la *"populace"* spartakiste en 1918 — son père travaillait en effet à la cour du roi de Wurtemberg, Guillaume II, lequel fut chassé de son trône par la *"racaille"* en armes — et aux récits terrifiants de sa tante, présidente de la Croix-Rouge allemande, relatifs à la terreur bolchevique qui sévissait aux pays des soviets :

« Cependant, la situation ne cause pas encore de grandes alarmes aux Stauffenberg. C'est le front intérieur qui les inquiète, instruits qu'ils sont de l'expérience russe. En août 1918, tante "Ulla", présidente de la Croix-Rouge allemande, se rend pour quelques jours à Lautlingen (lieu de résidence de la famille Stauffenberg [NDA]). *Elle revient du pays des soviets, qu'elle a sillonné pendant des mois pour visiter les camps de prisonniers. Ce qu'elle a vu l'a effrayée : exécutions massives, famines, premières déportations, guerre civile entre rouges et blancs.* ***Elle a surtout été marquée par l'assassinat sauvage à Moscou d'un de ses amis, le comte Mirbach, exécuté sans procès par le soviet local alors qu'il était en possession d'un passeport diplomatique. Ces gens ne respectent rien, même plus les vieux principes du droit des gens.*** *Ces gens* (sic) *sont des sauvages* (sic). *Alexandre, Berthold* (les deux frères aînés [NDA]) *et Claus écoutent bouche bée ces récits d'épouvante. Pour eux, désormais, la figure du mal et celle du rouge se confondent »* (pp. 32 et 33).

Et voilà pourquoi votre fille est muette et que Stauffenberg, encore enfant, terrifié par les *récits d'épouvante* de sa tante, deviendra par la suite, pendant au moins huit ans après 1933, un sympathisant nazi.

Qu'il ne se soit pas trouvé dans l'honorable maison Perrin un relecteur pour expliquer à Jean-Louis Thiériot que Wilhelm von Mirbach, ambassadeur d'Allemagne en Russie, n'a jamais pu être lynché par un soviet local pour la simple raison qu'il a été assassiné en juillet 1918 à Moscou par un socialiste-révolutionnaire de gauche répondant au nom de Iakov G. Blumkine, hostile à la signature par le jeune Etat des soviets du traité de paix dit de Brest-Litovsk avec l'Allemagne, en dit long sur l'état de délabre-

ment intellectuel d'une certaine édition. La terreur était telle à l'époque en Russie que Blumkine, rappelons-le, arrêté par la Tcheka, vit sa tête sauvée par Léon Trotsky. Blumkine, qui combattit les blancs pendant la guerre civile et devint membre de l'Opposition de gauche, n'échappa pas, en revanche, à la vindicte de Staline, et fut fusillé en 1929.

Michel Gandilhon

(1) *Stauffenberg*, Jean-Louis Thiérot, éditions Perrin, 2009.

Claus von Stauffenberg.

Courrier des lecteurs à propos des *Bienveillantes*

A propos des *Bienveillantes*

LES *Cahiers du mouvement ouvrier* posent, à propos du roman de J. Littell, *Les Bienveillantes,* une question : est-ce un roman noltiste ? La réponse est évidente : c'est un roman révisionniste dans la droite ligne des idées, non seulement d'Ernst Nolte, mais aussi de François Furet et d'Hannah Arendt ; ce qu'écrit M. Piquier est parfaitement juste et l'analyse de J-J. Marie démonte très bien l'entreprise de falsification historique à laquelle se livre l'auteur, qui masque cette falsification grâce à la surabondance de documentation historique qui noie le lecteur et l'empêche de voir que le choix et l'enchaînement des épisodes répondent à l'intention bien précise de faire croire que *"la barbarie nazie a été une réponse* (proportionnée, dirait-on aujourd'hui) *à une (prétendue) barbarie bolchevique"*.

Mais les deux premiers articles de la revue disent bien d'autres choses qui n'ont pas de rapport direct avec ce révisionnisme somme toute très banal aujourd'hui (et qui doit être dénoncé en premier lieu avec la plus grande vigueur).

Pierre Roy semble, d'une certaine façon, admirer la grande culture que Littell prête à son héros, qui parle les langues anciennes, cite Platon, etc., est amateur de musique classique et connaît (un peu) les Lumières. Mais si on y regarde de près, ce pavé indigeste, bourré d'une multitude de longues références historiques (vraie ou fausses, peu importe ici) est d'une indigence incroyable dès qu'il s'agit de culture classique. Les auteurs ou les artistes ne sont qu'évoqués (Platon, p. 56, Hegel, p. 85, Jung, p. 533, Voltaire, p. 691), pour ne rien dire de Kant, dont il sera question plus loin. Qu'il s'agisse de Littell ou de son personnage, cette prétendue culture fait penser à celle d'un élève de terminale ou de prépa scientifique première année qui aime bien citer des auteurs parce que ça remplit sa copie, mais qui se garde bien de dire quoi que ce soit de pertinent ou d'intéressant sur l'auteur évoqué au travers (au mieux) des poncifs qui traînent dans les ABC du bac. Même chose pour la musique : dire qu'on préfère Bach ou Rameau à Wagner n'est guère instructif. Ainsi, attribuer à Aue *"raffinement décadent"* et *"haute culture"* semble injustifié, ainsi que l'idée selon laquelle sa barbarie irait de pair avec un esthétisme et un dandysme qui feraient de lui autre chose qu'une brute parfaitement insensible à tout ce qui ne relève pas de la gestion, de la comptabilité ou de la rentabilité. Que des lecteurs aient pu trouver la moindre humanité à ce personnage à cause d'une culture inexistante est proprement sidérant.

Marcel Piquier, lui, s'intéresse surtout à ce nouvel Oreste que serait Aue, mais note qu'un épisode (celui du nez de Hitler) est rocambolesque et qu'ailleurs on frôle le burlesque. Il a parfaitement raison, mais il ne va pas assez loin. On pourrait, en effet, penser (contrairement aux apparences) que c'est l'ensemble du

roman qui a un caractère farcesque, souvent dissimulé, il est vrai, mais pas toujours. Ainsi, les différentes parties du roman ont pour titre des noms de morceaux musicaux ou de danses ; mais par quel hasard la partie *Courante* contient-elle tant de complaisantes descriptions de crises de diarrhée (p. 578, par exemple) ? Pourquoi faire une allusion à Genêt (p. 1301) avec une *Notre-Dame-des-Neiges,* si ce n'est par une association d'idées cocasse ? De qui l'auteur se moque-t-il lorsqu'il fait de Voltaire un professeur es haine des Juifs ? Pourquoi Aue a-t-il au moins trois visions de Hitler en Juif ?

Enfin, le long passage (pp. 808 à 810) consacré à une discussion sur Kant peut-il être autre chose qu'une mauvaise farce ? Il s'agit d'une discussion sérieuse avec Eichmann sur le très fameux impératif catégorique *"Agis toujours de telle façon que tu puisse vouloir que la maxime de ton action soit érigée en loi universelle",* et la question est de savoir si la volonté de Hitler d'éliminer les Juifs est une expression de la loi morale universelle. La réponse est, évidemment, oui... (au passage, Kant est qualifié d'antisémite), ce qui est un contresens tellement énorme qu'il ne peut qu'être volontaire : n'importe quel novice en kantisme connaît par cœur (n'oublions pas qu'il s'agit d'une discussion entre compatriotes de Kant et qu'Eichmann vient de confier à Aue qu'il est en train de lire la *Critique de la raison pratique),* sait que l'impératif catégorique (la loi morale pour simplifier) s'exprime de trois façons, qui reviennent strictement au même. La seconde formulation est la suivante : *"Traite toujours l'humanité, en toi-même et dans les autres, jamais uniquement comme un moyen, mais toujours en même temps comme une fin."* Si l'on traduit cette phrase teutonique, cela signifie tout simplement qu'on n'a pas le droit moral de se servir d'un homme uniquement comme d'une chose (un moyen), on doit toujours respecter en lui la dignité humaine (le traiter comme une fin) ; c'est ce qui distingue l'homme des choses et des animaux, parce que, seul, il est libre, donc digne de respect : on n'a pas le droit de le tuer, le torturer, de porter atteinte à son intégrité physique, de le réduire en esclavage, etc. C'est pour cette raison que Kant est considéré comme *le* philosophe des Lumières. Sur le plan moral et politique, tout le monde sait que Kant était un fervent lecteur de Rousseau : inutile de développer. On est donc là en plein burlesque philosophique. Quel est ici le but de Littell, sinon de faire rire ?

Même la lecture de la seconde *critique* par Eichmann est un canular : tout le monde considère à juste titre que cet ouvrage est le plus difficile à lire de toute l'œuvre, même pour les braves kantiens, que ce soit en allemand ou en traduction. En plus, le fameux impératif catégorique est l'objet central de la seconde section des *Fondements de la métaphysique des mœurs,* et Kant n'y consacre que quelques lignes (sans reprendre les trois formulations classiques) dans la seconde *Critique.* Qu'Eichmann soit inculte est peut-être vrai, mais Aue l'est tout autant, ce qui devrait empêcher tout lecteur du roman de le présenter comme cultivé (à moins, encore une fois, de voir dans ces trois pages — les seules où Littell fait développer par Aue quelques idées théoriques — un gag à se plier de rire).

On peut passer sur le côté plaisanterie de carabin de certaines descriptions de phantasmes sexuels (p. 1299) ou sur les relations incestueuses du personnage avec Electre (puisqu'il est présenté comme un Oreste moderne), mais on ne peut pas oublier le titre du roman, non plus que sa dernière phrase.

Là, on ne saurait sans doute pas trouver de comique troupier (qui sait ?), mais une contradiction (volontaire ?) : dans tout le premier chapitre, Aue explique qu'il ne regrette rien, qu'il n'a pas de remords, etc. On incline donc à interpréter le titre selon tradition : cet Oreste moderne, cet assassin est protégé par les déesses convaincues par Athéna. Aue ne serait qu'un SS banal. Mais la dernière phrase du roman est la suivante : *"Les Bienveillantes avaient retrouvé ma trace."* Quelques lignes plus haut, le personnage se plaint de la douleur de la vie, de la cruauté de son existence. On

retrouve là le disciple de Schopenhauer (p. 32), pour qui la vie n'est que souffrance. Que sont alors les Bienveillantes ? Pourquoi Littell fait-il ainsi se contredire les premières pages et le dernier paragraphe de son roman ? Pour voir si le lecteur a bien suivi ou pour se moquer encore une fois de lui ?

Marie-Claude Bartholy

Etonné et déconcerté

Christian Delrue
179, rue Du Guesclin
69003 Lyon

à
CERMTRI
Cahiers du mouvement ouvrier
La rédaction
28, rue des Petites-Ecuries
75010 Paris

Lyon, le 20 janvier 2009

Chers camarades.

Etonné et déconcerté, pour ne pas dire plus, par le tir groupé de Pierre Roy, de Marcel Picquier et de Jean-Jacques Marie sur le roman de Jonathan Littell, *Les Bienveillantes,* je vous livre les quelques réflexions suivantes.

Les *Cahiers du mouvement ouvrier,* dont effectivement la vocation n'est pas la critique littéraire, ont cru bon de consacrer pas moins de trois articles à ce roman, présenté comme ayant eu un assentiment unanimement favorable des médias et de la presse. En fait, rarement un premier roman d'une telle audience aura été aussi minutieusement discuté et de façon aussi contradictoire. Cependant, l'essentiel n'est pas là, mais dans la thèse commune aux trois critiques et dans la similitude d'exposition de leurs arguments : par omissions, par réductions et par suggestions. *Les Bienveillantes* développent l'idée d'une complémentarité entre le fascisme et le communisme, qui n'apparaissent plus que comme les deux grandes maladies collectives inexplicables du XX^{e} siècle ; le roman de Jonathan Littell entraîne insidieusement le lecteur à une interprétation du nazisme inspirée d'Ernst Nolte. Lecteur dont, par ailleurs, le rédacteur du chapeau présentant les trois articles se fait une curieuse représentation : selon lui, ce lecteur met l'image que les œuvres d'art donnent des grands problèmes sociaux et politiques, qu'elles peuvent utiliser comme matériau et même prétendre illustrer, sur le même plan que celle de la recherche historique ! Procédant par inductions interrogatives agrémentées de nombreuses restrictions et de maintes réserves parfois reprises aussitôt qu'énoncées, ils veulent néanmoins nous persuader de leur conviction que ce roman recèle un piège et nous éviter *"le risque d'être piégés à notre tour"*.

Dans les trois articles, les auteurs multiplient les déclarations, qui sont autant de dénégations, sur la liberté du romancier à mêler la réalité à l'imaginaire (mais, selon Pierre Roy, il eut été mieux que cela soit plus décelable) et à créer des personnages qui ne traduisent pas sa pensée (mais si le romancier prête une vaste culture à un nazi pervers et incestueux, c'est, selon Marcel Picquier, pour le montrer plus proche, plus humain et, de ce fait, nous rendre tous frères, bourreaux comme victimes, lecteurs piégés, bienveillants envers le fascisme hitlérien par la magie de l'apprenti sorcier romancier, instigateur, complice et lui-même *"pris au piège de son écriture"*).

Pour Jean-Jacques Marie, le lecteur sera amené à penser que la famine de 1932 en Ukraine et l'extermination planifiée des Juifs par le nazisme sont de même nature parce que Jonathan Littell fait dire à un officier allemand que cette

famine a été planifiée. Faut-il en conclure qu'un personnage de roman ne peut pas tenir des propos mensongers, exprimer des contre-vérités par ignorance ou par calcul ? S'il s'agit du lecteur décrit dans l'introduction aux trois articles, il ne fait pas de doute que, ne distinguant pas un roman d'une étude historique, il prendra pour argent comptant l'affirmation de ce personnage. En revanche, il faudra certainement que le lecteur ait une bonne culture historique pour déduire que l'auteur pousse *"inévitablement le lecteur sur la voie des conclusions de Nolte"* du fait de lui faire aborder, au début de son roman, l'entrée de l'armée allemande en URSS par la confrontation de Max Aue avec deux massacres du NKVD. Cela en quelques pages sur un livre de 894 pages. Il faut être un lecteur d'Ernst Nolte, et encore pas n'importe lequel, pour émettre l'hypothèse de Jean-Jacques Marie dont on ne voit pas ce qu'elle a d'inévitable et qui, par définition, ne peut avoir force de preuve. Tant dans un roman que dans la réalité historique ou dans la destinée individuelle, l'antériorité d'un fait n'implique pas nécessairement un lien de causalité avec un fait postérieur.

L'utilisation de l'adverbe *"inévitablement"* invalide plus encore qu'elle n'affaiblit l'emploi de la forme interrogative de sa phrase. Pour reprendre sa formulation, Jean-Jacques Marie ne pousse-t-il pas inévitablement le lecteur de son article à penser que la construction du roman de Jonathan Littell n'implique qu'une unique interprétation de la part du lecteur des *Bienveillantes,* celle des thèses d'Ernst Nolte ? Certes, le romancier est responsable du choix et de l'enchaînement des épisodes de son roman, en revanche, il ne l'est aucunement de tel ou tel sens que tel ou tel lecteur en donnera.

L'explication du titre du roman comme relevant d'une bienveillance vis-à-vis du nazisme et la comparaison entre le roman et la tragédie grecque par Marcel Picquier méconnaissent les différences entre *L'Orestie* d'Eschyle et *Les Bienveillantes* de Jonathan Littell, ainsi que l'emploi moderne des noms Erynies et Euménides qui ne les distingue pas. Contrairement au dénouement de la tragédie d'Eschyle, dans la dernière page du roman, Max Aue, qui a échappé à la justice, est toujours poursuivi par les "Erynies-Euménides-Bienveillantes" selon l'usage actuel qu'en fait Jonathan Littell et n'échappe pas au tourment, au poids de la mémoire et au fardeau du souvenir de ses crimes passés (1).

Que Max Aue semble avoir les pensées d'Ernst Nolte trouble Marcel Picquier, mais les idées auxquelles Nolte donnera sa systématisation *"courai*(en)*t déjà les rues du Quartier latin dans les années 1930"*, comme l'écrit l'historien Zeev Stemhell cité par Michel Sérac (2). Avant la Grande Guerre, Georges Sorel avait forgé une synthèse entre, d'une part, un marxisme et un socialisme révisés, certains éléments du syndicalisme révolutionnaire, et, d'autre part, le nationalisme antisémite de Charles Maurras. Avec *Le Cercle Proudhon,* de Georges Valois et d'Edouard Berth, le syncrétisme de Sorel, qui mourra en admirateur de la révolution soviétique et dont s'inspirera le fascisme italien, constitue les prémisses intellectuelles de ce qui deviendra un aspect du fascisme français que Max Aue découvrira au début des années 1930 à Paris, où, lors de ses études, il va rencontrer Robert Brasillach, Lucien Rebatet, et fréquenter L'Action française jusqu'en 1934. Certes, dans son roman, l'auteur ne remonte pas explicitement aussi loin dans le temps. Si le lecteur averti ne s'y trompera pas, Jonathan Littell procure néanmoins assez d'éléments au lecteur ignorant les circonstances historiques pour qu'il puisse situer le climat et le contexte de ses personnages, et assez d'indications pour qu'il puisse facilement les retrouver par lui-même avec plus de précisions dans des ouvrages d'histoire : ici, le milieu intellectuel des droites extrêmes des années 1930, dont les partisans n'étaient pas sans ignorer les brassages idéologiques et les zigzags politiques de leurs

(1) Sur cet aspect, voir l'article de Florence Mercier-Leca "Les Bienveillantes *et la tragédie grecque"*, dans la revue *Le Débat,* n° 144, mars-avril 2007.
(2) Michel Sérac, *1789-1917. Défense des révolutions,* Selio, p. 24.

aînés. Il n'y a aucun contresens historique à ce que le jeune Max Aue et ses amis, qui *"cultivaient des visions de l'avenir de leur pays et de l'Europe dont ils disputaient âprement, tout en les nourrissant d'une riche étude du passé* (et dont) *leurs idées et leurs intérêts fusaient dans toutes les directions" (Les Bienveillantes,* p. 464), aient pensé et vécu le fascisme comme un idéal de régénération de la société par l'exaltation violente de la nation et de la race, de la même façon qu'ils pensaient que le bolchevisme (naturellement assimilé au stalinisme de leur point de vue) en était un semblable, mais par d'autres moyens tout aussi violents, ceux de la lutte des classes, ces deux "idéaux" étant associés dans leur esprit par un même mépris de la démocratie.

De différentes manières, l'idée d'une affinité et d'une similitude entre le bolchevisme, le fascisme italien, le nazisme et le communisme, nommé comme tel ou dénommé stalinisme, existait sans pour autant avoir encore trouvé, sous différentes formes, et sa systématisation et les conditions historiques et politiques de sa systématisation. Il n'y a rien de surprenant, par exemple, aux propos de Max Aue lorsqu'il rencontre à nouveau Lucien Rebatet à Paris en 1943 à la rédaction de *Je suis partout* : *"Moi, tu sais, j'admire les bolcheviques. Eux, c'est pas de la soupe aux cafards. C'est un système d'ordre. Tu plies ou tu crèves. Staline, c'est un type extraordinaire. S'il n'y avait pas Hitler, je serais peut-être communiste, qui sait ?" (Les Bienveillantes,* pp. 468-469). Il n'y a rien d'anachronique dans la parenté entre marxisme, communisme et nazisme exprimée par Max Aue lors de la rédaction de ses souvenirs dans les années 1970 en contrepoint de l'évocation de sa présence à Posen le 6 octobre 1943, au moment du discours d'Heinrich Himmler sur le programme de destruction des Juifs (*Les Bienveillantes,* p. 616), reprenant une partie de sa discussion avec le commissaire politique et lieutenant-colonel soviétique, Ilia Semionovich Pravdine, arrêté à Stalingrad, dont Pierre Roy estime que *"la silhouette* (est) *caricaturale"* et que *"ses idées sont qualifiées de bolcheviques par un abus de terminologie dont sont fautifs tant Aue que le colonel en question"*.

Quoi de plus normal qu'un stalinien se définisse lui-même comme communiste et marxiste, et qu'un nazi le caractérise comme tel. On ne juge ni un personnage de roman ni une personne réelle sur l'idée qu'ils se font d'eux-mêmes. En outre, ce commissaire politique n'est pas n'importe quel lieutenant-colonel de l'Armée rouge. Envoyé par Lénine auprès des communistes allemands Rosa Luxemburg et Karl Liebknecht, il est retourné effectuer ensuite à plusieurs reprises des missions en Allemagne, où il a rencontré, entre autres, Ernst Thälmann. Et si Jonathan Littell ne l'évoque pas directement, tout laisse à penser que les débats qui ont agité les communistes allemands dès 1919 et ensuite l'Internationale communiste sur ce que Radek a appelé le "national-bolchevisme" et sur la "ligne Schlageter" en 1923 n'étaient pas inconnus d'Ilia Semionovich Pravdine (3). Face au développement du nationalisme et au progrès du parti nazi, ils posaient le problème des rapports entre la classe ouvrière, la nation et une politique révolutionnaire avec une extrême acuité, qui avait rendu les communistes allemands et les responsables de l'Internationale communiste très sensibles à cette question. Il en est de même pour la "théorie" stalinienne du "social-fascisme" et pour la politique stalinienne de refus du front unique avec la social-démocratie dans l'Allemagne des années 1930, dont Pierre Roy regrette qu'elles ne figurent pas dans le roman. Elles n'en constituent pas moins un arrière-plan implicite, dont justement le contenu de la confrontation d'idées entre Ilia Semionovich Pravdine et Max Aue porte à croire qu'ils ne les ignoraient pas. Cela éclaire d'une lumière singulière ce qui peut apparaître d'étonnant dans la discussion entre un officier SS et un officier soviétique ayant fréquenté le jeune Parti communiste allemand et ayant une bonne connaissance de l'Allemagne et de sa

(3) Sur ce sujet voir Pierre Broué, *Révolution en Allemagne,* Editions de Minuit, pp. 316-318, 534 et 688-697, et, du même, *Histoire de l'Internationale communiste,* Fayard, pp. 139 et 305 à 307.

langue (*Les Bienveillantes*, pp. 362 à 370). De plus, Ilia Semionovich Pravdine a été *"proche de Radek, mais pas de Trotsky"*, ce qui lui a valu une disgrâce et son envoi au front. Tout cela fait de ce personnage un portrait plus proche d'une esquisse de peintre que d'un croquis caricatural. Mais, surtout, cela fait de ce passage, entre autres, un point de départ et d'appui vivant d'une riche discussion historique cette fois sur le communisme, le bolchevisme, le stalinisme et le nazisme pour, à partir du roman, entrer dans l'investigation historique avec tous les éléments que celle-ci apporte et qui sont absents ou qui ne sont que suggérés dans le roman, permettant ainsi que les racines et les raisons de la venue au pouvoir du national-socialisme soient expliquées selon le souhait de Pierre Roy. L'étendue des problèmes posés, l'ampleur, la force d'évocation qu'il trouve saisissante dans certains passages autorisent et aident une telle lecture commentée comme rarement un roman peut le faire. Mais pour cela, il faut passer du roman à l'analyse historique et non pas réécrire le roman en fonction de son propre point de vue. Ainsi, et dans ce sens, mais dans ce sens seulement, l'approche historique n'est pas *"disqualifiée"*.

Pierre Roy regrette que l'auteur ait choisi la forme d'une autobiographie fictive d'un officier SS pour traiter de son sujet. Il déplore qu'aucune *"voix off"* ne vienne apporter un autre éclairage que celui du "héros". Il concède qu'il y a d'autres personnages qui se font l'écho d'autres manières de voir et de sentir, mais il les trouve inconsistants et il a *"ressenti"* que les rares confrontations d'idées sonnaient faux sans aller au-delà dans son appréciation. La description du lieutenant-colonel soviétique n'occupe que neuf pages, mais, on l'a vu, son portrait esquissé à grands traits est néanmoins assez précis pour nous faire voir plus que sa simple représentation. Un paysage se dessine derrière. Le personnage principal lui-même, s'il est en partie inspiré d'Ersnt Junger partant à la guerre de 14 avec un exemplaire de *Tristram Shandy* dans sa poche comme Max Aue avec celui de *L'Education sentimentale*, n'en emprunte pas moins à plusieurs autres personnes réelles ou imaginaires pour constituer un personnage certes invraisemblable, mais plus vrai que nature dans toutes les figures de nazis que l'auteur réunit en lui comme dans les réactions et les attitudes différentes qu'il lui fait prendre en fonction des situations auxquelles il est confronté, sans pour autant lui faire perdre sa cohérence. A cet égard, un passage très beau et très instructif du livre nous montre, sous forme d'allégorie (*Les Bienveillantes*, pp. 260 à 267), un Max Aue ébranlé par un vieux Juif, Nahum ben Ibrahim, symbole de la Mémoire de la connaissance (il *"se souvien*[t] *de tout ce qui s'est passé avant"*) opposée à la mémoire des "Erynies-Euménides-Bienveillantes" qui tourmentent Max Aue. En accédant à son désir d'être enterré là où il le souhaite avant d'être fusillé et en creusant lui-même sa tombe, Max Aue, *"blême"*, saisi d'*"une vaine angoisse"*, est renvoyé à sa propre mort par celle de celui qui ne devient plus sa victime au sens des ordres à accomplir par conviction ou par obéissance au nazisme ; Nahum ben Ibrahim lui a en quelque sorte volé son exécution et lui a fait toucher du doigt une possible humanité (4). Par le pouvoir illimité du romancier, l'unique narrateur se métamorphose en plusieurs incarnations du nazisme. Il y a plusieurs personnages dans le personnage de Max Aue et il y a bien d'autres personnages qui renvoient le lecteur à d'autres points de vue.

Pierre Roy est constamment partagé entre un intérêt réel pour le roman, son irritation à ne pas y voir figurer ce qu'il souhaiterait et la liberté de création. Il ne veut pas admettre qu'un romancier nous fasse vivre le nazisme de l'intérieur, qu'il traite son sujet du point de vue du bourreau et non de la victime, il en éprouve un *"malaise de caractère politique"* et il finit par concéder que, selon lui, il s'agit là des *"limites de la littérature"*. De ce point de vue, il n'y aurait plus de littérature possible. Si les romans, y compris les romans historiques,

(4) A ce propos, voir l'article déjà cité de Florence Mercier-Leca dans la revue *Le Débat*.

devaient respecter des règles qui leur seraient prescrites en dehors de la totale liberté du romancier, si leurs auteurs devaient prendre en compte telles ou telles interprétations plutôt que telles autres de l'époque qu'ils dépeignent, le roman deviendrait une coquille vide et n'aurait plus sa raison d'être. La littérature n'est pas faite pour expliquer tel ou tel phénomène, même si, à sa manière, elle peut y contribuer. Au contraire, la littérature est moins limitée d'une certaine façon que l'histoire ou toute autre discipline par la richesse inhérente à la matière sur laquelle le romancier travaille, la diversité et la complexité de la nature humaine et des conditions dans lesquelles elle s'exprime. De fait, on comprend mieux les multiples locutions restrictives et interrogatives qui parsèment les trois articles. De fait, on comprend mieux ces critiques hors sujet. *Les Bienveillantes* ne sont ni un essai historique ni un cours d'histoire. *"Il est parfaitement exact qu'on ne peut en aucun cas se régler sur les seuls principes du marxisme pour juger, rejeter ou accepter une œuvre d'art. Une œuvre d'art doit, en premier lieu, être jugée selon ses propres lois, c'est-à-dire selon les lois de l'art"*, écrit Léon Trotsky dans *Littérature et Révolution* (5). Un article sur *Les Bienveillantes* conforme à ces critères et à ces principes aurait été mieux inspiré dans les *Cahiers*, cependant la question peut aussi se poser : est-ce le rôle des *Cahiers du mouvement ouvrier* ?

Faute d'avoir pu lire ce qu'ils auraient voulu voir écrit dans le roman de Jonathan Littell, Pierre Roy, Marcel Picquier et Jean-Jacques Marie lui font un mauvais procès. Malgré les précautions de langage et les formules interrogatives dont ils usent comme s'ils n'étaient pas vraiment tout à fait convaincus de leurs assertions, ils veulent nous faire croire à un amalgame entre Jonathan Littell, Max Aue et Ernst Nolte. Ils ne feront qu'égarer ceux qui n'ont pas lu le roman. Mais pour leurs lecteurs, ces articles, dont l'effet est renforcé par leur regroupement, surprennent dans une revue aussi rigoureuse et aboutissent à l'inverse de leur objectif, la légitime dénonciation du révisionnisme historique d'Ernst Nolte, François Furet et autres Stéphane Courtois. Au contraire, ils parviennent plus à mettre en valeur les erreurs et les contresens auxquels le raisonnement de leurs auteurs les amène qu'à dévoiler le présumé noltisme des *Bienveillantes*. Ces critiques ne convaincront pas le lecteur régulier des *Cahiers du mouvement ouvrier,* qui ont déjà publié quelques articles argumentés sur ce courant historiographique, et elles ont toutes les chances de rebuter un lecteur occasionnel, à plus forte raison s'il a lu *Les Bienveillantes*.

Comme le rappelle Pierre Roy : *"Toute licence en art. Mais, de façon corollaire, droit non moins absolu à la critique"*, et j'ajouterai à la critique de la critique.

Recevez, chers camarades, l'expression de mes plus fraternelles salutations.

(5) Léon Trotsky, *Littérature et Révolution,* Les Editions de la Passion, pp. 107-108 ; voir aussi, *mutatis mutandis*, sur des appréciations similaires, pp. 131-132, p. 264, pp. 267 à 269, pp. 273 à 275 et p. 279, entre autres.

Une magnifique démonstration

ON a peine à croire que nos trois pourfendeurs des *Bienveillantes* ont lu un roman. Se sont-ils laissés aller sans aucun a priori, se sont-ils lâchés avec l'intention de goutter l'exaltation d'être transportés dans un univers autre que le leur ? Je n'ai pas eu ce sentiment, j'ai plutôt eu l'impression qu'ils se sont passionnés à chercher la brèche, la faille pour exsuder une critique idéologique.

Quand on parcourt leurs articles, on n'a vraiment pas envie de lire *Les Bienveillantes,* qui, pourtant, est un grand ro-

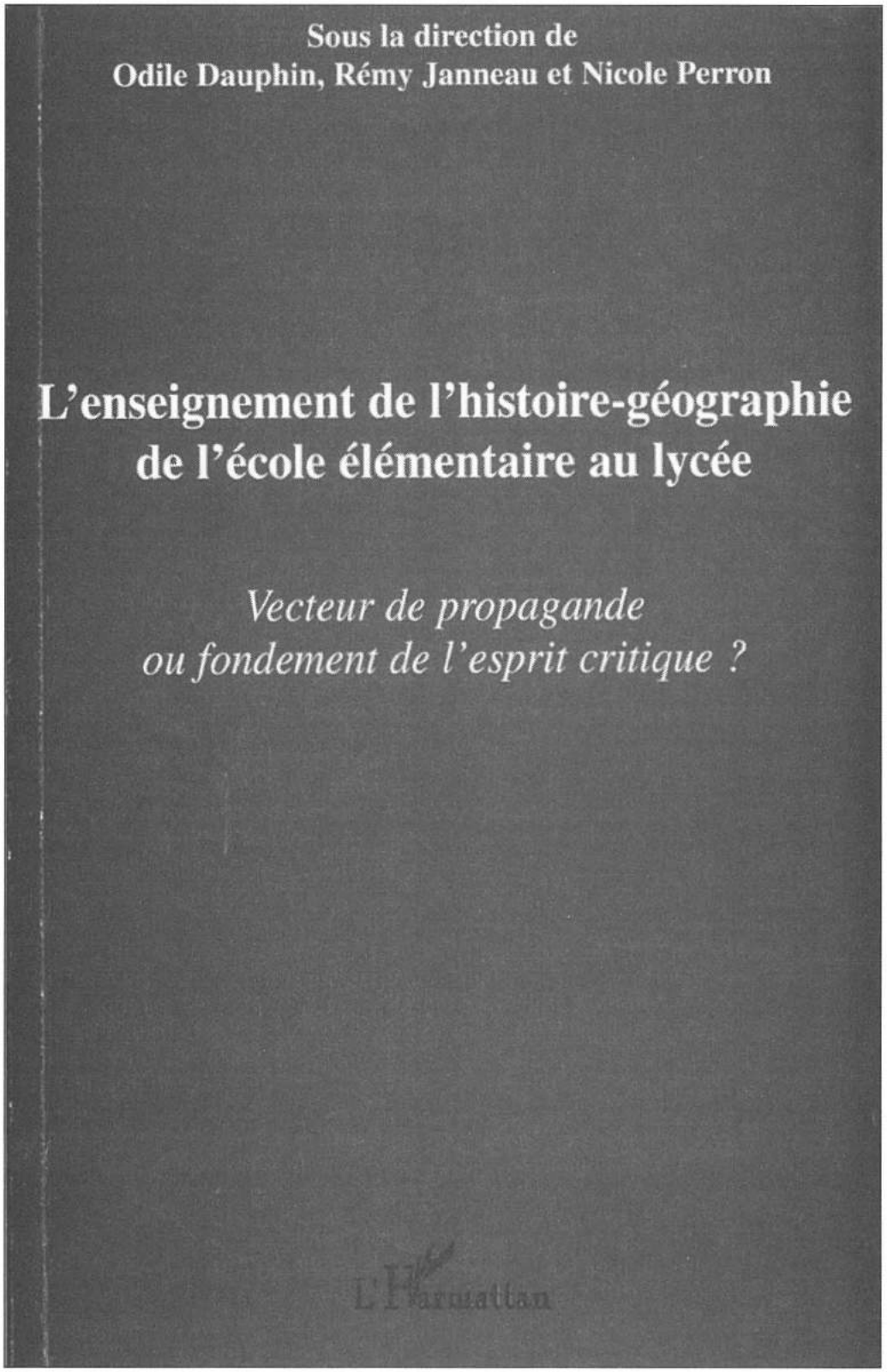
man littéraire. Un roman, ce sont d'abord les personnages, c'est par leur psychologie, leur esprit qu'on s'embarque dans l'histoire. Or je trouve que *Les Bienveillantes,* foin de tout manichéisme, est une magnifique démonstration de ce que formulait Marx : *"Ce sont les conditions matérielles d'existence qui déterminent la conscience."* Notre héros à la première personne est un traumatisé : il hait la France, aime et couche avec sa sœur, et comme il ne peut pas aimer d'autres femmes, devient homosexuel. C'est bien connu, un humain cabossé, possédé par des monstres, s'accroche facilement à un régime monstrueux. Un roman, c'est aussi le souffle, le souffle, c'est ce qui respire. C'est grâce à la superbe complexité du héros qui nous le rend presque sympathique qu'on pénètre dans la chair de la barbarie. Les accusations de noltisme, les moqueries sur les états d'âme du SS de nos trois moralistes sont bien risibles : même les pires canailles ont besoin de théoriser, de trouver des excuses à leurs méfaits pour les faire accepter par leur conscience. Il s'agit d'un être vivant, pas d'un pantin.

Mais on veut aussi piéger l'auteur : s'il y a quelques lignes de noltisme sur neuf cents pages de guerre et de massacre nazi, on ne peut pas dire que cette théorie mystificatrice soit au centre du livre. Il y a de formidables passages de littérature : la recherche du plaisir après la tuerie sous les ponts de la nuit qui nous repose de l'insupportable, les chefs SS qui puent, Stalingrad avec une extraordinaire scène surréaliste plus vraie que la réalité, les voyages, les discussions linguistiques d'où il découlera une extermination ou pas, le suspense policier sur la mort de sa mère, son étrange copain sybarite, le bombardement de Berlin et la débâcle où les animaux du zoo se mêlent à l'avance de l'Armée rouge, et bien d'autres choses encore, partout, dans ce cloaque terrifiant, l'inhumain vit.

Mais, finalement, peut-on dire, comme l'insinuent nos trois pourfendeurs, qu'à la fin de cette terrible épopée, le nazisme soit édulcoré ? Peut-on dire qu'après avoir frissonné dans toutes les veines d'un enfer qu'on sent réel, on n'en éprouve pas un dégoût du fascisme, et c'est le but d'un roman, bien plus fort qu'à la lecture d'un exposé historique ? Un régime qui façonne un cerveau pour qui le meurtre devient quelque chose de normal, un héros qui tue sa mère, assassine froidement celui qui l'a protégé pour devenir un patron affable dans la France d'après-guerre, et qui, en plus, explique qu'il n'est pas le seul, que la société est pleine de SS impunis et reconvertis, on ne peut pas dire que cela soit une louange au capitalisme et à son produit le nazisme.

Jean Habrigian

Notes de lecture


Sous la direction de
Odile Dauphin, Rémy Janneau et Nicole Perron
L'enseignement de l'histoire-géographie de l'école élémentaire au lycée
Vecteur de propagande ou fondement de l'esprit critique ?
L'Harmattan

Jean-Pierre Hammer : *Destination Madagascar — Saumur, Paris, Tananarive — (Des coulisses du PC au grand soleil de l'Ile rouge)*

(éditions Karthala, 2005, préface de Jean-Claude Rabeherifara)

TRADUCTEUR en français de la plupart des poèmes et ballades de Wolf Biermann, ami personnel de Robert Havemann, le germaniste Jean-Pierre Hammer décrit dans ce roman, probablement autobiographique, deux périodes bien distinctes de la vie de son héros. Les deux parties peuvent se lire indépendamment l'une de l'autre. La première partie est le récit d'une tranche d'histoire du mouvement ouvrier : dix années d'opposition au PCF, non pas opposition larvée ou velléitaire, mais opposition se traduisant par une intervention dans la lutte de classe, sur une ligne de front unique. La seconde partie raconte deux années passées à Madagascar, à mettre en place l'enseignement de l'allemand à l'université (1) de Tananarive, tout en étudiant la réalité de la vie dans "l'Ile rouge".

"*Les ressemblances avec des personnages ayant existé ne sont pas forcément dues au hasard.*" Cet avertissement est à prendre au sérieux. Sans parler des itinéraires similaires du héros, Guy, et de l'auteur, des personnages sont évoqués ou apparaissent sous leur vrai nom, et notamment Auguste Lecœur, Fernande Lavignatte, Georges Marchais, Jean Bruhat, Marcel Manville, Yves Dechezelles, Robert Mallet, Georges Pompidou, Philibert Tsiranana, Didier Ratsiraka, Charles Ravoajanahary.

1952-1962 : militant communiste, artisan du front unique, combattant contre la "sale guerre"

Jeune professeur d'allemand, Guy arrive en septembre 1952 au lycée de Saumur. Militant au PCF depuis ses années d'études, il sympathise avec Bréal, secrétaire de la section SFIO de la ville, un de ses collègues, malgré l'avis du secrétaire de la section PCF, pour qui ce Bréal est "*le pire des réacs*" et un "*anticommuniste forcené*". Bréal et Guy créent au lycée une section syndicale du SNES,

(1) Université française, présidée par le doyen Robert Mallet.

dont Guy est élu secrétaire. Avec leur syndicat, les enseignants obtiennent satisfaction de la première de leurs revendications : un tableau noir dans chaque salle de cours...

Elu secrétaire de la section PCF de Saumur, Guy monte une école du soir pour *"faire prospérer la pensée dialectique"*, aide à créer des syndicats CGT dans les conserveries et dans les mousseux, lance avec son collègue SFIO un appel *"à la solidarité avec les travailleurs en grève des conserveries et des mousseux"* fédérant SNES, SNI, FO, CGT et CFTC (2) de la ville *"autour d'une plate-forme revendicative claire"*, etc.

1955 : le gouvernement Mollet rappelle les réservistes pour la guerre d'Algérie. Guy crée, *"avec l'aide active et courageuse de chrétiens de gauche, un comité d'union"* qui stoppe en rase campagne des trains transportant des rappelés. Surgi un peu partout en France *"en dehors de toutes les organisations politiques ayant pignon sur rue"*, ce mouvement contrarie fortement les organisations de gauche. *"Au tout premier rang, le PCF."*

Auguste Lecœur, secrétaire général du PCF (remplaçant Maurice Thorez "soigné à Moscou"), envoie à Saumur Fernande Lavignatte pour mettre la section au pas. Face au comité de section, la "grande Fernande" attaque : *"Je suis là pour remettre les pendules à l'heure dans cette section où rien ne ressemble plus à la ligne de notre grand Parti !"*, puis : *"Le camarade secrétaire de section n'a jamais respecté la ligne de notre parti ni au plan politique ni au plan syndical"*, etc. La tentative échoue.

Guy (ou Jean-Pierre ?) se souvient (p. 33) : *« Ce qui se passe à Saumur rappelle à Guy la dissolution en mai 1945 des comités "Freies Deutschland" à Berlin, ainsi que dans la zone d'occupation soviétique. Ces comités avaient été créés en Allemagne par des résistants et d'anciens détenus des camps d'extermination hitlériens, tels le savant Robert Havemann, afin de remettre sur pied une solide démocratie en Allemagne. Sur ordre de Moscou, ils seront dissous par le groupe de Walter Ulbricht, car ils rassemblaient des antinazis convaincus, et ce, sans distinction de parti ou de religion. Walter Ulbricht, qui avait passé la période de la guerre en Union soviétique, se méfiait des communistes ou des socialistes restés en Allemagne nazie et ayant résisté à l'hitlérisme — le plus souvent d'ailleurs en prison ou dans des camps de concentration. Ulbricht voyait dans ces comités un grand danger pour le futur parti communiste programmé et parachuté dans la zone d'occupation soviétique d'Allemagne par l'URSS. »*

De retour à Paris en 1959, Guy monte une cellule du PCF au lycée Michelet, à Vanves, avec des professeurs et des ouvriers. La cellule intervient au grand jour contre la "sale guerre". En 1961, la fédération Seine-Sud du PCF envoie un certain Georges Marchais la mettre au pas. Devant la cohésion de la cellule, le "Jojo fédéral" assène un argument massue : *"Le camarade Guy méprise les ouvriers. Donc, il n'a pas sa place à la tête d'une cellule de notre parti. Il faut maintenant passer au vote sur son cas."* Les ouvriers de la cellule prennent sa défense, et d'abord le plombier : *"Il se peut que le camarade Guy se trompe politiquement, mais il ne méprise pas les ouvriers, c'est un bon camarade."* Comme la "grande Fernande" à Saumur quelques années plus tôt, "Jojo-Tinville" fait ce soir-là chou blanc.

En janvier 1962, Guy ne reprend pas sa carte. Le comité central l'exclut en février *"pour ne pas avoir repris sa carte"* (!).

Pascal Serman

(2) Qu'une anachronique coquille orthographie (malicieusement ?) CFDT...

Une lecture jubilatoire

Michel Biard : *Parlez-vous sans-culotte ? Dictionnaire du* Père Duchesne, *1790-1794*

(Tallandier, 576 pages, 25 euros)

"C'ÉTAIT *une puissance que le substitut de la Commune, parce que Jacques Hébert, c'était le* Père Duchesne", écrit feu (depuis longtemps) l'académicien Louis Madelin, qui poursuit : *"Saupoudrant de f... et de b... une langue assez plate, le journaliste séduisait les faubourgs qui se figuraient ce pamphlétaire comme un géant truculent et audacieux, alors qu'il n'était qu'un aboyeur à la taille grêle et aux mains blanches."*

Une langue assez plate ? Le reproche est assez amusant sous la plume d'un académicien que la verve insolente de Jacques Hébert doit irriter. A peine auront-ils lu quelques articles du foisonnant *Parlez-vous sans culotte ?*, de Michel Biard, que les lecteurs ne pourront que récuser ce jugement dû d'abord sans doute à l'antipathie politique. Louis Madelin voyait ainsi dans le 14 juillet 1789 surtout des *"scènes de cannibalisme"* parsemées — fort logiquement — de *"cris d'anthropophages"*. On imagine donc aisément ce qu'il peut dire des révolutionnaires. Ces lecteurs refuseront de réduire, comme Louis Madelin, la gouaille rabelaisienne d'Hébert aux *"foutre"* et *"bougres"* dont il essaime effectivement ses phrases et dont la répétition pourrait lasser si, au milieu des inventions verbales du *Père Duchesne*, ces mots n'apparaissaient en fait qu'un simple tic de lange sans importance.

Un caricaturiste de talent

Le *Dictionnaire du* Père Duchesne constitué par Michel Biard rassemble plusieurs centaines d'expressions cocasses et savoureuses du *Père Duchesne*, en bonne part toujours utilisées aujourd'hui. Il dessine ainsi un tableau vivant et jubilatoire de la Révolution jusqu'au jour où la tête d'Hébert, accusé d'un complot imaginaire, roule sous ce qu'il appelait avec un humour grinçant la *"fatale"* ou *"grande bascule"*.

Hébert a le sens de la formule qui fait mouche, du trait pittoresque, de la charge ; c'est un caricaturiste sans crayon. La Fayette devient sous sa plume le *"général Courbette"*, les rois étrangers attachés à sauver la tête de leur frère de rang et de race *"les brigands couronnés, qui, pour empêcher de couper le sifflet à leur confrère* (Louis XVI), *font pleuvoir l'or et l'argent"* ; les soldats républicains qui mettent en déroute les chouans deviennent *"les intrépides lurons qui faisaient danser la carmagnole à l'armée royale et catholique"*. Il raille tout à la fois les velléités contre-révolutionnaires et les mœurs dévergondées de la tsarine Catherine en raillant *"la gourgandine de Saint-Pétersbourg"* et son *"enjambée"* à double sens. *"L'enjambée impériale"*, précise Michel Biard, est alors le titre d'une gravure anonyme montrant la "Grande Catherine" seins dénudés fai-

sant le grand écart entre la Russie et Constantinople... au-dessus des souverains d'Europe qui lorgnent sous sa jupe. Son anticléricalisme virulent multiplie sous sa plume les railleries rabelaisiennes contre les "cagots", les "magots", les "bigots" et les "calotins". Il conseille ainsi en pleine campagne de déchristianisation : *"Laissez les sots adorer leurs magots et magotes, qu'ils mangent aussi longtemps qu'ils voudront leur bon dieu de farine."*

Chaque expression citée dans le dictionnaire fait l'objet d'un double commentaire : le premier sur son origine et son sens, le second sur les allusions historiques que contient chaque membre de phrase cité. Ainsi, celles-là mêmes qui ont vieilli sont aisées à comprendre.

Les saturnales du *Père Duchesne*

Edgar Quinet condamnait la langue du père Duchesne : *"Qui se donnerait la peine de suivre les saturnales du père Duchesne verrait que Hébert lui-même n'a pu saisir le vrai langage populaire ; il attache à chaque déclamation un jugement et se figure prendre ainsi l'accent des masses. Oripeaux de théâtre cousus de haillons sans-culottes."* Mais on peut s'interroger sur la connaissance réelle du vrai langage populaire maîtrisée par Edgar Quinet.

S'il avait raison, comment se fait-il alors que, plus de deux siècles plus tard, on puisse prendre un plaisir aussi vif à feuilleter les expressions que Michel Biard a classées et commentées ? Ainsi écrit-il par exemple, pour vanter la vigilance révolutionnaire : *"Comme il y a un dieu pour les ivrognes, il y en a aussi pour les imbéciles et les incrédules qui se laisseraient manger la laine sur le dos et mener à la boucherie comme des veaux s'il n'existait de braves bougres qui veillent à leur sûreté."*

Pour suggérer que Louis XVI veut tromper les sans-culottes, qui ne se laissent pas rouler, il ironise : *"Ils ont cru, foutre, que le peuple de Paris allait tauper là-dedans et qu'ayant ainsi doré la pilule, que Mr veto nous prépare, nous l'avalerons sans grouiller."* Veut-il suggérer le sentiment de vengeance que les avanies d'un long passé ont engendré dans le peuple et que traduit sous une autre forme le *Ça ira*, il écrit : *"Il fallait au commencement de la révolution (...), à coups de nerf de bœuf, dauber sur tous les ci-devant, leur rendre tous les coups de bâton qu'ils avaient distribués à nos pères."* Le roi devient le *"daron"*, sa femme la *"daronne"*, et si le roi est mécontent d'Hébert, ce dernier s'imagine reçu par lui : *"Eh bien, père Duchesne, me dit le gros daron, c'est encore toi ! On ne voit plus que toi et le mauvais temps."*

Un petit muscadin et un petit fripon ?

Les historiens ont été souvent sévères avec Hébert. Michelet stigmatise ainsi *"la personnalité misérable et mesquine d'Hébert, son attitude de petit muscadin qui couvrait le petit fripon"*, et dénonce *"cette gueule effrénée du* Père Duchesne". Jean Jaurès, insensible à sa faconde, évoquant, dans son *Histoire socialiste de la Révolution française*, la société des Cordeliers, et son agitation au début de 1794, s'interroge sur ses buts réels et répond brutalement : *"Il est malaisé de le savoir quand un parti a un chef aussi inconsistant, aussi médiocre d'intelligence et de cœur, aussi versatile et couard que l'était Hébert. Cet homme, qui haïssait Robespierre et rêvait de le détruire, était blême de peur devant lui."*

Certes, Hébert cultive une posture débraillée qui déplait à ces deux hommes autant qu'elle déplaisait sans doute à Robespierre. Mais Hébert ne manie pas seulement la dérision et la plaisanterie ; l'indignation n'est chez lui jamais bien loin de la bouffonnerie. Ainsi lance-t-il en 1792 : *"Ce sont les rois qui ont engendré les courtisans, les nobles, les fermiers généraux, les gabelous, les rats de caves et toutes les vermines qui rongent le peuple."* Veut-il souligner que les députés ne sont que les mandataires du peuple qui les élit et dénoncer les modérés du "marais" qu'il compare à des

"crapauds", il raille ces *"cerveaux rétrécis et têtes en pain de sucre qui se méconnaissent et se croient les premiers moutardiers du pape"*. Or, souligne-t-il, *"ils ne sont que ce que nous les faisons"*.

Certes, Hébert n'est pas un vrai dirigeant politique, un vrai chef de parti. C'est un homme de plume, la gouaille révolutionnaire l'emporte chez lui sur la tactique politique, le goût du bon mot sur le choix d'un mot d'ordre ajusté à la situation. C'est un agitateur, non un organisateur. Son flair pour sentir l'humeur des sans-culottes lui sert plus à enrichir sa verve qu'à définir une politique claire et précise. En ce sens, il n'avait sans doute pas les moyens de ses ambitions politiques, d'ailleurs imprécises ; mais ces dernières appartiennent à un passé lointain, alors que sa verve assure la pérennité du *Père Duchesne*. Le parler sans-culotte est encore en partie vivant parce qu'il vient des tréfonds même de la société et que, par-delà des bouleversements gigantesques que cette société a connus depuis plus de deux siècles, la division sociale entre ses sommets et ses couches inférieures est restée presque aussi profonde.

Le *Canard enchaîné* avait un jour affirmé qu'Edith Piaf aurait pu, grâce à son extraordinaire voix, chanter même le Bottin. Le talent verbal d'Hébert ne va certes pas jusqu'à lui donner cette capacité de transformer un catalogue en chanson. Mais la fantaisie et la bouffonnerie du *Père Duchesne* lui permettent de faire vivre aujourd'hui encore des événements de plus en plus oubliés. Le *Dictionnaire du* Père Duchesne établi par Michel Biard constitue ainsi une pittoresque histoire de la révolution présentée comme une sorte de puzzle aux multiples pièces et combinaisons. On peut le lire comme un roman picaresque à multiples entrées.

Jean-Jacques Marie

Antonella Salomoni : *L'Union soviétique et la shoah*

(traduit de l'italien par Marc Saint-Upéry, La Découverte, 344 pages, 25 euros)

L'UNIVERSITAIRE italienne Antonella Salomoni publie sous ce titre neutre un ouvrage remarquable à la fois par la richesse de sa documentation et la précision avec laquelle elle présente cette dernière.

Commençant par relater le massacre de Baby Yar en prologue, elle évoque ensuite, à l'aide de nombreux témoignages, l'évacuation et l'exode difficiles des Juifs des régions envahies par la Wehrmacht, l'ampleur de la "croisade antibolchevique" déchaînée par les nazis, la manière dont le Kremlin réagit (la constitution du Comité antifasciste juif, le mythe de la passivité, le rôle des deux écrivains Ehrenbourg et Grossman, leurs désaccords sur le *Livre noir* des persécutions antisémites commises sur le territoire de l'URSS par les nazis, interdit par la censure stalinienne et qui ne paraîtra qu'après la chute de l'URSS, l'affaire de la République juive de Crimée, dont certains des membres du Comité antifasciste juif avaient souhaité la création, la liquidation du comité à la fin de 1948, son procès), et conclut brièvement sur le prétendu complot des médecins-assassins dénoncé par la *Pravda* le 13 janvier 1953, et auquel la mort de Staline mit fin.

Quand l'édition italienne et l'édition française ne disent pas la même chose

La richesse de la documentation fournie par Antonella Salomoni ne peut que pousser le lecteur exigeant à poser quelques questions. Ainsi, évoquant le "complot des médecins", elle écrit : *"On a souvent parlé à ce propos de la préparation d'une nouvelle purge et de l'imminente déportation en masse des Juifs vers les régions orientales du pays."* Dans l'édition française, la phrase suivante affirme : *"Cependant, aucun document ne permet de confirmer de manière explicite une telle hypothèse et le débat reste ouvert."* Or, dans l'édition italienne, Antonella Salomoni affirmait : *"Mais aucun document ne permet de confirmer une telle hypothèse, qui, aux yeux des meilleurs experts de l'antisémitisme d'Etat en URSS, s'avère être un mythe"* (*"Ma nessun documento petrmette di suffragare tale ipotesi che, agli occhi dei maggiori esperti dell'antisemitismo di stato in URSS, risulta essere un mito"*).

L'édition italienne et l'édition française ne disent donc pas la même chose. Dans un cas, le débat est clos : c'est un mythe. Dans l'autre, c'est une hypothèse toujours envisageable. D'où et de qui vient ce changement ? Et pour suggérer ou montrer quoi ?

L'une des victimes de la campagne antisémite lancée par Staline en 1949, Alexandre Borchtchagovski, a été lui-même déjà victime d'une interprétation identique. Il avait publié en Russie, il y a quinze ans, un livre intitulé *C'est le sang qu'on accuse*. Ce livre a été publié en français sous le titre bien différent *L'Holocauste inachevé* (Jean-Claude Lattès), qui suggère que l'URSS stalinienne voulait prolonger l'œuvre du nazisme, alors même que Borchtchagovski affirme déjà que cette déportation des Juifs en Sibérie n'est qu'un mytne.

Il affirme en effet : *"L'exil et la déportation des Juifs soviétiques sont (...) une image mythologique, cauchemardesque, des convoitises et des plans secrets de Staline (...), ce rêve impossible à réaliser."*

Une extermination longtemps sous-estimée...

Antonella Salomoni souligne que les Juifs soviétiques liquidés par les nazis ou morts au combat contre eux représentent près de la moitié des victimes de la shoah. *"Pourtant,* précise-t-elle à juste titre, *malgré ses considérables dimensions et sa signification historique, l'extermination des Juifs d'Union soviétique est restée pendant longtemps l'aspect le moins débattu et le moins approfondi de l'anéantissement de la population juive européenne."*

Elle en donne trois raisons : *"En premier lieu, l'interdiction, pendant plus de quarante ans, de consulter l'énorme documentation confisquée aux Allemands par l'Armée rouge pendant la durée du conflit et après la victoire (...) ; en deuxième lieu, le refus manifesté par l'idéologie communiste d'étudier la shoah en tant que phénomène exterministe distinct, et par conséquent de considérer l'histoire des victimes juives séparément de celle des autres victimes du nazisme ; enfin, l'impossibilité pour la communauté juive soviétique ayant survécu au génocide de constituer un corpus de sources sur les expériences vécues par les Juifs en tant que Juifs, dans la mesure où le projet d'extermination nazi était censé concerner tous les peuples de l'Union et non pas une seule nationalité."*

Il est parfaitement incontestable que, dans l'URSS de Staline, de Khrouchtchev et de Brejnev, marquée par un chauvinisme russe grossier, l'évocation d'une extermination spécifique des Juifs par les nazis était impossible. Mais "l'idéologie communiste" n'a rien à voir avec ce chauvinisme russe stalinien, qui débouche sur l'antisémitisme et sur la négation de l'extermination spécifique

des Juifs. Il suffit pour s'en convaincre de relire ce qu'écrivaient et ce que faisaient les bolcheviks lors des pogromes sanglants déchaînés en 1918-1920 par les armées blanches, les nationalistes ukrainiens et autres forces de progrès aujourd'hui à la mode.

Ensuite, la notion "communauté juive soviétique" est pour le moins fluctuante. Lorsque la Seconde Guerre mondiale éclate, la grande majorité des Juifs soviétiques sont assimilés, les grands-parents qui ont vécu les pogromes tsaristes sont croyants, parlent yiddish et se sentent d'abord Juifs, les parents, souvent, connaissent encore le yiddish, mais ne le parlent plus guère avec leurs enfants, abandonnent les traditions juives et se sentent autant Russes ou Soviétiques que Juifs ; les enfants, élevés dans un internationalisme que le régime abandonne d'ailleurs peu à peu, ne connaissent pas le yiddish et se sentent plus Russes ou Soviétiques que Juifs. La majorité d'entre eux pourrait répéter ce qu'affirme Suzanne Rosenberg, déportée en 1950 au camp de Taïchet, pour qui les Juifs soviétiques avaient depuis longtemps *"cessé de se considérer comme Juifs"*, et à qui la réaction stalinienne leur en a donné le sentiment : *"Tristement, en 1948, 1949 et jusqu'à la mort de Staline, les Juifs ont été informés qu'ils appartenaient à une minorité nationale destinée à être insultée et persécutée."*

Antonella Salomoni montre fort bien comment cette conscience se forme au cours de la guerre, en particulier chez Grossman, qui ne parlait pas un mot de yiddish et dont le russe était la langue maternelle. L'assassinat de sa propre mère par les nazis, puis son expérience tragique de correspondant de guerre à Stalingrad et sur le front ukrainien lui ont fait découvrir le sentiment qu'il exprime dans sa fameuse *Lettre de la mère* juive arrêtée par les Allemands : *"On m'a rappelé ce que j'avais eu le temps d'oublier pendant les années du pouvoir soviétique : j'étais une Juive."*

Jean-Jacques Marie

L'enseignement de l'histoire-géographie de l'école élémentaire au lycée. Vecteur de propagande ou fondement de l'esprit critique ?

(sous la direction d'Odile Dauphin, Rémy Janneau et Nicole Perron, éditions L'Harmattan, 25,50 euros)

L'INITIATIVE des inspecteurs pédagogiques régionaux de Paris, décrite au début de ce numéro, d'inviter quelques classes à venir admirer un docu-fiction sur la fuite de Louis XVI et de Marie-Antoinette à Varennes présenté par un texte de quatre lignes qui comporte deux falsifications historiques en dit long sur les manipulations auxquelles est soumis depuis des années l'enseignement de l'histoire.

La crise de cet enseignement relève aujourd'hui du lieu commun. Mais quelles sont les origines et la nature de cette crise, qui touche tous les niveaux

du système éducatif ? A cette double interrogation, cet ouvrage réalisé par un collectif de professeurs apporte deux éléments de réponse.

Cette crise résulte, en premier lieu, des réformes qui, sous couvert de privilégier les compétences et de faire de l'enfant l'acteur de son propre savoir, ont abouti, dans le premier, puis dans le second degré, à une réduction accélérée et à une dépréciation des connaissances. A force d'allégements des programmes, le bagage historique et géographique des élèves est devenu proprement indigent.

En second lieu, l'enseignement de l'histoire prend de plus en plus l'allure d'une propagande idéologique bien étrangère aux objectifs qui lui sont officiellement — mais très hypocritement — assignés. Censée apporter des connaissances sur le passé des civilisations, permettre des mises en perspective et informer, de manière aussi objective que possible, sur les causes des événements, elle célèbre, en réalité, les bienfaits de l'ordre établi, présente la mondialisation et les bouleversements économiques et sociaux qu'elle induit comme des faits incontournables, prône sans vergogne l'Union européenne et ses critères (la loi du marché, la concurrence libre et non faussée, etc.) et se fait servilement l'écho d'une relecture de l'histoire contemporaine qui, sous la rubrique "totalitarisme", utilise les similitudes politiques entre stalinisme et hitlérisme pour mettre sur le même plan de façon plus ou moins nette la propriété collective des moyens de production et la révolution russe d'un côté, et le nazisme et l'extermination des Juifs, de l'autre.

L'ouvrage s'articule donc autour de trois pôles de réflexion.

• Les auteurs reviennent dans un premier temps sur les théories et les réformes qui, en réduisant à néant le savoir historique des élèves du primaire, ont ébranlé tout l'édifice et condamné le second degré à une fuite en avant consistant à réduire les exigences au prétexte que les élèves assimilent toujours plus difficilement un savoir... dont on conteste depuis quarante ans l'utilité. Loin de forger l'esprit critique, les réformes pédagogiques prétendument centrées sur l'enfant ne distillent que l'ignorance et l'obscurantisme.

• Le corps de l'ouvrage consiste en une analyse minutieuse du contenu idéologique des programmes et manuels du second degré. Celle-ci montre de façon lumineuse qu'ils ne visent pas à développer les capacités critiques des futurs citoyens, mais au contraire à conformer les esprits au cadre politique existant, c'est-à-dire à la V^{e} République, qu'ils occultent toute perspective d'avenir étrangère à l'Union européenne et au capitalisme libéral, diffusent, sous couvert d'enseignement du "fait religieux", un "modèle catholico-centré", et canalisent toute remise en cause dans une croisade du "développement durable". Ils s'inspirent, à cette fin, d'historiens qui réécrivent délibérément l'histoire pour criminaliser les révolutions en les assimilant au totalitarisme.

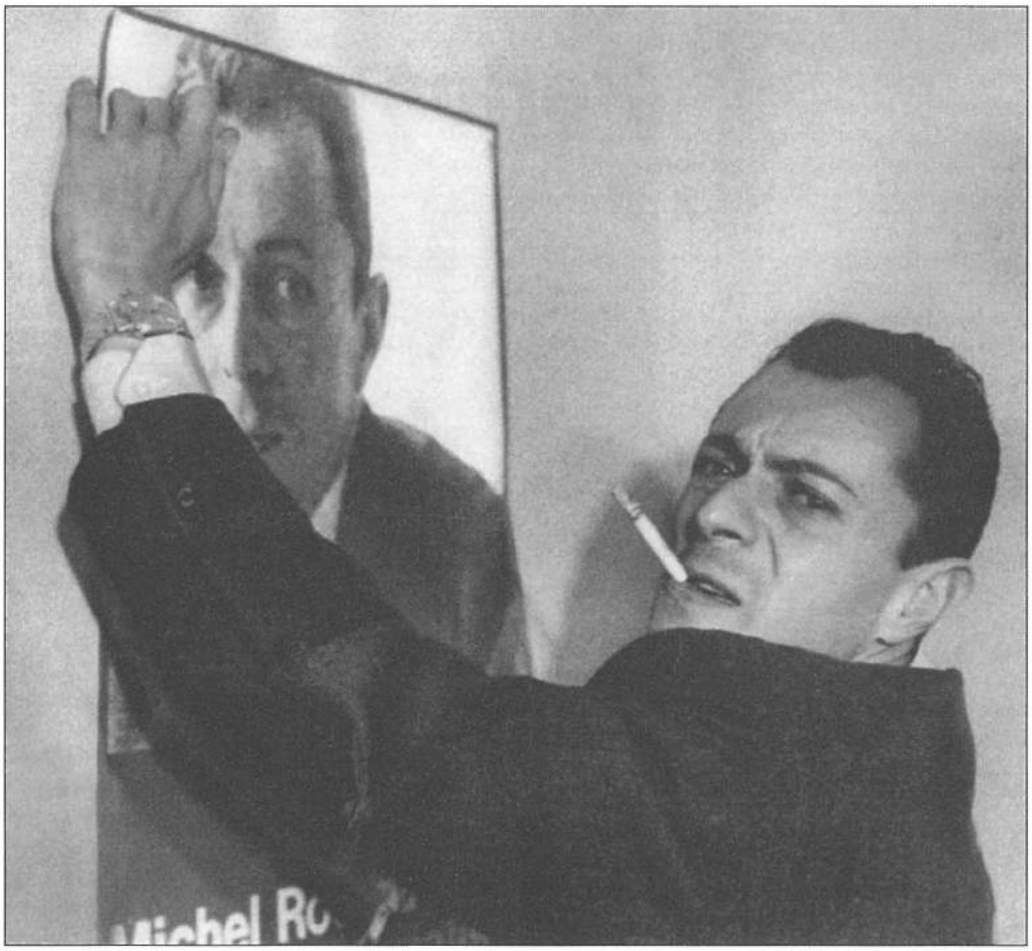
• L'instrumentalisation idéologique est, certes, aussi vieille que l'histoire elle-même. La nouveauté dans l'instrumentalisation mise en œuvre aujourd'hui réside dans une manière de l'aborder qui n'en laisse qu'une vision éclatée et en interdit toute lecture critique. Les auteurs consacrent, dans cette perspective, un chapitre à la didactique trop souvent abordée sous un angle purement technique. Sans en nier les apports, ils en soulignent aussi les perversions. Son utilisation dogmatique débouche, en effet, sur une vision réductrice des questions traitées, prive le savoir historique de toute cohérence et facilite ainsi l'emprise de l'idéologie.

A ces trois points forts s'ajoutent des annexes concernant notamment les empires éditoriaux et le recul de la liberté pédagogique.

C'est donc à tous points de vue un ouvrage des plus utile pour qui veut comprendre les mécanismes du décervelage en cours, dont l'affaire des IPR de Paris à l'occasion du docu-fiction *L'évasion du roi* donne une idée.

Marc Teulin

Perles



Michel Rocard en 1969.

Rocard à la barre...

Première perle

Faut-il parler de "perles" ou de "falsification" ? *Le Monde 2* (8 novembre 2008) présente un dossier intitulé *"La doctrine socialiste de la SFIO au congrès de Reims"*, coordonné par Thomas Wieder, professeur d'histoire à l'école normale supérieure de Cachan. Les premières lignes ont de quoi surprendre. Il écrit : *« En 1905, la SFIO prônait l'avènement d'une "société collectiviste ou communiste". Aujourd'hui, le PS parle plus modestement d'une "économie sociale et écologique de marché" »* (p. 61). "Plus modestement" est pour le moins une perle, car "l'économie sociale et écologique de marché"... ce n'est pas plus "modeste" qu'une "société collectiviste ou communiste", c'est tout à fait autre chose. C'est d'une autre nature, c'est une société capitaliste reposant sur la propriété privée des moyens de production, donc sur le profit et l'extorsion de la plus-value. Ce n'est donc pas plus "modeste", c'est l'opposé, et, jusqu'à plus ample informé, l'opposé ou le contraire n'est pas synonyme de modeste...

Deuxième perle

A peine tournons-nous la page que nous tombons sur une deuxième perle (une double, même). Thomas Wieder nous explique : *"Résolument réformiste, l'ancien Premier ministre a toujours eu une place à part au sein du PS. Il revient pour* Le Monde 2 *sur l'évolution doctrinale d'un parti qui n'a abandonné qu'en 2008 la référence à la révolution"* (p. 62).

Ça, c'est une découverte ! Il y a bien longtemps que cette référence a disparu des discours et résolutions de congrès, sans parler évidemment des actes des gouvernements dirigés par les socialistes. Dater cet effacement de l'année en cours est une plaisanterie. Le mot "révolution" est utilisé depuis longtemps à toutes les sauces : la "révolution industrielle", la révolution dans la mode, dans la cuisine, dans le mobilier, dans tout ce que l'on veut, et le sens de ce mot finit par signifier seulement un changement un peu marqué.

La déclaration de principes de 1990 ne parlait évidemment pas de révolution, même dans ce sens atténué, affadi. Si elle utilisait certes l'adjectif "révolutionnaire" dans une phrase très vague, elle ne faisait aucune allusion à la "révolution" au sens premier, c'est-à-dire à la transformation radicale des formes de propriété et du pouvoir politique. On y lisait en effet : *"Parti de rassemblement, le Parti socialiste met le réformisme au service des espérances révolutionnaires"* (non précisées... ce peut être la parité hommes-femmes pour l'accès à la députation et aux postes ministériels), *"il s'inscrit ainsi dans la démarche historique du socialisme démocratique. Le Parti socialiste est un parti de transformation sociale."*

Vous avez dit "transformation sociale" ? Mais en quoi consiste cette dernière ? *"Le Parti socialiste est donc favorable à une société d'économie mixte, qui, sans méconnaître les règles du marché, fournisse à la puissance publique et aux acteurs sociaux les moyens de réaliser des objectifs conformes à l'intérêt général."* Et, audace suprême, la déclaration de 1990 affirme : *"Dans les secteurs clés qui déterminent la formation du citoyen (l'école, l'Université, la télévision), les conditions de vie (logement, santé, environnement), il n'accepte pas que les logiques du marché soient seules déterminantes"* (*ibidem*) (p. 70). Il faut plus qu'une loupe pour trouver dans ces formules très prudentes sur l'intervention des pouvoirs publics pour garantir *"l'intérêt général"* une trace de collectivisme...

"Un grand témoin" ? Ou un "faux témoin" ?

Le "grand témoin" choisi par *Le Monde* pour introduire ses lecteurs dans l'histoire du PS de 1905 à aujourd'hui est Michel Rocard, député européen, partisan acharné du traité de Lisbonne, du traité d'Amsterdam, de la Constitution européenne rejetée en 2005, membre de la commission Balladur sur la réforme des institutions. L'homme qui usait et abusait de l'article 49-3 de la Constitution de la V^e^ République pour faire passer les lois sans les soumettre au vote du Parlement. Ce même Rocard, dans un débat récent avec Balladur reproduit dans *Le Figaro*, affirmait en bon démocrate qu'il préférait le décret à la loi... Un expert en socialisme pratique, en un mot.

Patois marxisé et jacobinisme ?

Il le montre d'emblée en déclarant : *"Jusqu'au congrès de Dijon en 2003, nous avons toujours eu des majorités d'orientation votées autour de textes dans lesquels nous nous sentions obligés de sacrifier au patois marxisé, à l'idée de rupture et au jacobinisme"* (p. 63).

Pour trouver du patois marxisé et du jacobinisme dans la déclaration de principes de 1990 citée ci-dessus, ce n'est pas une loupe qu'il faut, c'est un télescope.

Le Monde 2 titre l'interview de Michel Rocard d'une expression de ce dernier : *"2008, l'Austerlitz de la pensée social-démocrate"* (p. 62).

Avant, c'était Waterloo ou Trafalgar, la victoire d'une culture qu'il définit comme *"étatique, jacobine, néo-guesdiste"* (p. 63), dont Mitterrand était d'après lui une incarnation.

Rocard explique en effet que *"la déclaration de principes de 2008 est la meilleure depuis un siècle. C'est quand même l'Austerlitz de la pensée social-démocrate et personne n'a osé s'y opposer"* (p. 65).

On a du mal à comprendre comment cette victoire d'Austerlitz politique a pu être remportée dans un Parti socialiste dont un Rocard nous donne une description sarcastique : *"Qui sont-ils, les socialistes français. Pour un tiers des conseillers municipaux, pour un autre tiers des gens qui veulent devenir conseillers municipaux, et pour un troisième tiers des curieux de passage qui s'en vont vite parce qu'ils s'ennuient ferme aux réunions de sections"* (p. 65). Comme il semble que Michel Rocard méprise les conseillers municipaux (à l'égal des paysans et des notaires, on va le voir), on est assez loin, semble-t-il, d'une armée napoléonienne... Austerlitz, ici, relève manifestement de la grâce...

"Les Français sont fondamentalement un peuple de paysans et de notaires"

Rocard est un grand analyste, voire un grand sociologue : *"Les Français*, affirme-t-il, *sont fondamentalement un peuple de paysans et de notaires, pas un*

peuple de marchands" (p. 64). Une analyse sociale en deux lignes !

Le sort de l'école est lui aussi réglé en deux lignes : *"L'école ne joue pas son rôle en matière d'apprentissage des règles élémentaires de l'économie, de sorte qu'on peut dire à peu près tout et n'importe quoi sur la question"* (p. 64).

C'est ce que disent le Medef, l'OCDE et leurs relais médiatiques, qui dénoncent à l'envi les professeurs de sciences économiques et sociales, accusés de ne pas chanter la gloire de l'entreprise...

En conclusion, Michel Rocard répondait à la question sur ses préférences concernant le futur secrétaire du PS : *"Bertrand Delanoë. D'abord parce que c'est un fervent européen* (il faut traduire "partisan de l'Union européenne") *et qu'il est le premier à avoir dit sans ambiguïté qu'il était un socialiste libéral"* (p. 65).

Marc Teulin

N°132
Février 2009
ISSN 0292 - 4943

LES CAHIERS DU C.E.R.M.T.R.I.

LA PALESTINE - 1947

DOCUMENTS

Centre d'Etudes et de Recherches
sur les Mouvements Trotskyste
et Révolutionnaires Internationaux

28 rue des Petites –Ecuries – 75010 Paris – France – 01 44 83 00 00

5 €

Sommaire

Présentation ..... page 2

Chronologie ..... page 4

Cartes : plan de partition en 1947 et ligne d'armistice en 1949 ..... page 7

Extraits de *La révolte de 1936-1939 en Palestine* de Ghassan Kanafani ..... page 9

I. La partition de la Palestine et les positions de la IV^{ème} Internationale :

- La partition de la Palestine. - Editorial de la revue *Quatrième Internationale* (nov-déc. 1947) ..... page 20

- Thèses du groupe trotskyste palestinien (rédigées en janvier 1948 et publiées dans la revue *Quatrième Internationale* de juin-juillet 1948 ..... page 22

- Projet de thèses sur la question juive après la seconde guerre impérialiste - par Ernest Mandel (janvier 1947)..... page 27

II. Les positions du Parti Communiste Français :

- Questions et réponses à propos de la Hagana - Courrier de lecteur publié dans *Les Cahiers du Communisme* n°9 de septembre 1948 ..... page 40

- « Les impérialistes anglo-américains en quête de pétrole et de bases militaires provoquent la guerre en Palestine » - article de *France Nouvelle* (1er mai 1948) ..... page 43

III. Documents émanant d'autres courants :

- Le point de vue d'un jeune communiste palestinien (publié dans *La Revue Internationale* - n° 19 - Nov/Dec 1947) ..... page 48

- L'aventure sioniste et la question juive (article paru dans *La Révolution Prolétarienne* -juin 1948, n° 316) ..... page 50

IV. Le combat contre la partition en Palestine même et l'activité des militants de la IV^{ème} Internationale :

- Le Rôle du stalinisme. *Part III of Tony Cliff, Middle East at the Crossroads, London 1946*..... page 59

- *Le Sionisme — poste avancé de l'impérialisme* - Lettre ouverte à la conférence du Parti travailliste par un groupe de socialistes palestiniens (Décembre 1944) ..... page 65

-« Contre la partition » (article publié dans Kal Ham'ad - sept. 1947) ..... page 75

-Bibliographie ..... page 78

ISSN 1287-25-98
Commission paritaire 0908G78360